

• avril 1993 • n° 368

# IMPRECOR

Russie :

**Coup de poker menteur**

Haïti :

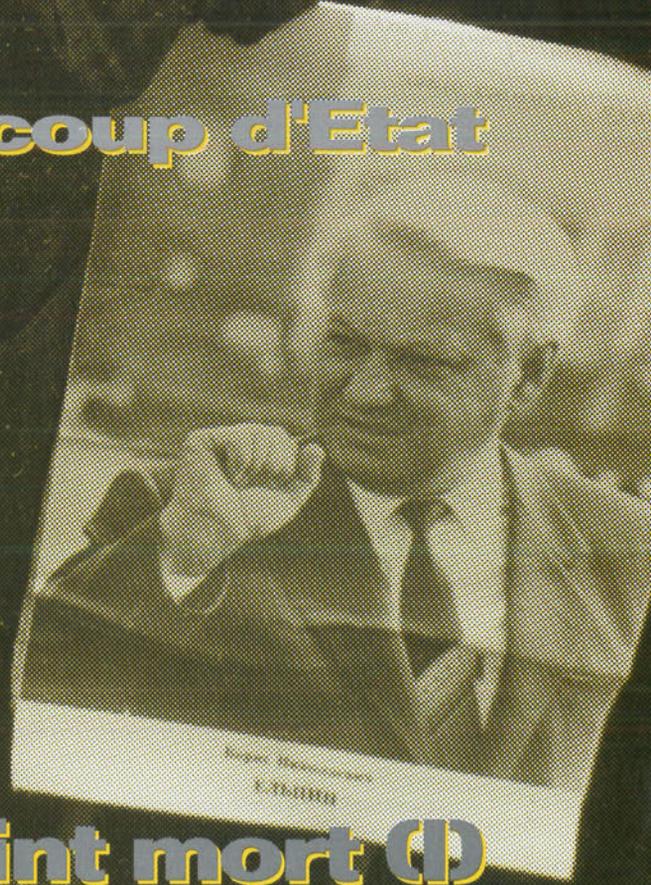
**Deux ans après le coup d'Etat**

Italie :

**Crise délétaire**

Dossier :

**L'économie au point mort (I)**



**3**  
**EDITORIAL**  
France, à droite vraiment  
*Bureau politique de la LCR (SFQI)*

**4**  
**RUSSIE**  
Le coup de poker menteur d'Eltsine  
*Poul FUNDER LARSEN*

**9**  
**ITALIE**  
Italienne, la crise  
*Livio MAITAN*

**12**  
**HAÏTI**  
La longue marche du mouvement populaire  
*Arthur MAHON*

## DOSSIER ECONOMIE (I)

**16**  
1993 ou l'enlèvement de l'économie mondiale  
*Maxime DURAND*

**19**  
**ALLEMAGNE**  
Une crise "faite maison"  
*Winfried WOLF*

**24**  
**INDE**  
L'Inde sous la coupe du FMI  
*Thierry MASSON*

**28**  
**NICARAGUA**  
Pour une alternative économique  
*DOCUMENT*

**33**  
**THEOLOGIE**  
Au nom de la doctrine  
*Guillermo MUGICA*

**36**  
**8 MARS**  
**AUTOUR DU MONDE**  
RUSSIE — SUEDE — FRANCE — ETATS-UNIS...

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.

### ENFIN !

La nouvelle "une" d'Inprecor est arrivée, c'est finalement le projet de Richard Bastiaans, du Pays-Bas, qui a fait l'unanimité au sein de la rédaction. C'est donc cette couverture qui devrait, à l'avenir, accompagner la livraison mensuelle de votre revue préférée.

Sinon, comme vous l'avez sans-doute remarqué, la nouvelle formule mensuelle comprend un dossier par mois, sur un thème particulier. Les deux premiers numéros de 1993 sont encore disponibles avec, au sommaire :

- ✓ février 1993 (n° 366) : L'intégrisme islamique en Palestine
- ✓ mars 1993 (n° 367) : Europe de l'Est, le mirage du marché

Si vous ne les avez pas encore, vous pouvez les commander. Par ailleurs nous espérons que notre nouvelle maquette de couverture va vous inciter à vous abonner.

La rédaction

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVE Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-  
Communication) Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France  
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte  
Commission paritaire  
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél. : 45 32 06 23

### ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe  
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient  
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie  
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

**Pli fermé**  
France - Europe : 250 FF pour six mois.  
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.  
Chèques bancaires et chèques postaux  
libellés à l'ordre  
de "PEC", à adresser à Inprecor,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence  
Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte n° 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal  
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement  Réabonnement   
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# France : à droite vraiment

Sans coup de théâtre — les résultats étaient annoncés —, les élections législatives des 21 et 28 mars signifient un formidable basculement politique, dont l'ampleur même, sans surprendre, inquiète.

La droite revient en force, telle un raz de marée, pour constituer la chambre la plus à droite de toute la Vème République : 247 députés RPR + 213 députés UDF (soit 460 sièges pour la coalition UPF) + 24 députés divers droite. La gauche, avec ses 70 socialistes et apparentés et ses 23 communistes, est réduite à la portion congrue.

**Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (Section Française de la Quatrième Internationale) \***

Le paradoxe est que ce triomphe de l'UPF n'est pas le résultat d'un progrès en voix de ces formations ; leurs scores sont restés à peu près stables. C'est l'effondrement du Parti socialiste qui explique tout. Des millions d'électeurs qui votaient encore socialiste en 1988 ont changé leur vote, beaucoup se réfugiant dans l'abstention (de l'ordre de 30% des inscrits au premier et au second tour) ou votant nul (l'importance des bulletins blancs représente un sorte de record : 1,5 million de votes au premier tour, soit 5,27%).

Ainsi est tombée, impitoyable, la sanction d'une politique. Avec retard, l'effet d'accumulation a joué. Le problème du chômage représente à l'évidence la première préoccupation : il est vécu comme le problème le plus dramatique, face auquel, contrairement à leurs promesses initiales, les socialistes n'ont pas agi, laissant faire les licenciements et grimper le nombre des demandeurs d'emploi jusqu'à la barre des 3 millions. Sur tous les terrains — face à la montée du racisme, par rapport aux questions écologiques de plus en plus sensibles dans la conscience collective, sur les plans européen et international, à l'occasion de la Guerre du Golfe ou du traité de Maastricht —, le pouvoir socialiste n'est en aucun cas apparu en mesure de proposer une politique originale, efficace, en phase avec les intérêts de la majorité de la population.

Le bilan global est terrible : alors que les profits augmentaient de façon spectaculaire, chômage et inégalités s'aggravaient toujours plus. A quoi sont venues s'ajouter les "affaires". Du financement occulte du Parti socialiste aux accusations d'enrichissement personnel de certains caciques socialistes, en passant par la tragique affaire du sang contaminé, s'est créé un climat de pourriture généralisée, d'autant plus insupportable, à l'heure du ralliement au libéralisme, qu'il manifestait que les grandes dif-

ficultés pour le plus grand nombre n'excluaient pas l'argent facile pour les proches du pouvoir. Dans ce contexte, c'est un véritable phénomène de rejet qui s'est exprimé au sein du "peuple de gauche" à l'encontre de l'élite rose.

Les écologistes sont apparus un temps comme pouvant profiter d'un vote refuge : l'alliance nouée entre Génération écologie et les Verts a été créditée un moment de 19% des intentions de vote, soit davantage que le Parti socialiste. Le score final de 7% représente donc pour eux un grave échec en même temps qu'une cruelle désillusion. Quant à l'annonce tonitruante par Michel Rocard du "big bang" — la perspective d'une nouvelle force politique associant les socialistes, les écologistes et les centristes — elle n'a pas réussi, malgré son incontestable écho médiatique et politique, à enrayer la chute du Parti socialiste et l'échec de Rocard lui-même. Du coup, le projet même apparaît, sinon condamné, du moins compromis.

Le Parti communiste, pour sa part, malgré un certain effritement, parvient à sauver son groupe parlementaire en s'appuyant sur les derniers bastions qui lui restent dans des quartiers ouvriers. Les candidats d'extrême-gauche pour leur part maintiennent leurs scores habituels, faibles sans être dérisoires. Les candidats représentatifs des courants critiques du Parti socialiste ou de la direction du Parti communiste font des scores en-deçà des espoirs que pouvaient autoriser les résultats obtenus lors des élections régionales. Pas de percée de ce côté de l'échiquier.

La droite et l'extrême-droite ont donc seules profité de la forte aspiration à sanctionner les socialistes. Certes, le mode de scrutin majoritaire amplifie le mouvement, puisque l'UPF, avec 40% des voix emporte 80% des sièges. Mais il ne faut pas sous-estimer le fait que droite et l'extrême-droite représentent 63% des voix au second tour, ni que la droite parlementaire détient

aujourd'hui, à la seule exception de la présidence, tous les leviers du pouvoir et occupe tout l'espace institutionnel. Le plus inquiétant est le score du Front national : contrairement à des avis rassurants qui l'annonçaient en déclin, il recueille 13% des voix au premier tour, et, s'il n'est parvenu à faire élire aucun député, il a maintenu une centaine de candidats au second tour, dont certains dans le cadre de ces triangulaires ont rassemblé jusqu'à 30 ou 40 % des voix. Le Front national représente plus que jamais une menace, et il compte bien tirer profit des échecs inévitables que va essuyer la nouvelle majorité de droite.

Le chapitre ouvert en 1981 d'une durable expérience de la gauche au gouvernement, qui lui-même avait été rendu possible par les dix années précédentes dominées par l'Union de la gauche, est clos. On est entré dans une nouvelle période où la droite, totalement hégémonique, va devoir maîtriser ses appétits et ses envies de revanche, pour transformer l'essai et gagner la prochaine présidentielle. Mais, très vite, il va lui falloir aussi gouverner, c'est-à-dire affronter des défis politiques majeurs.

Tout le monde a dit que le chômage était le problème numéro un : quelles mesures ? Sur fond de récession et de difficultés monétaires, Maastricht va revenir sur le devant de la scène : quelle réponse va donner une droite profondément divisée sur cette question, une bonne partie du groupe RPR étant anti-Maastricht ? Ces questions ont été éliminées d'un débat électoral entièrement dominé par l'exigence de balayer les socialistes. Elles vont revenir en force, c'est sur elles que la droite va jouer son avenir.

Quant à la gauche, les exigences doivent être encore plus ambitieuses : il s'agit d'une reconstruction complète ! ★

\* Etant donné l'importance des élections en France, nous avons exceptionnellement chargé le bureau politique de la LCR de la rédaction de l'éditorial.

# Le coup de poker menteur d'Eltsine

Alors que le huitième congrès des députés du peuple touchait à sa fin, Sergueï Chakhraï, le premier conseiller parlementaire de Boris Eltsine pendant le congrès, a déclaré à la télévision russe : « *Si nous ne tranchons pas ce conflit, nous sommes au bord d'une situation où la révolution et le chaos l'emporteront* » (1). Le passage à l'acte n'aura pas traîné. La tentative de coup d'Etat "en douceur" d'Eltsine, par la promulgation d'une loi d'exception et l'appel à un référendum pour le 25 avril ont considérablement augmenté l'intensité de la lutte pour le pouvoir au sommet de l'Etat russe.

Alors que la plupart des forces politiques russes ont condamné cette tentative de passage en force, des dirigeants occidentaux se sont ralliés à Eltsine, soulignant qu'il était le dépositaire légal de la démocratie, qui ne s'est "bien entendu" octroyé des pouvoirs dictatoriaux que pour sauver la démocratie et les droits humains du "communisme revanchard". Pendant ce temps, des juristes russes s'employaient à dénombrer le nombre d'entorses à la constitution se trouvant dans l'annonce à la nation d'Eltsine. En fait, cette tempête dans un verre d'eau s'est terminée sur un match nul : les conservateurs n'ayant pu obtenir les voix nécessaires à la destitution d'Eltsine et ce dernier ayant dû faire de menues concessions pour éviter d'être mis définitivement hors-jeu.

Poul FUNDER LARSEN



Il ne s'agit bien évidemment pas d'une révolution, on n'envisage même pas de mobilisations de masse conséquentes dans l'avenir immédiat, mais le dénouement du congrès et le coup d'Etat consécutif auront asséné un coup sérieux aux espoirs de voir se forger une structure de pouvoir compétente et centralisée en Russie. Le résultat immédiat le plus important a été manifestement l'affaiblissement politique d'Eltsine qui a dû choisir entre renoncer à un référendum rapide (pour introduire une république présidentielle), et céder les pouvoirs au soviét suprême, qui peut maintenant passer outre ses décrets ou tenter une aventure politique.

Mais sous ces changements dans les rapports de forces entre le congrès et le président, il y a des changements plus fondamentaux dans la société qui se sont largement repercutés sur les résultats du congrès ; l'échec des réformes économiques d'Eltsine — avec, comme conséquence, la chute de sa popularité — s'est traduit par la crise du projet libéral. Le renforcement, au sein d'un consensus "étatiste", des forces d'opposition, qui restent cependant divisées entre une multitude de courants différents, la passivité de la classe ouvrière et de la population en général, exprimant un scepticisme croissant envers toutes les forces en lutte pour le pouvoir, et enfin, la poussée explosive du "régionalis-

me" à l'intérieur de la fédération de Russie, qui pourrait bientôt éclipser la lutte pour la direction d'un centre.

## Eltsine dans une impasse

La défaite d'Eltsine lors du septième congrès, en décembre 1992, lorsqu'il a dû renoncer à son premier ministre néo-libéral Jegor Gaïdar, n'était pas fortuite, de même qu'elle n'était pas le fruit de "machinations" des forces autour de Rouslan Khasboulatov, le président du Soviet suprême.

C'était d'abord et avant tout l'expression de la résistance croissante à la réforme de la société et de l'appareil en particulier. Le programme de réformes de Gaïdar a accordé une priorité unilatérale à la "stabilisation financière" selon des règles énoncées dans un mémorandum au Fonds monétaire international (FMI) pendant l'hiver 92.

Mais l'objectif extrêmement ambitieux de réduction du déficit budgétaire, devant passer par la réduction de l'inflation et la marche rapide vers la convertibilité du rouble, n'ont jamais été atteints. Le programme a entraîné une chute rapide du niveau de vie de la population : les prix ont augmenté deux fois plus que les salaires en 1992 et 1993, entraînant une

1) *Vesti*, 12 mars 1993.

baisse de 35 % du revenu moyen. La production industrielle a chuté d'environ 20 % en 1992, les investissements de 50 %, et la "stabilisation financière" n'a pas eu lieu. Fin 1992, l'inflation frôlait les 40 % par mois, tandis que tous les rêves de convertibilité du rouble (envisagée initialement au taux de 80 roubles pour un dollar) s'envolaient face à un rouble dévalué (500 roubles pour un dollar) (2).

Après le huitième congrès, le cabinet de Gaïdar est resté quasiment intact (en l'absence de Gaïdar lui-même) et aucune modification significative dans la politique économique n'a été appliquée. En effet, le président du comité d'Etat de la propriété (ministre de la Privatisation) Anatoli Choubais a pris l'initiative de franchir une nouvelle étape dans la privatisation pour procéder à la "transition irréversible vers le marché".

Fin 92, seuls 10 % des entreprises avaient été privatisées en Russie. Et il s'agissait invariablement de petites entreprises commerciales et du secteur des services. Pourtant, en janvier dernier, une série de grandes entreprises ont été vendues aux enchères, comme l'énorme entreprise Zil (production de limousines de luxe).

Le fait qu'Eltsine et le gouvernement n'aient pas tenu compte des avertissements du septième congrès des députés ni ralenti la réforme du marché, a contribué à unir l'opposition dans la course au huitième congrès.

### Entre populisme et autoritarisme

Mais l'impasse de la réforme libérale aura, à moyen terme, des conséquences pour Eltsine plus graves que le fait de s'être aliéné la plupart des députés et une bonne partie des forces politiques par son coup de force.

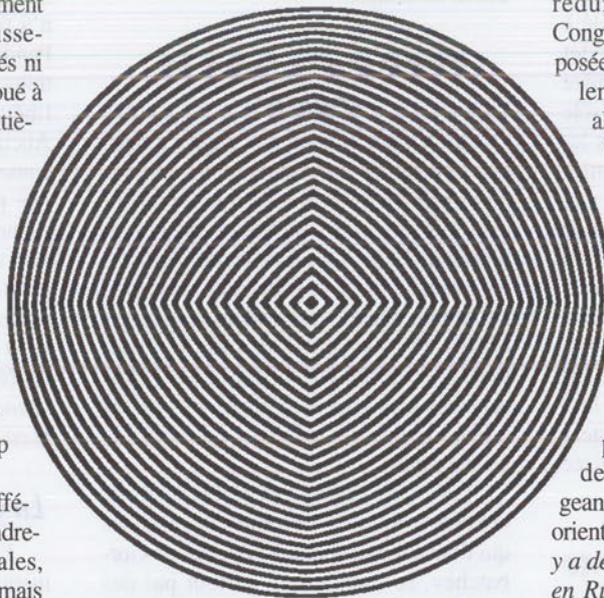
L'indépendance croissante des différents secteurs de l'appareil et l'effondrement des structures gouvernementales, d'abord dans la sphère économique, mais se propageant d'un bout à l'autre de l'appareil d'Etat, qui était déjà claire pendant la période Gorbatchev, s'est accélérée avec la réforme qui en est venue à supprimer les moyens de régulation gouvernementaux, entraînant davantage d'instabilité et d'inégalité dans les rapports entre régions, branches et institutions d'Etat.

Le conflit entre la branche représentative (les soviets) et l'exécutif, qui a culminé lors du congrès du peuple se retrouve à tous les niveaux (inter-régional, régional, local) — un exemple parmi d'autres, le conflit entre le maire de Moscou, Oury

Liouchkov, et le conseil de la ville de Moscou qui a été privé de presque tous les pouvoirs. Dans ce climat, la corruption devient un phénomène social massif, où institutions d'Etat, structures commerciales et parfois mafiosi, se retrouvent.

La perte de la plupart de ses soutiens populaires de l'après-août 91 a encore affaibli la position d'Eltsine. S'il est peut-être encore le politicien le plus populaire en Russie, le vice-président Routsikoï n'est pas loin derrière, mais pour l'heure la majorité des Russes ne souscrivent (dans les sondages), ni au Président, ni à aucun autre dirigeant.

La popularité chancelante d'Eltsine révèle l'effondrement de l'hégémonie de l'idéologie libérale, qui avait prévalu ces trois dernières années. Sous le slogan du "retour au monde civilisé" (capitaliste), les intellectuels et les nouveaux entrepreneurs, alliés à une partie de la vieille *nomenklatura* s'étaient assurés un soutien à leur projet de réforme du marché. Mais comme la "civilisation" a révélé son vrai visage et que les améliorations promises par Eltsine pour fin 92 se sont avérées n'être que du vent, l'idée que le marché était un remède miracle s'est rapidement envolée.



Dans la course au huitième congrès des députés du peuple, Eltsine a donc eu recours à deux ou trois de ses vieux effets de style : l'appel populiste au référendum, avec des questions biaisées sur l'instauration d'une république présidentielle et le droit à la propriété privée de la terre, étaient combinés à la menace croissante et explicite d'un coup d'Etat — sous la forme d'un "pouvoir présidentiel direct" —, si le congrès n'accédait pas aux demandes d'Eltsine, selon ses propres paroles : « *Il faut respecter la Constitution,*

*mais si les conservateurs vont jusqu'au bout dans la destruction de la Russie, alors il faut sauver la démocratie, il faut sauver les réformes* » et l'hebdomadaire libéral *Kommersant* d'ajouter : « *A partir de là s'offrent deux possibilités, ou bien le quatrième scénario (le coup) est mis en œuvre, ou bien la simple menace du coup poussera les députés à passer un compromis* » (3).

### Le consensus "étatiste"

Alors qu'Eltsine était en train de tirer le bilan de sa défaite et de fourbir ses armes pour le coup à venir, la majorité parlementaire, symbolisée par Khasboulatov, a été quasi-unanimement considérée victorieuse des derniers règlements de compte entre le Congrès et l'exécutif. Mais, s'il en est réellement ainsi, il s'agit d'une victoire qui pose au moins autant de questions qu'elle ne donne de réponses.

Tout d'abord, l'opposition est très hétérogène, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parlement, et il est difficile de prétendre qu'elle ait un objectif commun, encore moins un programme commun, au-delà de sa volonté de contrecarrer la réforme économique de Eltsine et de réduire son pouvoir. La majorité du Congrès, derrière Khasboulatov, est composée d'une hydre de 10 à 11 factions parlementaires et d'innombrables partis, allant des modérés de l'Union civique (UC) jusqu'aux nationalistes jusqu'au-boutistes du Front de salut national et à différentes catégories de néo-staliniens (Parti communiste russe).

Le dénominateur commun de ces groupes réside surtout dans l'appel au rétablissement d'un Etat fort, en matière aussi bien de réformes économiques que de rapports internationaux. Une déclaration de Sergueï Polozhkov, un des dirigeants de l'Union civique, synthétise cette orientation sur le terrain économique : « *Il y a deux voies de développement possibles en Russie : soit la "latino-américanisation", avec une perte de souveraineté politique et économique et la toute puissance de bureaucrates corrompus, soit le maintien du potentiel industriel, une politique raisonnable d'investissement structurel, et un contrôle de l'Etat sur la transition aux rapports marchands dans le but de mettre fin à la crise* » (4). En ce qui concerne la politique extérieure, la majorité du congrès prône une ligne ferme dans les rapports avec l'Occident, une réorientation de la

2) Actuellement, il faut 700 roubles pour acheter un dollar.

3) *Kommersant*, 8 mars 1993.



politique russe vers l'Asie (puisque la Russie est considérée comme une puissance euro-asiatique) et une approche interventionniste vers la Communauté des Etats indépendants (CEI). Au moins en ce qui concerne ce dernier aspect, Eltsine s'est rapproché des orientations de l'opposition. Les événements de l'année écoulée ont radicalisé l'opposition à Eltsine : des opposants modérés comme Arcady Volsky de l'UC, ont été mis au moins partiellement de côté et des figures plus outrancières, par exemple le "patriote" Sergueï Babourine sont montés en première ligne.

Un cas significatif est celui de Khasboulatov, qui était autrefois considéré comme un libéral alors qu'il a succédé à Eltsine en tant que président du Soviet suprême en 1991. Jusqu'à l'avant-dernière session du Congrès, il a surtout joué le rôle de tampon entre Eltsine et les députés les plus radicaux. Mais, depuis le dernier congrès, il s'est opposé violemment aux projets de réforme d'Eltsine et a demandé la démission d'Anatoly Choubais et du ministre des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, avant d'être parmi les premiers à réclamer la destitution d'Eltsine après son coup de force. Mais cette polarisation n'est qu'un phénomène circonscrit à des factions rivales et ne traduit en rien l'existence d'une résistance populaire organisée aux réformes.

### "Nouvelle droite" menaçante

Au sein de l'opposition, une tendance nette et inquiétante est représentée par la croissance de ce qu'on peut caractériser comme la "nouvelle droite". Des couches de plus en plus larges d'opposants adoptent des positions ouvertement chauvines et il devient souvent de plus en plus difficile de distinguer les néo-staliniens des nationalistes dans le cadre de la prétendue "alliance rouge et brune". A la veille de la session du congrès, Guenady Zhouganov, le président du Parti communiste russe nouvellement fondé (un mélange de courants allant des gorbatchéviens aux chau-

vins grand-russes) a expliqué ainsi les tâches de son parti : « *Aujourd'hui il n'y a en Russie aucune force organisée capable de résister au gouvernement actuel, de proposer et d'appliquer un programme constructif pour la renaissance du pays et le salut du peuple. Le Parti communiste, en s'unissant avec les mouvements patriotiques peut devenir cette force* » (5). Des secteurs très importants de la direction des courants néo-staliniens sont en train ainsi de courtiser les nationalistes en priorisant la formation d'un bloc "pour le salut national russe" par rapport aux droits démocratiques en Russie, et une coexistence future des nations sur le territoire de l'ancienne Union soviétique.

### Déplacement vers les régions

La dernière session du congrès a marqué une percée spectaculaire des régions de la fédération de Russie, qui commencent à jouer un rôle politique majeur au niveau de l'Etat. La pression des régions a été probablement la principale raison de l'échec du plan de référendum projeté par Eltsine. Dans la période à venir, le Parlement et l'exécutif vont déployer des efforts acharnés pour arracher l'appui des régions à leurs projets de réformes politiques et économiques.

Les forces centrifuges déclenchées par la *perestroïka* et les réformes marchandes qui l'ont suivies, et qui, à l'époque de Gorbatchev, se traduisaient surtout par des conflits entre les républiques et le centre, ont acquis un poids énorme et menacent de déchirer la fédération de Russie, qui est composée de 83 régions et 19 républiques. Le traité de la Fédération de mars 1992, l'une des rares victoires politiques d'Eltsine, après août 91, avait fixé une nouvelle division des pouvoirs entre le centre russe et les régions (auxquelles revenait le contrôle des ressources naturelles, par exemple), mais ce traité n'a jamais été appliqué. Les bureaucraties régionales et républicaines, qui avaient été libérées de toute contrainte administrative et du

contrôle envahissant du centre, et qui sont actuellement bien placées pour étendre leurs prérogatives et s'enrichir, n'ont pas l'intention de renoncer à leur nouvelle marge de manœuvre. Ainsi, toute force qui, au centre, menace les projets politiques des régions, le paiera très cher. A moyen terme, elles pourraient être obligées d'accepter que la fédération russe devienne une "confédération euro-asiatique de destins". Cela a déjà commencé : « *Si le pouvoir fédéral s'affaiblit, alors le pouvoir des régions, et notamment des républiques, devra être prêt à remplacer les mécanismes de Moscou qui s'écroule, par leur propre structure de pouvoir, et, qui plus est, par leur propre conception de construction de l'Etat, ce qui est encore absent au niveau de la fédération russe. Ces conceptions peuvent être très différentes, allant des conceptions économiques de la Carélie aux conceptions nationales civiques au Tatarstan (qui englobe la question du pétrole), mais elles existent* » (6).

Alors que le congrès du peuple a été un événement majeur pour les médias, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, la majorité des Russes l'ont ignoré ou rejeté en le jugeant sans importance voire préjudiciable pour le pays. L'apathie politique n'a fait qu'augmenter depuis août 1991. Pendant le congrès, de petites manifestations appelées par les conservateurs et les libéraux, sont restées très marginales. Aucune des manifestations récentes des conservateurs (les 8 et 17 mars) n'a mobilisé plus que quelques milliers de personnes. Le sentiment de déception qui prévaut a été illustré correctement par le commentateur d'un journal : « *Le crédit de confiance dont les président et le parlement disposaient il y a un an et demi, a été épuisé en même temps que les réserves alimentaires pour les temps difficiles. Quand le comprendront-ils ?* » (7).

### La gauche à la veille du coup

En l'absence généralisée de mouvements sociaux, la gauche s'est bornée à observer les événements. Le sentiment prévalant à gauche était que le congrès n'avait pas modifié les rapports de forces et ni créé de possibilités substantielles pour les socialistes. Toutefois, les développements autour du Parti communiste russe pourraient conduire à une nouvelle recomposition à gauche puisque les groupes post-PCUS qui n'ont pas rompu avec les

4) *Rabochaya Tribuna*, 11 mars 1993.

5) *Pravda*, 10 mars 1993.

6) *Nezavisima Gazeta*, 16 mars 1993.

7) *Rabochaya Tribuna*, 16 mars 1993.

traditions bureaucratiques gravitent autour de cette organisation. Cela pourrait ouvrir la possibilité d'un réalignement au sein des courants non-staliniens qui ne vont pas rejoindre le nouveau parti. Entre-temps, le mouvement ouvrier stagne : l'Union indépendante des mineurs (NPG), qui n'organise qu'une minorité de mineurs, se profile de plus en plus comme un syndicat à la solde d'Eltsine, en menaçant servilement de lancer des actions de grève politique si le soviét suprême n'accepte pas les demandes du président. A l'opposé, une conférence ouvrière contre les privatisations, organisée par la très conservatrice Union des ouvriers de Moscou, était prévue pour la fin du mois de mars. Mais l'essentiel des collectifs ouvriers et des syndicats restaient silencieux.

### La lutte pour le pouvoir continue

Eltsine avait promis à ses adversaires de mener une "bataille résolue" contre leur "revanchisme communiste" et il a tenu parole. Sa tentative d'introduire un "pouvoir présidentiel direct" est un pari bien hasardeux, même si le coup d'Eltsine avait été soigneusement préparé par la consultation de ses partisans à l'intérieur de l'appareil d'Etat et s'attendait au soutien occidental. Pourtant, un éventuel échec de son coup d'Etat aurait pour Eltsine et la fédération russe, dans la situation actuelle, des conséquences aussi sérieuses que celles d'août 1991 pour Gorbatchev et l'URSS.

A vrai dire, l'administration Eltsine

était en contact permanent avec les principales puissances impérialistes pendant tout le processus d'élaboration de la "loi spéciale". Dans son discours télévisé, Eltsine a tenté de dessiner les bases d'une coalition large derrière son initiative en promettant tout à tout le monde. Il a ainsi promis aux régions une plus grande indépendance par la mise en place du traité sur la fédération, aux travailleurs que la lutte contre le chômage serait la priorité numéro un, et des "rengaines" populistes tels que la réforme agraire, la protection et le soutien au petit commerce et les compensations pour les économies annulées par l'inflation faisaient aussi partie du lot.

Eltsine espérait visiblement faire d'une pierre deux coups : d'une part, rejeter la responsabilité de l'effondrement de l'économie et des infrastructures russes sur les "bolcheviques" du parlement, et, de l'autre, obtenir des pouvoirs autoritaires considérables en tant que dirigeant incontesté de la Russie.

Le premier objectif a été exprimé par Eltsine dans son adresse télévisée : « *Il est évident aujourd'hui que la racine de tous les problèmes ne se trouve pas dans les conflits entre les pouvoirs exécutif et législatif, ni dans le conflit entre le Congrès et le président. Leur essence est plus profonde ; il s'agit d'autre chose — de la contradiction fondamentale entre le peuple et l'ancien système bolchevique, hostile au premier, qui ne s'est pas encore désintégré et qui tente aujourd'hui de faire renaître son pouvoir perdu sur la Russie* » (8).

L'évangile autoritaire des "eltsiniens"

### Déclaration du comité politique du Parti du travail

Le président russe, Boris Eltsine, qui a reçu les pleins pouvoirs économiques du Congrès du peuple [en automne 1991] les a utilisés pour mener à bien un génocide économique de notre pays.

Les timides tentatives du Congrès pour stopper ces politiques antipopulaires ont entraîné les mesures présidentielles anti-constitutionnelles. Ce faisant, Eltsine a signé sa propre destitution.

Nous en appelons au Soviet suprême de la fédération russe, aux députés du Congrès du peuple pour :

- prendre acte de l'autodestitution du président
- introniser le vice-président A. Routskoï
- convoquer simultanément des élections anticipées législatives et présidentielles sur la base d'une loi qui serait élaborée par le Soviet suprême avec la participation des partis politiques, des syndicats et des organisations sociales. ★

Moscou, 21 mars 1993

avait été décliné sur tous les tons durant la campagne médiatique féroce qui a suivi le huitième Congrès du peuple, où des "démocrates" de premier rang comme le maire de Saint Petersburg, Anatoly Sobchak, appelaient à « *en finir avec le pouvoir du Soviet* » et à ce que « *le président prenne des mesures décisives* » (9).

### La démocratie musclée

Lors du meeting pro-Eltsine à Moscou, le 21 mars 1993, les dirigeants "démocratiques" demandaient qu'Eltsine fasse interner temporairement ses opposants politiques. Le prétexte à tous ces glissements autoritaires est le prétendu "revanchisme" du Parlement, mais leur logique réelle repose ailleurs — dans le fiasco des réformes libérales.

Comme le signalait le dirigeant des syndicats russes officiels (FNPR), Igor Klochkov, lors d'une conférence de presse le 23 mars 1993 : « *Anatoly Tchoubais (le responsable du programme de privatisation) nous a récemment avoué que pour mettre en route une privatisation radicale, le gouvernement et le président avaient besoin de pouvoirs extraordinaires. Le problème est que le peuple n'a pas besoin d'une telle mesure* ».

Eltsine a promulgué la "loi spéciale"

8) Télévision russe, 20 mars 1993.

9) Voir, par exemple, *Moscou News*, n° 13, 1993.

### Communiqué du comité exécutif de la Fédération des syndicats indépendants de Russie

La déclaration du 20 mars 1993 du président de la fédération russe sur l'introduction de la "loi spéciale", et sur la limitation des activités des organes de pouvoir représentatifs, a approfondi la crise politique. Cette crise menace de gagner les échelons supérieurs du pouvoir dans les régions et les collectifs de travail, de déstabiliser durement la Russie et de mener à la désintégration du pays. Les causes réelles de la crise résident dans l'effondrement continu de l'économie, la dévaluation du rouble, la chute brutale du niveau de vie des travailleurs, le développement du crime et la violation de toutes les obligations de l'Etat envers les citoyens. Nous considérons que pour le développement et le renforcement de la démocratie, il est nécessaire de convoquer de nouvelles élections présidentielles et de députés du peuple. Ces élections devraient avoir lieu simultanément et dans l'avenir immédiat. La tâche consistant à rédiger une loi sur les élections et leur préparation doit être assignée au Parlement ainsi qu'aux principales forces sociales du pays et aux syndicats.

Nous soulignons une fois encore que la résolution de la crise n'est possible que sur la base d'une observance stricte de la constitution actuelle, d'une collaboration entre tous les organes du pouvoir et par l'action délibérée du gouvernement visant à stabiliser l'économie, stopper l'appauvrissement du peuple, combattre la corruption et autres crimes, et assurer une protection sociale à la population.

Nous réaffirmons l'engagement de la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) en faveur de réformes au nom des travailleurs, et appelons les organisations membres de la FNPR et des collectifs de travail de ne pas céder à des provocations verbales ou en actes, quelque soit leur origine.

★

22 mars 1993

jusqu'au référendum qu'il a fixé au 25 avril, mais il est probable qu'il la prolongera. Même une courte victoire au référendum — qui connaîtra un taux d'abstention élevé — peut être utilisée pour dissoudre le Parlement et introduire la "république présidentielle" dont Eltsine rêve, et qui repousserait les élections parlementaires *sine die*. Eltsine a en effet des chances de remporter un référendum dont il aura lui-même écrit les questions et contrôlé le déroulement.

### "Grand marchandage"

Eltsine contrôle la majeure partie des médias, et l'intelligentsia libérale des grandes villes milite en sa faveur. Mais le mouvement de masse démocratique de 1989-91, qui a été décisif dans l'ascension d'Eltsine au pouvoir, est mort et enterré. Et tandis que les puissances impérialistes affirment haut et fort leur soutien à Eltsine, elles n'ont pas grand chose de concret à offrir. Il est bien connu que, lors du "grand marchandage" de l'été 1992 entre le Groupe des sept (les sept pays les plus riches de la planète) et la Russie, 24 milliards de dollars d'aides avaient été promis (principalement sous forme de prêts), mais pour l'heure, une toute petite part a été octroyée.

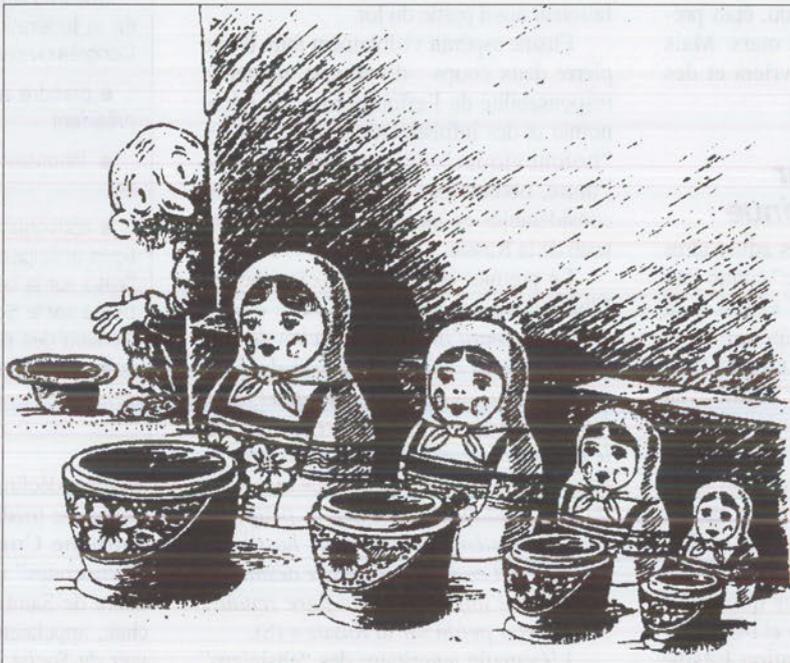
En dernier lieu, Eltsine pourrait avoir recours à un soutien de l'armée dans la confrontation avec le parlement, ce qui reviendrait à se mettre à la merci des "ministères puissants" (de la Défense, de la Sécurité et de l'Intérieur). Mais l'armée au moins, et probablement les autres forces armées également, auront de fortes réticences à s'impliquer directement dans la lutte directe pour le pouvoir et n'ont pas de tradition d'activité politique indépendante. Si elles devaient rentrer en scène, il est peu probable que ce soit pour soutenir Eltsine.

Par ailleurs, l'opposition à la "loi spéciale" d'Eltsine se renforce : presque toutes les forces politiques appuient le Parlement et les premières réactions venues des régions indiquent qu'il serait pratiquement impossible à Eltsine de faire appliquer ses décrets au niveau local.

Pourtant, les forces dominantes dans l'opposition sont mal placées pour mener

une bataille de principe contre les mesures antidémocratiques d'Eltsine, car les tendances autoritaires favorables à la politique de la "main forte" sont aussi très répandues dans leurs rangs. Le huitième Congrès du peuple a offert à Eltsine une possibilité de victoire importante en n'appelant pas à des élections parlementaires anticipées.

Beaucoup de députés conservateurs ont peur de perdre leur siège car des élections renforcerait sûrement les forces proche de l'Union civique ainsi que les forces modérées post-PCUS telles que le



Parti socialiste des travailleurs de Roy Medvedev au détriment des staliniens purs et durs, des patriotes et du bloc du Choix démocratique pro-Eltsine. Voilà également pourquoi Eltsine préfère un référendum à des élections anticipées.

Les réactions dans le mouvement ouvrier et dans la gauche ont été des plus prudentes. Un signal très clair est néanmoins venu des nouveaux syndicats "indépendants" — parmi lesquels le syndicat indépendant des mineurs — qui ont appelé Eltsine à appliquer sa "loi spéciale".

### Du côté du mouvement ouvrier

Les syndicats officiels se sont, d'autre part, élevés contre Eltsine et ont appelé à des élections anticipées : « *Les causes réelles de la crise actuelle sont dans la paralysie continuelle de l'économie, la chute brutale du niveau de vie des travailleurs, la dépréciation du rouble, l'augmentation de la criminalité et la violation par l'Etat de toutes ses responsabilités vis-*

*à-vis des citoyens. Nous pensons que pour renforcer et développer la démocratie il est nécessaire de mener à bien, simultanément et dans l'avenir immédiat, de nouvelles élections présidentielles et de députés du peuple* » (10).

Le Parti du travail a accueilli les mesures d'urgence d'Eltsine par une déclaration sèche appelant à la destitution de ce dernier et à de nouvelles élections (voir encart p. 7). Les autres organisations de gauche, telles que le Congrès démocratique des forces de gauche, ont fait des communiqués similaires. A ce sujet, la question la plus controversée était de savoir si la gauche devait appeler à la prise de fonction du vice-président Routskoï en cas de destitution d'Eltsine. Il y a eu une forte résistance contre cette revendication au sein de Parti du travail — justifiée par les opinions réactionnaires bien connues de Routskoï sur la question des nationalités non-russes et sa collaboration de longue date avec Eltsine —, mais elle a été finalement adoptée sous la pression des milieux syndicalistes.

Alors que la bataille fait rage, il est clair que la crise politique en Russie sera longue, quels que soient les confrontations et les accords à court terme. Les problèmes soulevés par les réformes libérales restent sans solution, et la tentative de coup "en douceur" d'Eltsine est plus un signe de faiblesse des cercles dirigeants que de résolution de leur part. Les troubles et l'impuissance politique généralisée des institutions d'Etat montent à quel point la crise est profonde et systémique.

Pour l'heure, aucune fraction n'a d'avantage décisif sur l'autre et la guerre de positions va s'éterniser. La crise politique et sociale ne disparaîtra pas et, au moment voulu, elle assurera à d'autres forces du mouvement ouvrier et de la gauche la possibilité de développer des perspectives indépendantes des intérêts des différentes cliques bureaucratiques et de gagner un soutien de masse. ★

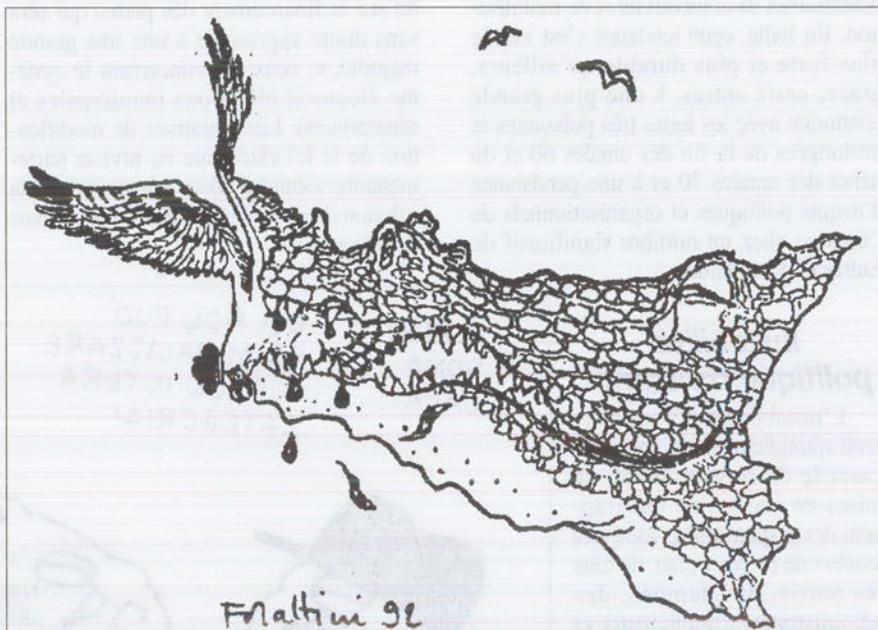
Moscou, 24 mars 1993

10) Déclaration de la FNPR, voir encadré p. 7

# Italienne, la crise ?

Les événements des premiers mois de 1993 ont aggravé la crise italienne, portée aujourd'hui à son paroxysme. Le système politique mis sur pied au lendemain de la chute du fascisme s'écroule. L'idée que cette crise est, en dernière analyse, une nouvelle expression des spécificités de l'Italie a été souvent avancée, tant dans les débats internes du pays que dans la presse internationale. Mais cette approche est unilatérale, sinon carrément fausse.

Livio MAITAN



**E**n effet, les tendances à l'œuvre en Italie existent dans tous les pays capitalistes dits développés. La spécificité italienne réside dans le fait qu'à cause de facteurs plus particuliers, la crise a atteint un niveau plus élevé, en faisant émerger d'une façon plus nette et plus explosive les tendances générales.

Il existe une crise des directions et des institutions politiques dans presque tous les pays de la CEE, en Amérique du Nord et même au Japon. L'un des aspects de cette crise réside dans la "découverte" de scandales impliquant gouvernements, partis politiques, fonctionnaires de l'Etat, administrateurs locaux, dirigeants économiques, syndicalistes, responsables de coopératives, etc. En Italie, les "scandales" sont plus nombreux, généralisés et spectaculaires, et ils bouleversent quotidiennement le panorama politique.

La question se pose de savoir pourquoi ils éclatent maintenant : les juges de la péninsule, qui n'avaient presque pas sourcillé pendant des décennies, se sont-ils soudainement réveillés, en découvrant brusquement des pistes innombrables et des complications presque universelles dans la "classe" politique et les milieux d'affaires ? En fait, les juges agissent eux aussi dans un contexte différent de celui des décennies passées : d'une part, les marges économiques se sont considéra-

ment rétrécies, de l'autre, l'appareil politique au sens large avait été frappé d'un discrédit croissant déjà avant l'éclatement des scandales. Autre facteur important : le régime politique italien s'est maintenu, sans aucune alternance même dans le cadre du système, pendant quatre décennies. Des contradictions multiples, de plus en plus nombreuses, se sont accumulées pendant toute cette période : aujourd'hui elles éclatent toutes en même temps. C'est le déchirement généralisé, d'autant plus angoissant qu'aucune solution de rechange ne se profile à court terme.

Deuxièmement, la crise économique s'est aggravée à tous les niveaux, avec une convergence de la stagnation prolongée, qui date du milieu des années 70, et d'une récession conjoncturelle très accentuée qui frappe presque tous les secteurs-clés. Le chômage ne cesse d'augmenter et les perspectives pour le reste de l'année sont sombres : des centaines de milliers de travailleurs seront probablement licenciés ou mis en chômage technique. Le déficit de l'Etat et son endettement ont atteint des dimensions énormes et les mesures dites d'austérité imposées par les gouvernements successifs, n'ont pas donné de résultat. En fait, l'Italie actuelle respecte beaucoup moins que les autres pays de la CEE les paramètres prévus par le Traité de Maastricht et a dû, l'automne dernier, dévaluer sa monnaie et sortir du SME.

C'est dans ce cadre politique et écono-

mique (1) qu'on peut constater de plus en plus nettement une tendance à l'affaiblissement structurel de la bourgeoisie en tant que couche sociale, et ses difficultés croissantes à asseoir son hégémonie. L'intervention de plus en plus directe de la Confédération patronale (Confindustria) et d'autres représentants des milieux d'affaires sur le terrain politique ne contredit pas cette tendance. Au contraire, cette intervention se produit parce que l'appareil politique est de plus en plus défaillant et discrédité et, plus généralement, parce que les mécanismes "normaux" d'exercice de l'hégémonie eux non plus, ne fonctionnent pas comme avant.

Troisièmement, la crise des Etats nationaux est un phénomène qui est en train de se généraliser actuellement. Mais, parmi les pays capitalistes les plus mûrs, l'Italie occupe une place de choix sous cet angle aussi. D'un côté, l'Etat central ne cesse d'être défié par la criminalité organisée — mafia, camorra, etc — qui contrôle différentes régions dans le sud du pays. De l'autre, dans le Nord, il y a eu le déferlement des Ligues, qui prônent des solutions fédéralistes frisant la sécession. Depuis sa formation au siècle dernier, l'Etat italien n'avait jamais subi de telles attaques, qui, par-delà des origines différentes, ont le

1) A propos de la situation en Italie voir *Inprecor* n° 359, 360 et 361 des 25 septembre, 9 et 23 octobre 1992 et *Quatrième Internationale*, n° 45.

même effet, celui d'approfondir davantage une crise déjà très grave.

L'expérience des dernières années, en Europe capitaliste, a démontré que, face aux attaques des patrons et des gouvernements, les travailleurs, ou du moins de larges secteurs de travailleurs, gardent des potentialités de combativité et de mobilisation. En Italie, cette tendance s'est avérée plus forte et plus durable qu'ailleurs, grâce, entre autres, à une plus grande continuité avec les luttes très puissantes et prolongées de la fin des années 60 et du début des années 70 et à une persistance d'acquis politiques et organisationnels de l'époque chez un nombre significatif de cadres et de militants.

### **Instabilité politique croissante**

L'instabilité politique s'accroît quotidiennement sous une cascade d'arrestations ou de mises en accusation qui frappent des responsables, voire des *leaders* de premier plan, de tous les partis, des députés, des administrateurs municipaux et régionaux, de même que des managers de grandes entreprises, aussi bien privées que contrôlées par l'Etat.

Le gouvernement Amato a réussi à faire passer les principales mesures préconisées depuis l'accord du 31 juillet 1992 avec les patrons et les syndicats (dont l'annulation définitive de l'échelle mobile des salaires). Mais il est incapable de se fixer des projets à moyen terme et il vit, en dernière analyse, au jour le jour.

Il se maintient parce que les partis de la coalition — démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates et libéraux — de même que les partis de l'opposition, timorée — PDS et PRI —, redoutent une crise gouvernementale, qui pourrait s'avérer sans issue et conduire à de nouvelles élections législatives avant que la réforme de la loi électorale sur laquelle la plupart des dirigeants fondent tant d'espoirs ne voit le jour.

Même le président de la République, Oscar Scalfaro, démocrate chrétien conservateur, vient d'atténuer son appui, comme l'indique son refus d'approuver un décret du gouvernement visant à limiter les peines pour les violations de la loi sur le financement des partis (donc à sauver un certain nombre des dirigeants actuellement incriminés).

Sauf événement imprévisible, tout le

monde semble désormais attendre l'échéance du 18 avril, c'est-à-dire le vote sur une série de référendums pour lesquels différentes forces politiques ont obtenu les signatures requises par la loi (500 000) (3). Les plus importants de ces référendums sont celui qui porte sur l'abrogation de la loi sur le financement des partis, qui sera sans doute approuvée à une très grande majorité, et ceux qui concernent le système électoral (élections municipales et sénatoriales). Les tentatives de modification de la loi électorale au niveau parlementaire s'étant soldées par un échec, la solution de ce problème dépend désormais des électeurs.



Si le référendum sur la loi électorale pour le Sénat est approuvé, la conséquence en sera un Sénat élu non plus avec le système proportionnel, mais avec un système majoritaire uninominal — en Italie le Sénat a les mêmes pouvoirs que la Chambre des députés.

### **Vers le système majoritaire ?**

Le problème ne sera pas résolu pour autant. En effet, le système proportionnel resterait en vigueur pour la Chambre des députés. Mais les partisans du système uninominal misent sur le fait que leur succès éventuel le 18 avril conduirait le Parlement à changer rapidement la loi électorale pour la Chambre aussi, hypothèse d'autant plus raisonnable que la plupart des partis sont d'accord pour enterrer le système proportionnel. Par la suite, peut-

être après un dernier effort de rectifier dans un sens conservateur-autoritaire la Constitution de 1947, de nouvelles élections législatives seraient convoquées dans l'espoir qu'un rapport de forces radicalement changé soit favorable à un nouveau départ, au lancement de la "deuxième république".

Toujours est-il que des obstacles assez sérieux subsistent qui pourraient faire échouer, complètement ou partiellement, l'opération. Tout d'abord, la victoire des "uninominalistes" au référendum est probable, mais pas acquise à cent pour cent. Le Parti de la refondation communiste et la Rete (le réseau) d'un côté, et les néofascistes du Mouvement social italien (MSI) de l'autre, peuvent mobiliser des forces importantes. De surcroît, les membres et, à plus forte raison les électeurs d'autres partis pourraient ne pas suivre la consigne de vote donnée par les dirigeants : en fait, les "communistes démocratiques" du PDS (courant Ingrao) de même qu'une partie des socialistes et la majorité des Verts se sont déjà prononcés pour le non et des démocrates chrétiens et des socialistes pourraient suivre leur exemple.

### **Luttes homériques**

Ensuite, des luttes homériques éclateront alors qu'il faudra définir plus concrètement les nouvelles lois électorales et délimiter les circonscriptions. Les accords actuels pourraient voler en éclats au profit des combines les plus insolites en risquant de compromettre des alliances à plus long terme.

Personne n'est en mesure de prévoir dès maintenant, même approximativement, quel serait le résultat des élections avec un nouveau système. Le rapport de forces entre les partis traditionnels, qui ont tous subi une usure, bien que dans une mesure inégale, pourrait changer substantiellement. Certains d'entre eux pourraient même disparaître, au moins de la scène parlementaire, et de nouveaux regroupe-

2) Parmi les principaux personnages incriminés sous différentes formes, il y a le leader socialiste Craxi et celui qui était son dauphin avant de s'être incriminé à son tour, La Malfa, celui du Parti libéral, Altissimo, et de nombreux dirigeants de la DC.

3) On votera le 8 avril sur une dizaine de référendums. Les plus importants concernent les lois pour l'élection du Sénat et des Conseils municipaux, la suppression de loi sur le financement des partis politiques et la suppression de la loi répressive sur l'usage de la drogue.

ments se former. C'est surtout un renouvellement dans ce sens que souhaitent les partisans de la réforme électorale. Les uns, dont le principal protagoniste de la bataille référendaire, le démocrate chrétien Mario Segni, espèrent que les partis systématiquement organisés, avec leur propre base de masse, disparaissent ou s'effacent en laissant le terrain libre à des notables "indépendants" qui auraient des liens "personnels" avec leurs électeurs (dont le nombre serait nécessairement plus réduit après l'adoption du système uninominal). Dans le meilleur des cas, c'est une démocratie conservatrice, où les forces économiques exerceraient plus ouvertement et plus directement leur influence, qui verrait le jour.

D'autres — dont Occhetto et le groupe dirigeant majoritaire du PDS — visent à faciliter l'émergence, du moins sur le terrain électoral, de deux regroupements fondamentaux, l'un composé des "progressistes", l'autre des conservateurs, qui pourraient, dans le cadre d'une constitution renouée, gérer alternativement le pouvoir.

## Politique de l'autruche

L'illusion des uns et des autres consiste à espérer que les contradictions de plus en plus profondes de la société italienne puissent être atténuées et, au bout du compte, surmontées par des opérations de type institutionnel, voire essentiellement parlementaire. Ils préfèrent donc ignorer la question qui pourrait se poser dans un avenir rapproché : quelle solution envisager si l'équilibre instable actuel entre les forces en présence subsistait après de nouvelles élections et une réforme constitutionnelle ou si, à cause du système uninominal, on aboutissait à une majorité parlementaire ne correspondant pas du tout aux alignements politiques et sociaux dans le pays ?

C'est parce que personne n'ose se poser maintenant cette question, que le *whisfull thinking* amène les intéressés à refouler, que le désarroi et l'incertitude, sinon l'angoisse, se propagent dans les rangs des classes dominantes elles-mêmes ; elles viennent de leur conscience de la précarité extrême de la situation actuelle, de la difficulté à projeter des solutions non seulement dans le contexte institutionnel existant, mais aussi dans un nouveau contexte prévisible, et de l'absence de marges de manœuvre réelles pour un changement radical dans un sens autoritaire. On pourrait arguer du fait que cette situation représente le terrain propice pour l'avènement d'un régime bonapartiste.

En principe, oui. Mais n'est pas Bonaparte qui veut et on voit mal qui pourrait ambitionner de jouer ce rôle dans le cadre

italien de 1993 (la candidature éventuelle d'un Cossiga et même celle d'un Scalfaro n'apparaissent pas trop crédibles). Les forces minimales nécessaires pour lancer un Bonaparte ne sont pas non plus rassemblées, pour toute une série de raisons, du moins à court et à moyen terme.

Voilà donc, au delà des vicissitudes actuelles et de celles des prochaines étapes, l'impasse fondamentale.

Le mouvement de luttes sociales ne s'est guère épuisé après la grande vague de l'automne dernier. Il est vrai que cette vague, à cause d'une véritable obstruction des directions syndicales, qui ne voulaient pas faire tomber le gouvernement, s'était soldée par un échec puisque le premier ministre Giuliano Amato avait réussi à faire passer ses mesures anti-ouvrières. Mais, après quelques semaines de répit, de larges secteurs de travailleurs se sont remobilisés, aussi bien contre les effets sur leur niveau de vie des mesures gouvernementales, de la suppression complète de l'échelle mobile des salaires et contre les licenciements et les fermetures d'une série d'entreprises, que pour des revendications catégorielles. Ces mobilisations se sont souvent concrétisées par des manifestations massives dans de nombreuses villes et par l'adoption de méthodes de lutte assez dures (par exemple, le blocage de grandes lignes de chemin de fer, d'autoroutes, etc.).

## Manifestation nationale

Les dirigeants des centrales syndicales ont continué à louvoyer, en s'efforçant de limiter et de compartimenter les luttes, alors que même l'opposition de gauche dans la CGIL, *Essere sindacato*, était en perte de vitesse à cause des hésitations de certains de ses représentants, le plus souvent bien plus modérés que le dirigeant principal du courant, Fausto Bertinotti (5). C'est dans un tel contexte que ce qu'on appelle le "mouvement des conseils ouvriers" et qui est assez représentatif malgré ses limites, a pris l'initiative d'appeler à une manifestation nationale à Rome le 27 février (6).

Cette initiative, soutenue à titre personnel par de nombreux dirigeants de la CGIL, par le Syndicat des travailleurs auto-organisés (SLA) dont le COBAS d'Alfa Romeo est le principal rempart et par le PRC et le PDS, a eu un succès retentissant : plus de 100 000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale italienne, leur revendication principale étant celle de la grève générale. Ce succès a été dû, dans une très large mesure, à la mobilisation du PRC, dont les drapeaux prédominaient dans les trois quarts du cortège (alors que

les forces mobilisées par le PDS apparaissent très modestes).

La question de savoir quelles seront les suites de cette manifestation a été au centre des débats qui se sont déroulés depuis, aussi bien au niveau syndical que dans des instances politiques (7). Le mouvement des conseils est-il en mesure de relancer une vague de luttes généralisée et de prendre des initiatives autonomes si les centrales syndicales persistent dans leur attitude ? Certains estiment que le mouvement des conseils se cantonnera dans un rôle d'instrument de pression sur les centrales, ce qui pourrait provoquer son usure, d'autres expliquent qu'une telle issue n'est pas jouée d'avance et que, de toute façon, il faut miser sur les conseils comme seule force susceptible de mobiliser des centaines de milliers d'ouvriers.

Quoiqu'il en soit, les centrales syndicales ont déjà donné leur réponse. Elles n'ont pu ignorer le 27 février et ont proclamé, à leur corps défendant, une grève générale pour le 2 avril, concomitante avec la grève proclamée par les syndicats européens. Mais la grève sera limitée à quatre heures et il n'y aura pas de manifestation nationale. Si les choses en restent là, le résultat ne fait aucun doute.

Fort probablement, la grève sera une réussite, mais rien ne changera (d'autant plus que les bureaucrates ont expliqué encore une fois qu'ils ne visent guère à renverser le gouvernement).

Rien de nouveau sous le soleil : si les classes dominantes en déconfiture peuvent encore espérer, c'est avant tout parce que ceux qui devraient être leurs adversaires, leur offrent, une fois de plus, une planche de salut. ★

Rome, 18 mars 1993

4) Le PRC mène campagne aussi pour des élections législatives avant toute réforme institutionnelle et électorale en expliquant que le parlement actuel, dont une centaine de membres sont incriminés, n'a pas la légitimité nécessaire pour adopter quelle réforme que ce soit.

5) Bertinotti est encore formellement membre du PDS, mais il adopte le plus souvent des positions beaucoup plus proches de celles du PRC.

6) Les conseils ouvriers qui subsistent encore ne sont qu'un pâle reflet de ce qu'ils étaient dans les années 70. La plupart d'entre eux n'ont pas été renouvelés depuis assez longtemps. Toutefois, on leur reconnaît à juste titre une légitimité démocratique qu'on ne reconnaît plus aux structures syndicales extrêmement bureaucratiques.

7) Entre autres, à l'Assemblée des travailleuses et des travailleurs du parti que le PRC a réalisée à Turin du 5 au 7 mars avec la participation de presque 700 délégués.

# La longue marche du mouvement populaire

Les putschistes ont fait une première concession en acceptant le principe du déploiement d'une mission internationale d'observateurs. S'il se concrétisait, l'espoir de voir Aristide revenir en Haïti amènerait un regain de mobilisations. L'armée en est consciente et n'entend pas lâcher le pouvoir facilement. Dans la situation qui s'ouvre aujourd'hui, le mouvement populaire a un grand rôle à jouer. Mais ses capacités d'action sont-elles encore les mêmes qu'il y a quelques années ?

Arthur MAHON



Une gauche "radicale", qui se fixait pour objectif l'établissement d'un pouvoir populaire, a pris son essor durant les mobilisations qui ont précédé et suivi la chute de Duvalier. En 1986 et 1987, les duvaliéristes étaient rejetés sur la défensive. Le mouvement populaire pouvait avoir l'impression qu'on était à la veille de grands bouleversements. Mais à la fin de l'année 1987, le gouvernement militaire infligea de graves défaites aux courants aspirant à une transition démocratique. Le rapport de forces fut modifié de manière durable.

De la fin de l'année 1987 à l'élection d'Aristide, trois ans plus tard, la vie politique fut dominée par les coups d'Etat, les contre-coups d'Etat, et les luttes internes aux classes dominantes, qui se montraient incapables de trouver une issue à la crise haïtienne conforme à leurs intérêts. Tirant les leçons des échecs de l'année 1987, de nombreux militants se sont radicalisés et la gauche s'est renforcée. Cependant, l'implantation acquise à travers la construction d'organisations populaires ne tarda pas à révéler sa fragilité. Certaines de ces organisations ont eu, à certains moments, une capacité de mobilisation importante. Elles se sont faites les porte-parole des revendications populaires et ont joué un grand rôle dans la politisation de

larges couches de la société. Mais rares sont celles qui ont réussi à organiser en profondeur un secteur de la population.

Sur le terrain politique, beaucoup d'organisations populaires se sont identifiées avec la gauche anti-impérialiste et anti-électorale, ou ont au moins servi de caisse de résonance à ses idées. C'était notamment le cas d'organisations telles que l'Assemblée populaire nationale, l'Alliance nationale des organisations populaires, Tèt Kole pou yon Mouvan Ti Peyizan, la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), et certains mouvements liés à l'aile progressiste de l'Eglise catholique.

## Effervescence

Il est certain que les organisations populaires devaient s'impliquer dans les luttes anti-gouvernementales et anti-impérialistes. Mais la plupart ont eu tendance à concentrer leurs efforts sur le terrain politique au détriment d'un travail d'organisation de la population autour de ses problèmes quotidiens. Certaines ont cependant su, à certains moments, mener un travail important autour de thèmes tels que la lutte contre la vie chère ou pour le repeuplement en porcs créoles (qui avaient été tous exterminés au début des années 80). Parmi les organisations qui ont le plus cherché à jouer le rôle d'un parti politique,

le cas de la CATH est particulièrement manifeste. Le petit noyau qui dirigeait cette organisation syndicale définissait son orientation sans aucun contrôle de la base. A partir du moment où il éclata sous l'effet des désaccords, des intrigues politiques et de la corruption, l'organisation ne tarda pas à se scinder, et ceci dans les pires conditions.

L'action des organisations populaires ne pouvait remplacer celle d'un parti qui aurait exprimé les intérêts des opprimés sur le devant de la scène politique. La construction d'un tel parti était-elle possible dans les années qui ont suivi la chute de Duvalier ? La répression, le sectarisme et le manque de cadres au sein du mouvement populaire laissent penser qu'un tel projet aurait été très difficile à mener à bien. Quelques expériences allant dans ce sens se sont heurtées à des obstacles supplémentaires : manque de traditions démocratiques, infiltrations policières, militants voyant dans leur engagement politique une source possible de revenus...

L'absence d'un parti à même de défendre publiquement et de manière intransigeante les intérêts des secteurs populaires s'est faite cruellement sentir à plusieurs reprises. Lors des mobilisations de l'été 1987, les partis traditionnels ont ainsi pu monopoliser la scène politique au détriment du secteur populaire. En mars 1990, le général Avril fut contraint de

lâcher les rênes du pouvoir. Et malgré l'effervescence populaire, le terrain politique fut occupé par une coalition, formée par des partis traditionnels et le groupe "Honneur, Respect" du Père Adrien. En accord avec l'ambassade américaine, elle transmet le pouvoir à Ertha Pascal-Trouillot dont elle connaissait pourtant les liens avec le secteur duvaliériste.

## **Aristide en mauvaise compagnie**

Lorsque Jean-Bertrand Aristide déposa sa candidature à l'élection présidentielle, il ne put le faire sous l'étiquette d'un parti fidèle aux intérêts des masses populaires. Il se présenta sous l'égide du FNCD (Front national pour le changement et la démocratie), une coalition aux positions opportunistes, qui s'était formée en vue des élections. La Convergence démocratique, qui joua un grand rôle pour impulser la candidature d'Aristide n'était elle-même qu'un regroupement constitué dans le but d'impulser une alternative unique lors des élections. Elle ne prétendait pas constituer un parti, même si plusieurs de ses animateurs tels que l'ancien dirigeant communiste Gérard Pierre-Charles et le Père Antoine Adrien, allaient par la suite participer à la fondation de l'Organisation Lavalas. Celle-ci, qui a pris après le coup d'Etat le nom d'Organisation politique Lavalas, n'a jamais regroupé qu'une petite fraction des militants qui se reconnaissent dans l'idée de "lavalas" (l'inondation, l'avalanche).

Contrairement à ce qui a souvent été écrit hors d'Haïti, il n'a jamais existé de "mouvement Lavalas" dont Aristide aurait été le leader. Cette lavalas n'aurait d'ailleurs pas pu se réduire aux contours d'une ou plusieurs organisations. Ce terme exprimait plusieurs choses à la fois.

D'une part la volonté de faire converger tous les secteurs de la société qui rejetaient l'ancien régime. D'autre part, et avant tout, un phénomène à portée historique : pour la première fois, les opprimés d'Haïti entraient sur la scène politique derrière l'un des leurs qui, au nom de la lutte pour la démocratie et pour leurs intérêts fondamentaux, défiait les adversaires de toujours et traçait une alternative politique.

La gauche était au plus bas lorsqu'Aristide se présenta. Ces dernières années, la gauche haïtienne a rencontré de nombreuses difficultés. Beaucoup recourent celles de la gauche latino-américaine, confrontée à des échecs, à une situation internationale complexe et difficile et au manque de perspectives. La gauche haïtienne a rencontré des difficultés supplémentaires. Elle a émergé après une longue

période de dictature, et n'était dotée que de peu de cadres expérimentés ou à même d'établir un trait d'union avec les luttes des périodes antérieures.

Un autre handicap de la gauche haïtienne a été le manque de réflexion programmatique. Dans les années 60 et 70, elle avait été traversée de débats abstraits portant sur la nature de la société haïtienne et de la révolution à venir. Après la chute de Duvalier, elle a acquis une connaissance bien plus profonde de la société haïtienne et de ses mécanismes de mobilisation. Il ne semble pourtant pas que les débats antérieurs aient été repris à la lumière de l'expérience accumulée.

Il aurait fallu pouvoir formuler des éléments de programme reposant sur les intérêts immédiats et à plus long terme des opprimés, et s'inscrivant dans une perspective de révolution permanente. La complexité de la formation sociale haïtienne ne rendait pas cette tâche aisée. Il aurait fallu aussi penser les luttes en Haïti comme s'intégrant à un processus qui dépassait de loin ses frontières. Mais, aussi bien avant qu'après le départ de Duvalier, l'importance du contexte international a été sous-estimée. Les circonstances de la naissance de la nation haïtienne et son isolement séculaire vis-à-vis du reste des Caraïbes et de l'Amérique latine n'aidaient pas à concevoir la construction d'une nouvelle société d'un point de vue international. L'instauration d'un pouvoir populaire en Haïti permettrait de prendre rapidement quelques mesures apportant un énorme soulagement aux opprimés. Pourtant, ce petit pays de la périphérie, qui porte de graves stigmates, et où la productivité du travail est très faible, ne pourra résoudre seul les problèmes qui sont cruciaux pour son avenir. Un pouvoir populaire ne pourrait se consolider, voire même survivre, s'il restait isolé.

## **"Lumpénisation" et fragmentation**

Une grande partie des difficultés rencontrées par la gauche haïtienne dans sa construction et son implantation sont liées aux spécificités de la société haïtienne. La faiblesse numérique du prolétariat (aussi bien rural qu'urbain) et son instabilité ainsi que la "lumpénisation" croissante des villes constituent des obstacles considérables. Par ailleurs, une grande partie de la société est structurée par une multitude de réseaux et d'organisations traditionnelles, en partie secrètes, qui tendent à la fragmenter en clans. Elles sont généralement liées à des pratiques religieuses. Les individus sont enserrés dans des relations de pouvoir et de dépendance économiques,

familiales et religieuses, imbriquées entre elles. La formulation d'une stratégie conçue sur le long terme, et intégrant ces éléments, n'est pas chose facile. Elle doit notamment prendre en compte la place importante occupée par cette religion populaire qu'est le vaudou dans tous les domaines de la vie haïtienne (1).

Paradoxalement, la candidature et la présidence d'Aristide n'ont fait qu'aggraver la crise de la gauche haïtienne. Elle n'était pas du tout préparée à cette situation et a dû très rapidement réviser sa stratégie.

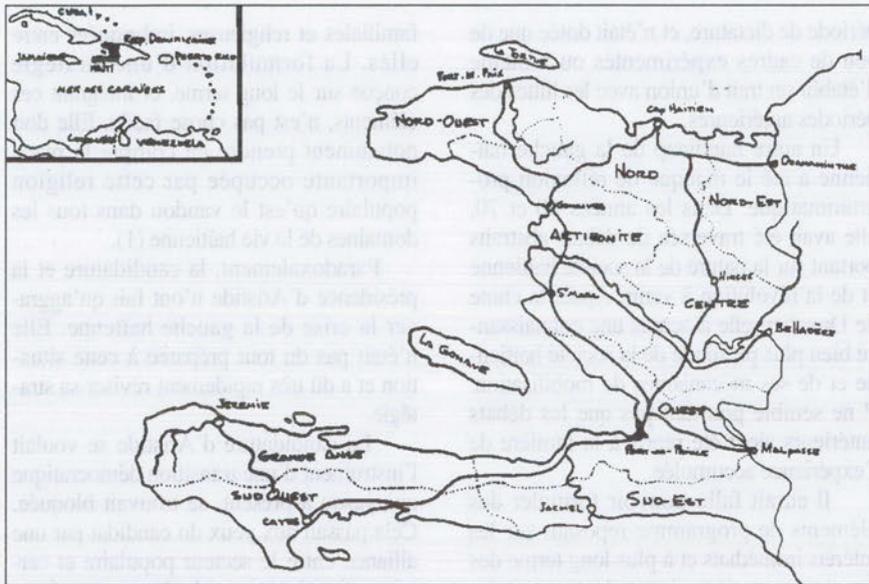
La candidature d'Aristide se voulait l'instrument d'une transition démocratique qui, jusqu'à présent, se trouvait bloquée. Cela passait aux yeux du candidat par une alliance entre le secteur populaire et certaines fractions, ou plutôt certains fragments, de la bourgeoisie. Un des axes de cette alliance était constitué des notables et des personnalités anti-duvaliéristes se réclamant de la lutte pour un "Etat de droit" et la défense de la constitution de 1987. La candidature d'Aristide recelait plusieurs dangers. On risquait de voir ces démocrates, dont les positions politiques n'avaient pas toujours été très fermes, effectuer un hold up sur le mouvement populaire.

## **"Lavalas"**

Au sein de la gauche, certains pensaient d'ailleurs que c'est ce qu'Aristide était lui-même en train de faire. Le futur président et ceux qui l'entouraient faisaient croire qu'il serait possible de gérer le pays sans programme cohérent et sans avoir la capacité d'effectuer des changements rapides et profonds au sein de l'appareil d'Etat. Beaucoup étaient choqués qu'Aristide présente sa candidature du jour au lendemain, sans discussion réelle avec le mouvement populaire. On redoutait que l'armée ne provoque un bain de sang, comme lors des élections de 1987. La gauche haïtienne s'est trouvée déchirée entre ceux qui insistaient sur ces aspects de la candidature et ceux qui mettaient en avant l'enthousiasme que suscitait la campagne électorale d'Aristide. Les seconds en déduisaient la nécessité d'être partie prenante de l'expérience qui s'annonçait ou, au moins, d'y accompagner les masses.

La semi-insurrection qui répondit à la tentative de coup d'Etat, en janvier 1991, du duvaliériste Roger Lafontant, amena à surestimer le rapport de forces et le niveau d'organisation de la population. En fait, aussi bien ceux qui axèrent leur politique

1) Sur la situation en Haïti, voir *Inprecor* n° 365 du 19 juin 1992.



sur une dénonciation et un débordement d'Aristide que ceux qui prônaient un soutien critique furent confrontés à un problème majeur : dans les villes, le développement du mouvement populaire resta faible. Pire encore, l'avènement d'un nouveau régime exerça un effet pervers sur une partie des militants qui avaient contribué à la victoire électorale. A Port-au-Prince surgirent en grand nombre de prétendues organisations populaires. Or elles se réduisaient bien souvent à quelques individus soucieux d'avoir un moyen de pression pour obtenir un emploi de la part de l'Etat. Le manque de "culture démocratique" et la misère induisaient une lutte pour la survie et le "job", une course pour investir des places au sein de l'Etat.

Sous cet aspect des choses, les mécanismes à l'œuvre sous les régimes antérieurs tendaient à se reproduire, et cela jusque dans l'entourage du président. Le moins que l'on puisse dire est qu'il a négligé ce grave problème. Il n'a pas non plus pris sérieusement en compte la nécessité vitale de l'organisation autonome de la population. L'un ne pouvait aller sans l'autre.

Dans un texte intitulé "Pour convertir nos revers en victoires", l'Organisation politique Lavalas tirait, en juin 1992, un premier bilan de l'action gouvernementale. On y lit au sujet des efforts mis en œuvre par le gouvernement pour mobiliser la population que « dans tous les cas régna l'informalité dans la détermination des responsabilités. Cela alimenta la tendance au "voje monte" (la promotion) de quelques personnalités ou de quelques activistes. Ces derniers s'appliquèrent à accaparer des portions de pouvoir, dans tous les domaines, aux dépens de la concertation, du partage d'expériences et de la mise en commun des efforts. De

telles pratiques, vues avec réserve par de nombreux cadres et militants, compromirent le succès d'initiatives créatrices qui pourraient être efficaces si elles étaient concertées et planifiées ». Aristide avait lancé, le 4 février 1991, l'idée de la construction d'une Organisation Lavalas. « Cependant, lit-on dans le même texte, la nécessité de la mise sur pied d'une telle formation, partagée à des degrés divers par certains, était méconnue par d'autres, quand elle n'était pas tout simplement combattue, en fonction de ce culte de la spontanéité (...). De février à septembre 1991, l'Organisation Lavalas n'arriva à se concrétiser que de façon embryonnaire et partielle ».

Le manque de cadres compétents et honnêtes à même de gérer l'Etat, les difficultés de la gauche et du mouvement populaire, et la faiblesse des traditions démocratiques sont des facteurs qui ont pesé très lourd de février à septembre 1991. Quelles que soient les circonstances politiques, ils continueront à peser encore longtemps.

### Quadrillage

La dictature qui a suivi le coup d'Etat du 30 septembre 1991 a porté des coups très durs à la gauche et aux organisations populaires. Voici le témoignage, qui n'est pas du tout exceptionnel, de "Yves, un militant politique de Limbé" publié en novembre 1992 par le mensuel *Haïti Information Libre* : « Je dors tous les soirs avec deux chemises, deux pantalons et mes chaussures. Je dois être toujours prêt à me sauver au cas où l'on viendrait m'arrêter la nuit. Parfois je passe deux jours ici et cinq là chez des amis (...) Depuis le 8 décembre 1991, je dors dans trois localités différentes. Je suis bien obligé de faire des

kilomètres à pieds, traverser des montagnes la nuit (...) Aujourd'hui, j'ai de graves problèmes économiques, je ne peux pas cultiver mon lopin de terre depuis que le chef de section et ses adjoints ont lâché des boeufs qui ont tout détruit ».

De nombreux groupements paysans ont été détruits. Un des objectifs du coup d'Etat était de briser les secteurs organisés des quartiers populaires et de remettre au pas les paysans, qui s'étaient beaucoup politisés depuis quelques années. Les réseaux d'organisations populaires n'ont cependant pas été démantelés, même s'il est très difficile d'organiser des réunions, particulièrement à la campagne. Le quadrillage des campagnes et des bidonvilles par l'armée et les para-militaires est bien plus serré que sous Duvalier, encore que la répression varie sensiblement d'un endroit à l'autre. Certains responsables locaux sont en effet prudents : ils savent que la situation politique peut changer. Mais, même en cas de retour d'Aristide au Palais national, il est peu probable que le climat de peur disparaisse rapidement si l'armée n'est pas fortement ébranlée. Depuis un an, les courageuses mobilisations de la jeunesse scolarisée n'ont pas entraîné dans leur sillage d'autres couches de la population, soumises à une répression bien plus féroce encore que les étudiants.

### Faible espoir

Au début du mois de janvier 1993, Bush, puis Clinton, ont donné l'impression qu'ils voulaient exercer de fortes pressions sur les hommes au pouvoir à Port-au-Prince : envoi du général des marines à Port-au-Prince, déploiement de navires de guerre dans les eaux haïtiennes sous le prétexte d'intercepter les boat-people haïtiens. Il y a une bonne part de comédie dans tout cela, comme dans tout ce que les Etats-Unis ont entrepris depuis le coup d'Etat. Mais dans quel objectif ?

Selon une partie de la presse nord-américaine, Bush et Clinton ont promis qu'Aristide allait bientôt revenir à Port-au-Prince afin de retenir en Haïti les deux cent mille boat-people qui, écrivait-on, allaient submerger les plages de Floride dès l'entrée en fonction de Clinton. Ce dernier avait en effet promis que les Haïtiens ne seraient plus interceptés en mer et refoulés vers Port-au-Prince. Mais avant même son entrée en fonction, il revenait sur cette promesse. Ce que, sous la présidence de Bush, il avait qualifié de mesure "cruelle" était devenu une nécessité "humanitaire".

La raison fondamentale de ces grandes

2) Marc Bazin, désigné le 2 juin 1992 au poste de Premier ministre.

manœuvres de Washington doit cependant être recherchée ailleurs que dans le problème posé par les boat-people. Maintenant que la répression a atteint une grande partie de ses objectifs, l'administration nord-américaine s'inquiète de plus en plus de l'échec du coup d'Etat sur le plan politique. Le gouvernement de Marc Bazin qui, depuis le printemps dernier sert de couverture à la dictature, est isolé (2). Il semble qu'à la fin de l'année 1992, les Etats-Unis avaient acquis la conviction qu'il n'y avait pas beaucoup d'issues possibles à cette crise politique : l'organisation par les putschistes de prétendues élections générales (ce dont Bush aurait menacé Aristide s'il n'acceptait pas les conditions qui lui étaient posées) ou bien, à plus ou moins brève échéance, le retour du président constitutionnel à Port-au-Prince, bien encadré, voire mis sous tutelle, à Washington et à l'ambassade des Etats-Unis en Haïti, Aristide ne manque pas d'adversaires ayant les moyens de retarder au maximum son retour.

L'échec de Bazin a été mis en évidence le 18 janvier 1993, lorsque se sont tenues des élections destinées à remplacer quatre députés et le tiers du Sénat. Elles furent massivement boycottées par la population. Dans le département de l'Artibonite, seul 1% des électeurs potentiels a participé au vote. Les rues de Port-au-Prince furent désertées par la population jusqu'au soir. L'objectif de ces élections était de donner de nouveaux députés et sénateurs à l'alliance qui regroupe essentiellement le MIDH, parti de Bazin, et le PANPRA dirigé par Serge Gilles (3). Ces partis pensaient obtenir ainsi ce que les électeurs du 16 décembre 1990 leur avaient refusé.

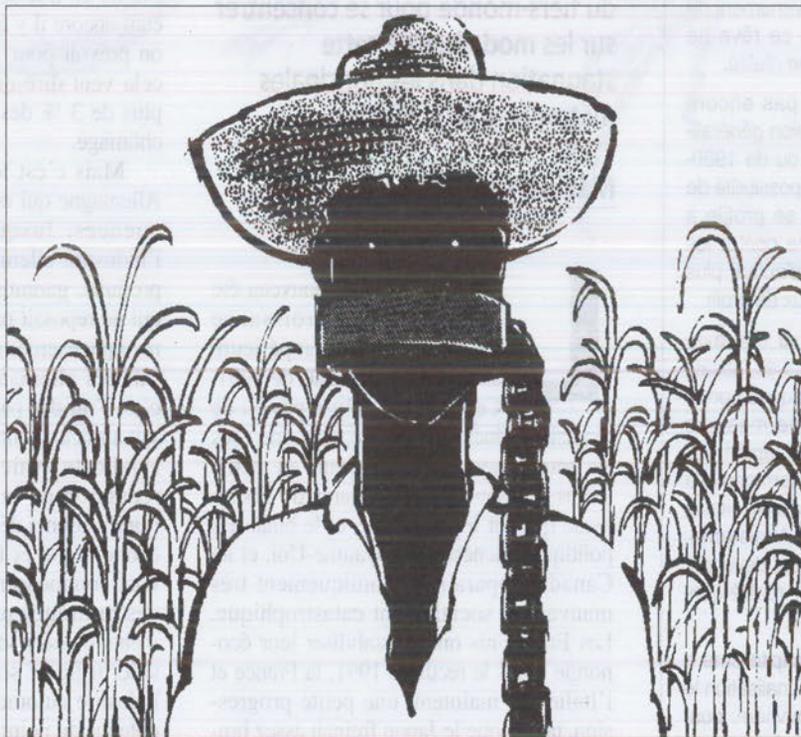
Quatre membres du PANPRA participent au gouvernement mais, de plus en plus, ses militants et même ses députés l'abandonnent. Le PANPRA était sensé apporter à la dictature la caution de l'Internationale socialiste. En février, en présence d'Aristide, le conseil de l'Internationale socialiste, s'est prononcé en faveur de sanctions "contre le gouvernement militaire de fait" et a "condamné les élections du 18 janvier". Lors de cette réunion, le

KONAKOM, autre formation social-démocrate haïtienne, se distinguait en demandant que le PANPRA quitte le gouvernement.

Cela n'empêchait pas, quelques jours plus tard, le FNCD, dont fait partie le KONAKOM, d'inviter à une réunion une série de politiciens dont un bon nombre sont hostiles au retour d'Aristide, ou ont même participé au coup d'Etat. Par contre, selon le journal haïtien Libète, l'Organisation politique Lavalas ne fut pas invitée.

### Observateurs internationaux

Une mission civile, constituée par l'OEA et l'ONU a commencé à arriver en Haïti au mois de février. Elle devrait compter dans quelques semaines environ



cent cinquante personnes. Bazin a finalement accepté le principe son déploiement après avoir obtenu que le texte fixant les mandats de la mission d'observateurs soit revu. Dans la nouvelle version, la mission est chargée "d'aider à garantir le respect en Haïti des droits de l'homme" et de faire des "recommandations". Mais ses pouvoirs ont été réduits, le gouvernement de facto se voit octroyé une certaine reconnaissance, et "les autorités" ne doivent plus s'engager à "appliquer le plus rapidement possible" ses recommandations. Par ailleurs, la manière dont les observateurs sont en train d'être recrutés ne laisse rien présager de bon quant à leur rôle futur.

Il semble bien qu'ils vont servir davantage les intérêts des Etats qui finan-

cent la mission que ceux des victimes de la répression. Parallèlement, l'ONU et l'OEA doivent engager de nouvelles négociations avec les putschistes. Certains, comme Robert White, ancien ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, estiment qu'Aristide sera rétabli dans ses fonctions d'ici environ six mois. Mais, depuis le coup d'Etat, la politique des putschistes et de leurs acolytes a toujours été de faire s'éterniser les négociations, de revenir sur les accords signés, de gagner du temps jusqu'à la fin du mandat d'Aristide. Et Clinton, sur lequel Aristide semble beaucoup compter, a déjà pris l'habitude de revenir sur ses promesses. Au moins n'a-t-il rien promis de précis à Aristide lors de leur entrevue, le 16 mars 1993 ! Une chose est certaine : la mobilisation populaire sera décisive. L'armée et ses partisans en sont eux-mêmes bien conscients.

Le 25 février, Mgr Romelus, le seul évêque qui soutient Aristide, célébrait à Port-au-Prince une messe à la mémoire des 2000 victimes d'un naufrage. Elle prit un tour contestataire. Lorsque Mgr Romelus sortit de la cathédrale, entourée par l'armée, il fut battu et ses vêtements déchirés en présence de diplomates et des responsables de la mission civile.

Cette agression et la répression sauvage qui s'abattit ensuite sur la ville dont Mgr Romelus est l'évêque laissent penser que les putschistes ne sont pas disposés à laisser le peuple relever la tête et entendent démon-

trer qu'ils continueront à faire ce qu'ils voudront, avec ou sans la présence d'observateurs internationaux.

Affaibli et morcelé, le mouvement populaire se trouve dans une situation difficile. Mais il ne peut qu'être encouragé par le haut niveau de conscience politique atteint par le peuple haïtien. Il lui faut être présent dans les batailles qui s'annoncent tout en prenant le temps de débattre à fond des expériences passées, afin de définir une stratégie pour le long terme. ★

21 mars 1993

3) Un ancien maoïste qui a mal tourné. Le PANPRA est affilié à l'Internationale socialiste et est financé par le Parti socialiste français.

# 1993 ou l'enlisement de l'économie mondiale

## Introduction

Depuis la mi 90, l'économie mondiale est plongée dans une nouvelle phase de crise cyclique qui a touché tous les pays capitalistes, et s'est répercutée sur les pays du "tiers-monde" et ceux d'Europe de l'Est. Le dossier économique que nous présentons dans ce numéro — et dont nous présenterons la seconde partie dans notre prochaine livraison — rend compte des problèmes que rencontrent les bourgeoisies et les gouvernements quand ils veulent faire de l'avènement du "nouvel ordre mondial" — ce rêve né avec la guerre du Golfe —, une réalité.

Bien que la crise n'ait pas encore revêtu la forme d'une récession généralisée, à l'instar de 1974-75, ou de 1980-82, il est évident qu'aucune possibilité de redressement durable ne se profile à l'horizon. L'offensive menée contre les travailleurs, qui en devient d'autant plus dure, vise à redresser les taux de profit.

Ce premier trimestre a vu une avalanche d'annonces quotidiennes, faisant état de licenciements, d'attaques contre les prestations sociales, de mesures contre les travailleurs, qui ont, après plusieurs années de paralysie, commencé à réagir dans les pays impérialistes (Italie, Allemagne, Etat espagnol, Angleterre), où la perte d'emplois nets est devenue, — et c'est un fait inédit — une réalité quotidienne.

C'est au moment où le capitalisme a atteint son niveau d'internationalisation le plus élevé, que la riposte ouvrière, pour être efficace, doit être appuyée par une solidarité internationale de classe, qui impliquera sans doute de passer outre les directions traditionnelles qui doutent encore de l'ampleur de l'offensive capitaliste. Cette démarche doit être étayée par des analyses précises, auxquelles ce dossier prétend contribuer.

La majorité de ces articles sont le fruit d'une réflexion collective de camarades de différents pays, commencée en 1991, et continuée en 1992, que nous entendons poursuivre avec tous ceux et toutes celles qui pensent, comme nous, que malgré les difficultés actuelles, il est possible de changer cette société de plus en plus injuste. ★

Alfonso MORO, 30 mars 1993

L'examen de la situation actuelle de l'économie mondiale confirme le pronostic que l'on pouvait faire il y a un peu plus d'un an : « *il ne s'agit donc pas d'un effondrement, mais plutôt d'un enlisement progressif de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale* » (1). Dans cet examen de la conjoncture, on laissera de côté les pays de l'Est et du tiers-monde pour se concentrer sur les modalités de cette stagnation dans les principales métropoles capitalistes.

## Maxime DURAND

L'année 1992 a de nouveau été une année de croissance médiocre, à peine supérieure aux mauvais résultats de 1991. Cependant, il n'y a pas eu de récession généralisée en ce sens que tous les grands pays n'ont pas reculé en même temps. Ce sont les pays-phares du libéralisme qui ont le plus chuté, et le bilan des politiques menées au Royaume-Uni, et au Canada, apparaît économiquement très mauvais et socialement catastrophique. Les Etats-Unis ont pu stabiliser leur économie après le recul de 1991, la France et l'Italie ont maintenu une petite progression, tandis que le Japon freinait assez brutalement et que l'Allemagne connaissait un nouveau ralentissement (Tableau 1).

Ce ralentissement généralisé s'est évidemment accompagné d'une remontée des taux de chômage. Ceux que publie l'OCDE ne donnent qu'une image imparfaite de la dégradation du marché du travail qui prend dans tous les pays des formes très diversifiées (temps partiel imposé, petits boulots, précarité, intérim et sous-traitance, etc...). Mais le mouvement est sans ambiguïté à la hausse, et il frappe particulièrement les pays européens. Les pays membres de l'OCDE comptent aujourd'hui un total de 32 millions de chômeurs et ce nombre devrait augmenter tout au long de cette année pour atteindre près de 34 millions.

Cette situation va conduire probable-

ment à un alignement progressif vers les politiques socio-économiques les plus dures. Les pays européens qui semblaient le mieux résister au chômage et pouvaient à ce titre être présentés comme des "modèles" à étudier sont en train de plonger à leur tour. En Suède, la perte du pouvoir par les sociaux-démocrates a signifié un tournant vers des politiques plus "classiques" qui ont immédiatement entraîné une hausse brutale du taux de chômage : celui-ci est passé de 1,5 % en 1990 à 5 % en 1992, et l'OCDE prévoit 6,5 % pour 1993. Même en Suisse, où le taux de chômage était encore il y a peu de l'ordre de 0,5 %, on prévoit pour 1998 un taux de 3,8 % : cela veut dire qu'en moins de trois ans, plus de 3 % des actifs auront été mis au chômage.

Mais c'est le tournant à l'œuvre en Allemagne qui est le plus lourd de conséquences. Jusque là, la puissance de l'industrie allemande et la qualité de ses produits, garantissaient une compétitivité qui ne reposait pas sur une pression systématique exercée sur la masse salariale. Les salaires allemands sont restés élevés et c'est l'un des pays européens qui réussissait à mieux contrôler le chômage et où les syndicats avaient pu avancer vers une réduction de la durée du travail. Mais l'unification a déclenché une onde de choc économique et financière dont les effets vont commencer à se faire sentir du côté des pratiques patronales. Des licenciements massifs sont ainsi annoncés dans la sidérurgie et sont prévisibles dans une industrie automobile en crise. Les acquis obtenus du point de vue de la réduction du temps de travail risquent d'être remis en cause et le chômage dans l'ex-RDA va finir par peser sur l'emploi et les salaires de l'ensemble des salariés européens.

Le graphique ci-contre permet d'illustrer assez simplement les caractéristiques spécifiques de la phase actuelle de fonctionnement de l'économie mondiale. Ce que l'on a pu appeler décennie libérale débute par un rétablissement très net du taux de profit qui s'opère dans la première moitié des années 80. Dans le même temps, la croissance reprend de manière hésitante puis, à partir de 1988-89, elle semble redémarrer réellement. L'OCDE pouvait alors tenir un discours triomphaliste sur lequel il n'est pas sans intérêt de

1) Voir *Inprecor* n° 346 du 14 février 1992.

**TABLEAU 1**  
**CROISSANCE DU PIB**

	1983-1989	1990	1991	1992	1993
USA	3,9	0,8	-1,2	1,8	2,4
Japon	4,6	5,2	4,4	1,8	2,3
Allemagne	2,7	4,8	3,7	1,4*	1,2*
France	2,1	2,2	1,2	1,9	1,6
Italie	3,1	2,2	1,4	1,2	0,8
Royaume-Uni	3,5	0,5	-2,2	-1,0	1,3
OCDE	3,7	2,4	0,8	1,5	1,9

\* ensemble de l'Allemagne

Source : OCDE

revenir. Dans le numéro de *Perspectives économiques* de juin 1989, on pouvait lire : « La situation économique des pays de l'OCDE est maintenant beaucoup plus satisfaisante qu'elle ne l'était au début des années 80. (...) Les gouvernements des pays membres peuvent, pour les dix ans à venir, s'appuyer sur ces résultats - dûs tout à la fois aux politiques mises en œuvre pendant les années 80 et au renforcement de la coopération internationale - pour promouvoir une croissance durable et créatrice d'emplois tout en contenant l'inflation à un faible niveau ».

Il n'a pas été besoin d'attendre dix ans pour voir disparaître ce qui n'était qu'une illusion d'optique : les taux de croissance sont rapidement revenus à des niveaux très bas et il faut voir là le véritable résultat des politiques menées. C'était d'ailleurs prévisible. A peu près à la même époque, nous avions par exemple formulé un diagnostic beaucoup plus correct : « Dans la mesure où la reprise actuelle est très largement tirée par l'investissement, elle ne saurait s'auto-entretenir durablement. Assez rapidement le rythme de croissance de l'économie mondiale devra redescendre au niveau rendu possible par les règles du jeu capitaliste. » (2). La dimension principale du ralentissement actuel est en effet l'insuffisance des débouchés du côté de la demande salariale, et c'est bien l'un des résultats typiques d'une politique d'austérité. On voit donc resurgir, de manière très crue, une crise perlée de surproduction qui donne lieu à une configuration originale, où un taux de profit rétabli à un niveau relativement élevé cohabite avec une demande amorphe. Cette situation ne pourra se prolonger indéfiniment : le poids des capacités inemployées va peser sur les conditions de la rentabilité et le taux de profit se retournera peu à peu à la baisse.

Pour les Européens, 1993 devait être une année faste, avec l'ouverture du grand marché et la ratification du traité de Maastricht. En réalité, le panorama est radicalement différent. L'Europe s'installe dans le chômage et la voie proposée pour son unification a montré qu'elle conduisait à une impasse. Le Système monétaire européen (SME) n'est pas seulement en crise, il a

été littéralement pulvérisé puisque la livre, la lire, la peseta et l'escudo ont dévalué dans des proportions qui ont fait craquer le corset monétaire. Seules la France et l'Allemagne (avec ses satellites rattachés au mark que sont la Belgique et les Pays-Bas) maintiennent tant bien que mal la perspective d'une Union monétaire. Mais les différences de trajectoire économique sont si importantes que l'on voit mal comment pourrait être maintenu durablement un taux de change que tout le monde commence à considérer comme insoutenable, non pas tant en raison d'arguments économiques, que pour des raisons de crédibilité politique.

Le traité de Maastricht fixait des normes à respecter par chaque pays européen afin d'assurer leur convergence. Le fait nouveau et symbolique est qu'aucun pays (à l'exception peut-être du Luxembourg) ne réussira en 1993 à satisfaire à ces critères. Même la France, qui apparaissait comme le bon élève, va voir son déficit budgétaire dépasser la barre fatidique des 3 % du PIB, et c'est d'ailleurs sans doute déjà le cas. Les dévaluations en chaîne ont ouvert, entre des pays qui devaient aller vers une monnaie unique, un processus de guerre commerciale dont personne ne maîtrise les effets en chaîne.

### L'aiguïsement de la concurrence

Les indices se sont multipliés au cours des derniers mois : on assiste à une montée du protectionnisme. Le blocage des négociations du GATT, les mesures unilatérales prises par Clinton, la tendance renouvelée aux restructurations industrielles et aux délocalisations dominent l'actualité récente. La cacophonie des taux d'intérêt qui ont commencé à baisser aux Etats-Unis et au Japon mais restent tirés vers le haut par l'alignement sur le mark en Europe ajoute à une situation qui apparaît de plus en plus incontrôlée. Indépendamment des péripéties locales, il faut bien en comprendre la cause profonde. On touche là aux limites et aux contradictions évidentes d'une "sagesse" qui consiste, pour l'immense majorité des pays de la planète,

à vouloir comprimer leurs salaires pour vendre plus aux autres. Ces politiques raisonnables pour chaque pays pris séparément ne peuvent déboucher sur autre chose que sur le ralentissement global de la croissance.

Or cette contradiction émerge dans un contexte qui se caractérise à la fois par un degré d'internationalisation très élevé, et par l'absence d'institutions régulatrices. La globalisation dont on parle tant aujourd'hui signifie qu'il y a de moins en moins de secteurs à l'abri d'une concurrence provenant de points éloignés du globe, et que les progrès de la technologie permettent de faire peser directement sur l'activité économique. Certes, il ne faut pas surestimer le potentiel de transferts vers les zones à bas salaires, qu'il s'agisse des pays de l'Est ou du Tiers Monde. Les coûts salariaux ne sont pas en effet les seuls arguments de la compétitivité : il y a aussi la maîtrise des technologies et des compétences. Et il y a des limites encore plus objectives au déplacement en bloc d'industries qui tiennent aux résistances sociales et la nécessité de rester à proximité des marchés. La montée du chômage ne doit donc pas être imputée principalement à la concurrence des pays à bas salaires : elle résulte avant tout des politiques d'austérité salariale menées dans les pays riches eux mêmes.

### Désagrégation étendue

Cette mise en contact de zones à niveaux de salaires différents se fait dans l'anarchie la plus complète. Même si la pression exercée reste périphérique, la confrontation avec les produits à bas prix exerce un effet de désagrégation bien plus étendu que son influence immédiate. Et il s'agit d'un processus qui conduit à une situation où tout le monde perd. Si les pays développés mettent en œuvre des politiques visant à aligner leurs salaires sur ceux du tiers-monde, ils ne réussiront qu'à étouffer encore un peu plus la demande, ce qui, à terme, ne peut avoir que des effets en retour détestables sur les pays du tiers-monde pris dans leur ensemble. La capacité d'absorption des pays riches est limitée et leurs importations ne peuvent fournir un débouché suffisant à tous les pays en développement. Le bon sens consisterait à dire que les relations économiques entre des zones tellement disparates du point de vue des niveaux de productivité devraient être réglées non pas par le jeu aveugle du marché mais par des formes de planification des échanges visant à stabiliser les prix relatifs et à organiser sur une base maîtri-

2) Maxime Durand, "La crise est un long fleuve tranquille", *Critique communiste* n° 82, février 1989.

sable la division internationale du travail. Il s'agirait d'éviter à la fois le "dumping social" et la mise en place de barrières protectionnistes tournées contre les plus pauvres.

Comme le capitalisme est un système par nature concurrentiel, on assiste à une évolution où l'on a à la fois le dumping social et le protectionnisme. La contradiction est en train de se régler par l'émergence d'une structure tripolaire de l'économie mondiale où chacun de "centres" (Etats-Unis, Japon et Europe) organise de manière hiérarchisée sa chaîne de production — l'exemple le meilleur étant l'Asie du Sud-est —, tout en cherchant à se protéger de la concurrence des autres pôles. Mais ce dispositif est incomplet, peu cohérent en Europe, et il ne répond pas à tous les problèmes posés. Vis-à-vis des pays de l'Est, il existe aujourd'hui un véritable trou noir quant à la place qu'ils sont appelés à occuper dans un tel dispositif.

Cette structure bancale de l'économie mondiale débouche sur l'apparition de conflits violents, locaux, sectoriels, qui correspondent aux trous du dispositif. Le fait que les conflits de classe et les guerres inter-impérialistes laissent la place à des mouvements sociaux plus catégoriels et à des affrontements infra-nationaux, correspond assez bien à ces déséquilibres économiques, même s'il faut évidemment se garder de tout mécanisme. Les tendances multiformes au fractionnement vont donc dominer durablement la période.

Dans ce contexte récessif, il est nécessaire de comprendre les raisons qui s'opposent à la mise en œuvre de politiques de relance budgétaire. Les deux raisons essentielles sont d'une part l'absence de coordination des politiques économiques que l'on a déjà signalée, et d'autre part le poids de l'endettement public. Dix ans de politiques libérales n'ont en effet pas réussi à assainir les finances publiques - à l'exception du Japon qui, justement, engage une relance budgétaire.

### Vers l'étouffement de la reprise

Dans les principaux pays, le solde des finances publiques fait apparaître un déficit qui va croissant dans le temps. Les politiques libérales, dont c'est pourtant l'un des objectifs systématiques, n'ont donc pas débouché sur un meilleur équilibre des finances publiques. Pourquoi ?

La réponse diffère selon les pays. Ainsi, dans le cas de l'Allemagne, le coût de la réunification apparaît clairement dans l'évolution du budget. Ailleurs, la dégradation résulte de plusieurs contradictions combinées. Le freinage de l'activité, subi ou voulu, s'accompagne inévitablement d'une perte de recettes plus que proportionnelle : la façon dont l'estimation du déficit budgétaire s'est creusée en France au cours des derniers mois est un bon exemple de ce genre de dérapage. Les tentatives de réduire la taille de l'Etat se traduisent assez logiquement par une stagnation, voire un recul des recettes fiscales qui tendent à rendre plus difficile le bouclage du budget. A cela il faut ajouter le fardeau que représentent des taux d'intérêt réel extrêmement élevés, surtout en Europe.

Le financement du déficit suppose une croissance de l'endettement public, et donc de la charge d'intérêts. En Italie, ce

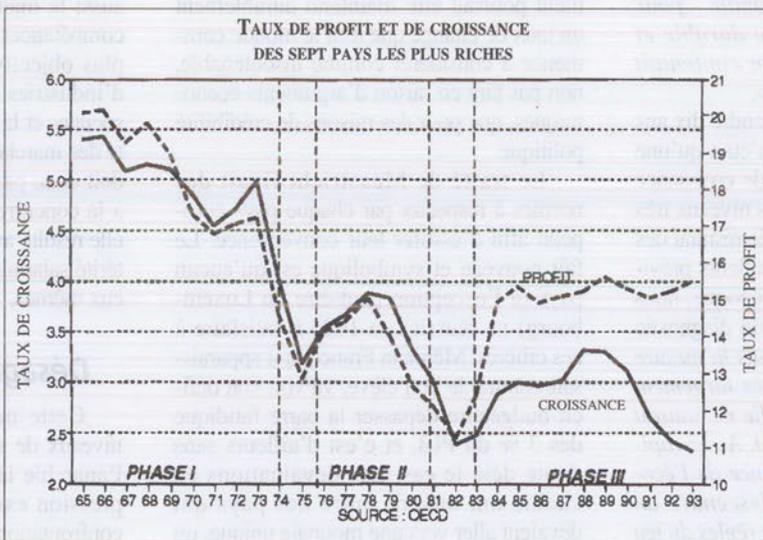
prend pas la forme d'un choc frontal mais plutôt d'un grignotement diffus qui ne réussit pas à déboucher sur un véritable assainissement des finances de l'Etat. Au contraire, à un niveau plus politique, cette résistance prend la forme d'une nouvelle tendance à la légitimité de l'intervention publique, que tout le projet idéologique et politique des cercles libéraux tendait à éroder. Le clintonisme est l'expression de cette nouvelle configuration : une volonté de réactiver l'intervention de l'Etat, sans les moyens d'aller très loin dans ce sens. Ce sont des raisons du même ordre qui expliquent l'incapacité du gouvernement britannique à relancer une économie pourtant sinistrée.

### La croisée des chemins

Dans l'immédiat, il est cependant impossible de pronostiquer une nouvelle récession généralisée définie comme une chute brutale et simultanée de la production dans l'ensemble des pays industrialisés. L'économie américaine semble avoir retrouvé depuis quelques mois une tendance plus favorable et devrait effectivement soutenir l'économie mondiale au cours de l'année 1993. Le programme de relance japonais devrait également commencer à faire sentir ses effets.

Mais il s'agit là de fluctuations cycliques qui n'impliquent pas une réelle sortie de cette longue période de croissance lente. Les mêmes contradictions continueront à jouer et la persistance du chômage de masse vont peser dans le sens d'un durcissement des conflits de classe. Le retournement des politiques patronales en Allemagne en est l'indice le plus net. C'est pourquoi, au-delà du suivi de la conjoncture au jour le jour, les mois et les années à venir vont être décisifs quant à la possibilité de voir émerger un mouvement social porteur d'un projet positif.

L'alternative est assez claire : soit la résignation au chômage et le repliement sur l'illusion de solutions locales (avec une composante nationaliste dont on voit trop bien la logique), soit la montée et la coordination de l'aspiration des travailleurs à faire fonctionner l'économie autrement, autour d'une exigence centrale, celle d'une réduction massive de la durée du travail. ★



phénomène cumulatif aboutit à une véritable faillite de l'Etat, à laquelle s'ajoute la mise à nu de la corruption pure et simple. Mais surtout, ces tendances au déficit montrent, et c'est un point positif, qu'il existe malgré tout de formidables résistances sociales à une mise en cause substantielle de ce que l'on avait coutume d'appeler Etat-Providence.

Certes, la structure des recettes s'est modifiée un peu partout dans le sens d'une plus grande inégalité, en raison notamment de la concurrence pour attirer et maintenir les capitaux, mais la taille de l'Etat n'a nulle part reculé significativement. Son financement est alors l'un des obstacles d'ordre socio-politique à une politique de relance.

Cet aspect des choses est une bonne illustration du profil général de l'affrontement entre classes depuis l'entrée en crise. Même si la direction est clairement annoncée par les libéraux, leur offensive ne

# Une crise "faite-maison"

Les analyses économiques ne coûtent pas cher si l'on en croit le journal économique ouest-allemand *Die Wirtschaftswoche*. On y apprend que les instituts bourgeois les plus connus dépendent tous des subsides de l'Etat. Par exemple, l'institut Ifo de Munich reçoit 50 % de ses revenus de l'Etat.

Depuis le tournant de 1990-91, ces instituts ont été aux prises avec une crise sectorielle — une des crises cycliques des instituts de recherche — en partie due à la réduction des dépenses de l'Etat ; à la fin 1991, l'institut Ifo a dû mendier, auprès des autorités bavaroises et fédérales, une aide de 2,2 millions de marks afin d'éviter la banqueroute, et la tendance à "conseiller" ce que son bailleur de fonds a envie d'entendre s'est accentuée.

## Winfried WOLF

Un même institut peut faire simultanément deux déclarations différentes, voire contradictoires sur le même sujet. Lors d'une discussion sur les mérites de l'aide économique de l'Etat aux entreprises, l'Ifo, dans son rapport sur les nécessités financières de 1992, mettait le ministre de l'Economie, Möllemann, en garde contre une telle intervention, tandis que le ministre des sciences, Riesenhuber, recevait exactement le conseil opposé. Depuis, les deux ministres ont changé, c'est peut-être l'occasion de répéter la performance — en inversant les rôles pour changer (1) !

Ainsi les multiples prédictions économiques venues en 1992 des instituts et de leurs experts se sont avérées de la pure flagornerie. Pas plus tard qu'en octobre 1992, le bulletin d'automne de l'institut Ifo prédisait un renouveau de la croissance en 1993. Néanmoins, le 14 décembre 1992, l'institut a effectué un virage à 180° et pré-



dit la récession, ce qui a suscité ce commentaire dans la presse : « L'institut Ifo est donc la première instance compétente à prédire une croissance négative pour l'année à venir (...) 1993 verra par conséquent la première récession de la décennie » (2). Les chiffres précis mentionnés situaient le déclin de la production entre 0,5 % et 1 %. Deux mois plus tard, l'institut Ifo brossait le tableau du futur avec des couleurs encore plus sombres. *Handelsblatt*, dans son édition du premier mars publiait la dernière prédiction de l'honorable institut — qui chiffrait la chute de la production à 4 % et ajoutait : « Les experts de l'Ifo, prenant en considération la tendance des derniers mois de 1992, estiment concevable que le déclin s'accroisse ».

## Virage à 180°

Cela appelle deux remarques. Une révision aussi abrupte de point de vue est du jamais vu depuis des années. En cinq mois, l'annonce d'une légère croissance a cédé le pas à la prédiction d'une récession de 4 %, voire plus. Et si la dernière estimation s'avère exacte, elle supposerait la crise la plus profonde que l'économie ouest-allemande ait jamais connue. Ajoutée au déclin de la production industrielle de 1992, la baisse prévue pour 1993 s'élèverait à 10 % au total.

Considérée d'un autre point de vue, la situation est encore plus dramatique. Il y a quinze mois, j'écrivais « Le moins qu'on puisse dire est que l'Allemagne est à l'orée d'une crise économique. Déjà en décembre 1991, nous écrivions que "le boom allemand a pris fin avec l'été 1991 (...) et que l'économie s'est assoupie de nouveau. Presque tout le monde s'accorde pour dire qu'à la différence de 1986/87 où le déclin a été de courte durée, nous assistons cette fois aux prémices d'une crise » (3).

Depuis, le diagnostic a été confirmé. Le Produit intérieur brut (PIB) allemand stagne depuis le milieu de 1991 et est en légère baisse depuis la seconde moitié de 1992. Si on prend les chiffres de la production industrielle pour critères, la tendance est encore plus claire. Les autres indicateurs — comme le Produit national brut (PNB) et le PIB — incluent de nombreuses sources de revenu non-productives qui traduisent seulement une redistribution de richesses, déforment fortement le développement du secteur productif et reflètent le développement du cycle industriel de façon très exagérée. La catégorie bourgeoise de "production industrielle" représente la notion marxiste de secteur produc-

1) *Die Wirtschaftswoche*, 30 octobre 1992.

2) *Süddeutschen Zeitung*, 15 décembre 1992.

3) *Sozialistische Zeitung (SoZ)*, n° 26, 1991.

tif mais dans un sens plus large. Si nous prenons comme point de départ les chiffres de la "Production dans les secteurs productifs" qui figurent dans le dernier numéro disponible de *Monatberichte der Deutschen Bundesbank* (février 1993), nous obtenons l'image suivante de la situation il y a un an : la production en Allemagne de l'Ouest est en baisse depuis le milieu de 1991. Dans le dernier trimestre de 1992, elle était 4,4 % en dessous de son niveau de l'année précédente.

Comparé au second trimestre de 1991 — le point culminant du boom — la chute est de 6,3 %. Pour les "industries de consommation" (la production industrielle à l'exception des mines, de la construction, de la production électrique et de gaz) qui reflètent de façon plus précise les cycles économiques, le niveau du quatrième trimestre 1992 est 7,6 % en-dessous du maximum. Si on fait des comparaisons mensuelles plutôt que trimestrielles, il apparaît que la production industrielle d'Allemagne de l'Ouest au début de 1993 était revenue à son niveau de l'automne 1989. La baisse entre décembre 1991 et décembre 1992 était d'environ 10 % (4).

### Freins et locomotives

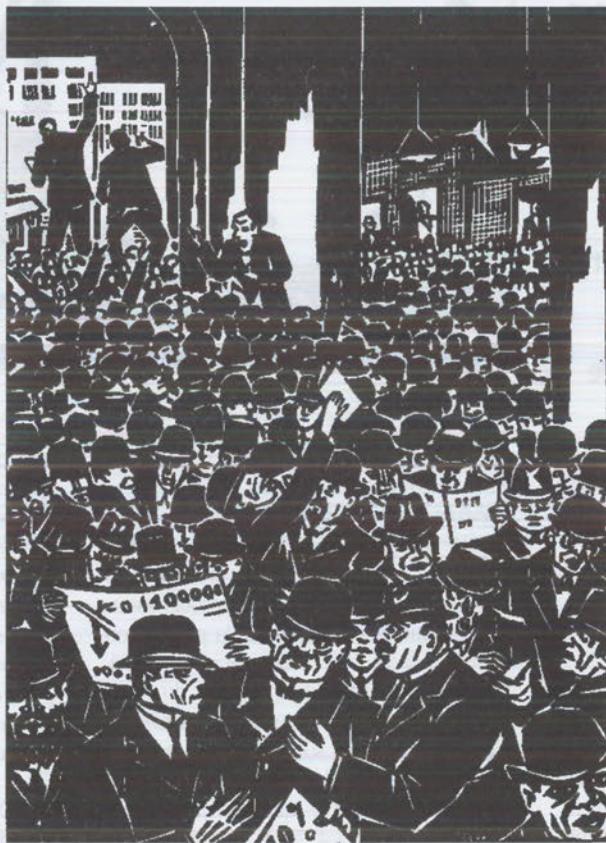
En considérant les données dans les différentes branches, on s'aperçoit que jusqu'au début de 1992, l'industrie chimique et automobile empêchait la récession. Au troisième trimestre de 1992, l'industrie chimique était au même niveau qu'à la même période en 1991 et la production de tramways et de bus a même réalisé une légère hausse. La baisse dans ce secteur n'est survenue qu'en comparaison avec le premier trimestre 1992.

Cela signifie que deux branches très importantes dans l'économie ouest-allemande ont freiné la récession jusqu'au dernier trimestre 1992.

A l'opposé, les secteurs de l'acier, du textile et de la production mécanique, ont entraîné la récession : ils sont les premiers à décliner. Les chiffres pour la construction mécanique sont éloquentes : le point culminant a été atteint à la moitié de l'année 1990 — à un niveau de 24,7 % supérieur à 1985. La stagnation qui a suivi a laissé ces secteurs industriels à un niveau plus ou moins élevé. Pourtant, dans les trois derniers mois de 1991, un déclin massif s'est produit — jusqu'à 4,5 % au dessus du plancher de 1985 à la fin de 1992 et une chute de 15,4 % par rapport au

maximum. Calculée sur une base mensuelle, la baisse est encore plus dramatique. En décembre 1992, la construction mécanique était à 95,3 % de sa production en 1985.

Si nous prenons "récession" dans le sens d'une petite baisse des taux de production, et "crise" dans celui de déclin absolu, alors il est évident que nous avons affaire à une nouvelle crise économique en Allemagne. C'est la troisième dans l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre, les autres ayant eu lieu en 1974-75 et 1980-82. La dernière dépression de 1986-87, et celle de 1966-67 devraient plutôt être considérées comme une récession.



Comme nous allons le montrer, il s'agit d'une crise dont les causes sont nationales — une de celles dans lesquelles les lois immanentes au mode de production capitaliste trouvent leur expression. La crise de 1980-82 a été suivie par une reprise internationale. En 1986-87, elle semblait toucher à sa fin, selon un schéma de cycles de cinq ou six ans qui semblait valoir depuis le début des années 70. Une baisse de la production en Amérique du nord, au Japon, en Allemagne de l'Ouest et dans d'autres pays de la communauté européenne (CE), et le crack boursier de 1987 en témoignaient.

Pourtant, une courte dépression a été suivie par une conjoncture favorable relativement prolongée. Une explosion mondia-

le de la dette publique y a contribué, de concert avec le boom en Allemagne de l'Ouest consécutif à l'unification. A posteriori, il est théoriquement intéressant de savoir si la période 1982-90 était une longue période de bonnes conditions ou s'il faut la considérer comme deux cycles plus courts (1982-86/87 et 1987-1990) séparés par une brève récession. Dans tous les cas, 1990 a vu le début d'une nouvelle crise internationale qui a atteint l'Allemagne, où des facteurs spécifiques étaient à l'œuvre, en 1991.

### Leçon de capitalisme

Nulle part ailleurs, les causes de la crise ne sont internes comme en Allemagne. On pourrait même avoir l'impression que la crise a eu lieu pour expliquer aux 16 millions d'habitants de l'ex-RDA ce qu'est une véritable crise de surproduction capitaliste. Cette crise n'a vraiment rien à voir avec l'étranger et s'est produite en dépit du rôle positif que l'économie est-allemande a joué pour l'Allemagne de l'Ouest. Tous les commentaires invoquant des facteurs comme que la "crise des exportations" ou la "crise en Allemagne de l'Est" ne tiennent pas la route quand il s'agit d'expliquer la crise ouest-allemande.

En fait, la chute des exportations n'a joué aucun rôle significatif dans le déclenchement de la nouvelle crise. Même en 1992, les exportations allemandes se sont maintenues à un haut niveau. La baisse des exportations vers les Etats-Unis, après que ce pays soit rentré en crise en 1990-91, a été compensée par une hausse des exportations vers les pays de l'Organisation de pays exportateurs de pétrole (OPEP) — un sous-produit de la guerre du Golfe de 1991 — et, jusqu'à la moitié de 1992, vers certains pays de la CE. Et la position de force de l'Allemagne sur le marché mondial lui a valu une balance commerciale positive ; en 1992 par exemple, cela a crédité le PNB de 191 milliards de DM.

La recherche d'un bouc émissaire à l'étranger est donc erronée. Il en est de même pour les relations interallemandes entre les économies d'Allemagne de l'Ouest et de l'Est. Pendant une bonne partie de l'année 1992, l'économie ouest-allemande a été soutenue par l'augmentation

4) Ceci étant calculé sur la base des chiffres de production nette desquels l'inflation et les variations saisonnières ont déjà été déduites. L'année de base est 1985 (indice 100).

de la consommation à l'Est. Le rapport mensuel de la banque fédérale pour février 1993 le résume en disant : « Il est vrai que depuis, l'engouement pour les biens de consommation occidentaux s'est largement tari ; pourtant, les investissements en Allemagne de l'est ont sûrement été très profitables aux producteurs ouest-allemands ».

Ceci appelle d'autres commentaires : la demande est-allemande était dirigée surtout vers les biens de consommation et de production venant des secteurs industriels de l'ouest correspondants à ceux qui avaient été détruits à l'est. Au début de 1993, la production industrielle dans l'ancienne RDA s'élevait au tiers de son niveau de 1989 — un chiffre qui inclut les nouvelles usines qui ont été créées par les entreprises ouest-allemandes dans cette région, comme la fabrique de voitures Opel/General Motors à Eisenach ou Volkswagen à Mosel et Zwickau.

### "Made in West Germany"

Les statistiques économiques officielles allemandes ne sont pas encore en mesure de fournir des chiffres détaillés pour toute l'Allemagne — de tels chiffres sont seulement disponibles pour l'Allemagne de l'Ouest. Cela signifie, pour être précis, que la crise est "Made in West Germany". Les tendances à la crise en Allemagne de l'Ouest auraient été encore plus accentuées sans l'annexion de l'Est. En fait, le désastre à l'est a été un facteur "anti-récession" pour l'économie de la RFA, et ce processus est toujours à l'œuvre. Bien qu'il y ait eu, cette année, beaucoup de commentaires consacrés à de prétendus embryons de reprise à l'Est, la vérité crue a été énoncée par le *Wirtschaftswoche* fin 1992 : « Le fossé entre l'industrie entre les vieilles et nouvelles régions fédérales s'accroît toujours ».

Tout indique que nous n'en sommes qu'au début de la crise, comme en témoigne l'édition de février du rapport de la Banque fédérale : « Malgré la chute brutale de l'activité économique au cours du dernier trimestre, il n'y a pas lieu d'être trop pessimiste. Selon toute vraisemblance, le potentiel conjoncturel de dépression a atteint ses limites en Allemagne de l'Ouest. A la différence de beaucoup d'autres pays industrialisés occidentaux, l'Allemagne n'est pas beaucoup affectée par les contre coups de la surchauffe spéculative qui s'est répandue depuis la fin de la décennie 80 ».

On ne traitera pas ici des objectifs de cet optimisme de façade, qui n'est aucunement justifié par les conditions objectives nationales ou internationales. Trois

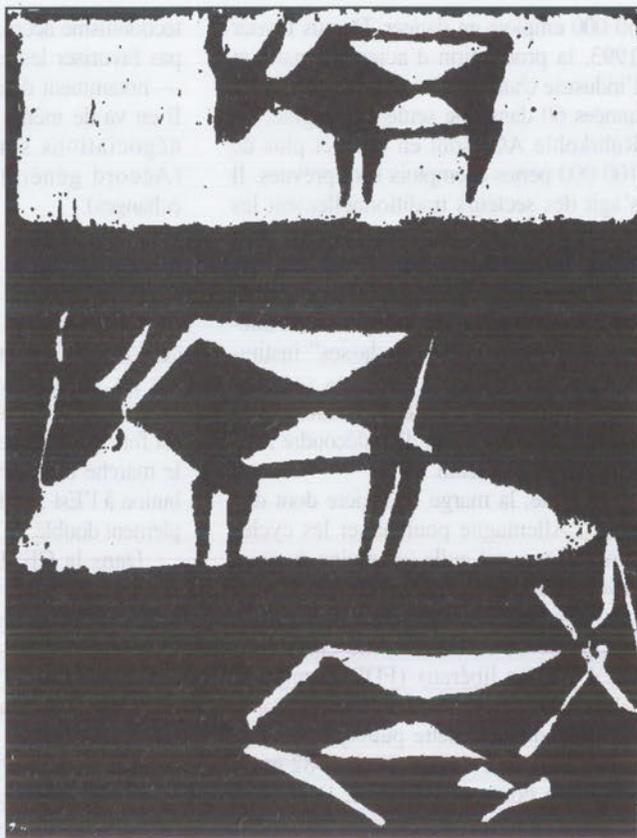
niveaux différents devraient être examinés ici. Tout d'abord les racines profondes de la crise "nationale". L'Allemagne ne traverse pas seulement une crise cyclique, il s'y superpose une crise structurelle. A l'heure actuelle, les investissements ne font pas que diminuer, ils sont en chute libre en valeur absolue (5).

Ceci s'accompagne d'une crise dans des branches particulières de l'industrie. Les chiffres de la baisse de la production dans l'industrie mécanique ont déjà été cités — et il s'agissait du fer de lance du capital allemand sur le marché mondial. La compétence germanique en matière d'ingénierie tant vantée, de même que l'inventivité et le "sens du gadget", ne peuvent plus compenser les déficiences fondamentales telles qu'une structure de type classe moyenne et une production à une échelle relativement petite. Pour reconquérir son ancienne position sur le marché mondial, l'industrie mécanique allemande a besoin d'une concentration massive et de faillites généralisées.

### La fin de Porsche ?

Cela vaut aussi pour la seconde branche industrielle du pays en importance, la fabrication de véhicules. Volkswagen vient d'enregistrer sa plus grosse perte trimestrielle — un milliard de marks, somme qui était la limite fixée pour toute l'année 1993. Au début de l'année 1993, Mercedes-Benz a introduit le travail à temps partiel et pourtant ses unités de production de véhicules seront dans le rouge pour 1993. Il en va de même pour Opel/General Motors et Ford. Et Porsche traverse une crise et ne finira pas l'année comme producteur indépendant (6).

La productivité dans les usines de véhicules à moteur ouest-allemandes est réputée être en-deça de celle des usines espagnoles ou celle de l'usine Nissan à Sunderland, en Grande Bretagne. Ce secteur clef de l'industrie européenne est, dans son ensemble, au bord d'une crise conjoncturelle et structurelle. Il y a déjà



dix usines japonaises "transplantées" en Europe — principalement en Grande Bretagne et dans l'Etat espagnol. Entre 1993 et 1995, leur production va tripler de 260 000 à 800 000 unités par an. Une production accrue en temps de crise et de réduction de la demande signifie une compétition acharnée, une guerre des prix et des faillites de grandes entreprises.

Dans l'industrie automobile allemande « la direction d'urgence est la norme. Quelques 50 000 emplois industriels sont appelés à disparaître en 1993 et d'ici à la fin de la décennie, presque 200 000 emplois de cadres et d'ouvriers seront supprimés » (7).

L'acier et le charbon complètent le tableau. Dans ces secteurs, une nouvelle vague de fusions a été enregistrée en 1991, avec, notamment, le succès de la "prise de contrôle hostile" de Hoesch par Krupp. A la fin de 1992, la Klöckner Works, le cinquième producteur d'acier du pays, a menacé de s'effondrer, mettant ainsi

5) Les investissements dans l'équipement ont été les suivants (par trimestre et par rapport aux prix en 1985) : I/91 : +6 % ; II/91 : 0 % ; III/91 : -1,5 % ; IV/91 : -2,5 % ; I/92 : +6 % ? ; II/92 : -4,5 % ; III/92 : -3 % ; IV/92 : -9 % . (Chiffre du rapport mensuel pour février 1993 de la Bundesbank). Une chute en chiffres absolus est également prévue pour 1993.

6) La production de Porsche en février 1993 a été de 350 voitures de sport ce qui signifie que la production annuelle sera au maximum de 5 000 unités. Il faut que la compagnie vende au moins 15 000 voitures pour survivre. Il y a juste cinq ans la production était douze fois supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui.

7) *Wirtschaftswoche*, 26 février 1993.

50 000 emplois en danger. Depuis février 1993, la production d'acier allemand et l'industrie charbonnière (unifiée depuis les années 60 dans une seule compagnie, La Ruhrkohle AG) sont en crise et plus de 100 000 pertes d'emplois sont prévues. Il s'agit des secteurs traditionnellement les plus combatsifs de la classe ouvrière, avec 90 % des meilleurs taux de syndicalisation. Dans toutes ces entreprises règne la cogestion typique du modèle ouest-allemand de "paix entre les classes" institutionnalisée. La crise dans ces secteurs signifie aussi la fin de ce modèle et la volonté de la direction d'en découdre avec le syndicat IG-Metall.

Ensuite, la marge financière dont dispose l'Allemagne pour briser les cycles économiques est nulle (au moins du point de vue des politiciens traditionnels). La coalition gouvernementale conservatrice composée de la Démocratie chrétienne (CDU) et les libéraux (FDP) formée en Allemagne de l'Ouest en 1982 se proposait de réduire la dette publique. En fait, cette dernière a doublé entre 1982 et 89 malgré le boom économique. D'après le projet de budget, elle devrait doubler de nouveau dans la période 1989-94, ce qui équivaldrait à une multiplication par quatre depuis 1982. La dette publique de l'Allemagne de l'Ouest cumulée entre 1949 et 1989 représente 1 000 milliards de Deutschemark mais d'ici la fin de 1994, elle aura doublé et atteint 2 000 milliards. Cela représente 10 % du PNB — un niveau comparable à la dette italienne actuelle. Par conséquent, 1993 verra la mise en œuvre de politiques "procycliques" exacerbant la dépression, avec de fortes augmentations d'impôts et des contributions sociales et la baisse des salaires réels.

### Politique à courte vue

La politique d'endettement à moyen terme du gouvernement de Bonn et ses mesures "procycliques" à courte vue, soit le produit d'une cécité du type "après nous le déluge", soit le fruit d'une consciencieuse accumulation de munitions qui seront utilisées dans un futur assez proche pour un assaut généralisé venu d'en-haut, dans le cadre de la lutte des classes.

Enfin, il faut tenir compte du contexte international et européen. Inutile de préciser que les espoirs d'un boom économique au niveau international vont être brisés. Aucune atténuation de la crise allemande ne peut venir de ce côté. En tout cas, les premières mesures économiques de l'administration Clinton aux Etats-Unis témoignent d'une orientation vers un pro-

tectionnisme accru, qui ne va évidemment pas favoriser les exportations allemandes — notamment d'acier et d'avions Airbus. Il en va de même pour les interminables négociations sur l'accord du GATT (Accord général sur les tarifs et les échanges).

### La guerre de la banane

La "guerre de la banane" qui a éclaté cette année — dont les taxes d'importation sur les bananes venant de la "zone de banane-dollar" n'est que le symptôme — est fort symbolique en Allemagne puisque le marché libre devait permettre sa distribution à l'Est : en fait, son prix a tout simplement doublé.

Dans la CE, la crise conjoncturelle s'est conjuguée avec une crise des échanges. Le système monétaire européen (SME) a été réduit à juste un peu plus que son noyau dur : l'alliance entre le mark allemand et le franc français. Il s'agit en fait d'une alliance politique avec la bourgeoisie française qui pourrait bien s'en mordre les doigts car c'est la Banque fédérale allemande — c'est-à-dire les capitaines des banques et de l'industrie allemandes — qui donnent le la.

A part le franc, qui a été défendu par les Allemands, toutes les autres devises européennes ont quitté le système de change qu'est le SME, ou ont été dévaluées. Hilmar Kopper, le dirigeant de la plus grosse banque privée allemande a déclaré « le volume d'argent échangé sur les marchés monétaires est estimé à 1 000 milliards de marks par jour. Cette somme dépasse le total des réserves en devises de toutes les banques d'émission du monde ». Il soulignait par là la relative impuissance des politiques financières des Etats face au flot d'argent qui transite au niveau international par des mains privées.

Il est pourtant intéressant de constater que le taux de change fixe entre le mark et le franc a été jusque là défendu avec succès. C'est essentiellement le fruit d'une décision politique : le bourgeoisie allemande ne veut pas (encore) entreprendre seule sa marche vers la domination des marchés mondial et européen, avec toutes les options politiques et militaires que cela sous-tend. Elle a besoin d'un allié proche, qu'elle a trouvé dans l'axe Bonn-Paris.

La bourgeoisie allemande est en train

d'adopter une nouvelle orientation politique. Cela impliquera à court terme une agressivité accrue sur le plan intérieur mais aussi extérieur. Cette nouvelle ligne est d'abord le produit de la réunification ; elle va être favorisée et accélérée par la crise économique.

Au plan extérieur, la bourgeoisie allemande met effectivement le projet de Communauté européenne en danger. Les décisions de Maastricht se sont révélées être autant de fausses promesses. Des journaux capitalistes de poids, comme le *Wirtschaftswoche* et le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, et une institution telle que la Bundesbank, cachent à peine leur abandon du projet de CE politiquement et économiquement unifiée, en faveur d'une "Europe à deux vitesses" dans laquelle l'Allemagne et la France donneraient le rythme.

### La tentation du "cavalier seul"

Cette vision de l'Europe n'est bien sûr pas seulement le résultat des desiderata allemands, il y a également d'autres facteurs qui pèsent comme la crise italienne, le non danois au référendum de juin 1992 sur Maastricht, le refus suisse de rentrer dans l'Espace économique européen (EEE), la menace de désintégration de la Belgique et le protectionnisme entre Etats européens — par exemple, vis-à-vis des automobiles exportées depuis les usines japonaises implantées en Grande-Bretagne.

Pour autant, aucun effort pour contrarier les forces centrifuges n'a pu être détecté en provenance de Bonn. De plus, l'expansion vers l'Est du capital allemand s'effectue en dehors du cadre de la CE et de ses institutions. Siemens et Volkswagen, entre autres, ont investi davantage dans les républiques tchèques et slovaque qu'en Allemagne de l'Est. La rupture de la fédération tchécoslovaque a été partiellement sponsorisée par des cercles influents de la bourgeoisie allemande (9).

La pénétration des entrepreneurs et des banques autrichiennes en Hongrie, en Slovaquie et dans la République tchèque ne peut pas être séparée de l'intérêt croissant des banques et entreprises allemandes en Autriche et de la mainmise des médias allemands sur les journaux autrichiens. Et, lorsqu'en 1992, l'ancien président de

8) 1992 a vraiment été une année record pour les faillites en Allemagne. Le nombre de faillites et de liquidations a augmenté de 16,4 % en Allemagne de l'Ouest tandis qu'il triplait en Allemagne de l'Est. Un aspect particulier est que la ruée sur les nouvelles entreprises entre 1990 et 1991 s'est transformée en ruée dans les faillites, fournissant une autre leçon de fonctionnement de l'économie de marché capitaliste.

9) La campagne électorale du président slovaque, Vladimir Meciar, a été financée par une fondation contrôlée par l'Union sociale chrétienne (CSU) bavaroise.

Le but déclaré était d'affaiblir la fédération tchécoslovaque jusqu'à ce que les droits allemands sur les régions d'où les Allemands ont été chassés après la Seconde guerre mondiale (les Sudètes) puissent être revendiqués avec succès. En fait, juste après la rupture de la fédération, Meciar a offert aux gouvernements allemand et bavarois une renégociation du traité sur la frontière germano-tchécoslovaque et leur a demandé en particulier de reformuler les droits des Allemands des "Sudètes" et des "Carpathes".

10) *Wirtschaftswoche*, 29 janvier 1993.

l'Office fédéral sur les monopoles, Kartte, a ouvert un bureau de "conseiller économique", il poursuivait des objectifs allemands, pas ceux de la CE.

Au plan intérieur, la bourgeoisie allemande a appelé à la fin de la "paix entre les classes". En février 1993, les chiffres officiels du chômage pour toute l'Allemagne s'élevaient à 3,7 millions de personnes, et d'ici peu ils devraient augmenter d'un million. Le nombre de chômeurs cachés par l'Etat est plus important en Allemagne qu'en France ou en Grande Bretagne à cause de programmes sociaux plus complets. Un million de chômeurs supplémentaires sont dissimulés dans toute une gamme de plans de création d'emplois, dans des stages de reconversion ou autres cours de formation approfondie. Le *Wirtschaftswoche* reconnaît que « plus de cinq millions de citoyens allemands » sont au chômage et cherchent activement un emploi.

Le triplement du nombre de ceux qui reçoivent des allocations sociales, et qui ont dépassé les trois millions en 1992, et le million de sans abris, donnent une mesure de l'augmentation de la pauvreté. Cet hiver on a dénombré déjà 29 cas de sans abris morts de froid contre douze lors de l'hiver 1991-92.

### Lutte des classes par le haut

Nous assistons aux premières escarmouches de la "lutte des classes par en haut". Fin février 1993, les employeurs industriels est-allemands dans le secteur des machine-outils ont conclu les négociations sur les salaires par un coup de force, qui prévoit que les hausses de salaire à l'Est s'élèveront aux deux-tiers de celles de l'Ouest. C'est un événement exceptionnel dans un Etat de droit — l'accord est valide et le syndicat IG-Metall a jusqu'à présent refusé de prendre part à de nouvelles négociations.

Pourtant, sa menace de grève à l'Est est rendue vaine par le chômage de masse et la profonde démoralisation, du moins tant que le syndicat ne sera pas prêt à s'engager dans une grève politique impliquant les travailleurs de l'Ouest aussi. Les actes des patrons témoignent de leur conscience de classe historique : la dernière fois qu'il ont brisé des accord salariaux en vigueur de cette façon, c'était en 1928. A cette époque, ils ont utilisé cette mesure pour lancer une attaque brutale sur le cœur du mouvement ouvrier organisé.

Le gouvernement fédéral et les sociaux-démocrates (SPD) soutiennent ces attaques contre les syndicats et les secteurs les plus faibles de la société. Un ensemble

de mesures ont été négociées entre le gouvernement et le SPD qui rejette le poids de la crise sur les épaules des couches socialement faibles. Parmi ces mesures, on trouve des coupes claires dans le budget du bureau fédéral du Travail et une augmentation brutale des chiffres officiels du chômage par une réduction des fonds disponibles pour les allocations chômage ; une augmentation des impôts et des cotisations sociales et de santé ; des réductions des allocations sociales et des aides aux étudiants venant de milieux défavorisés.

Pour les travailleurs qui ont un emploi, ces mesures, compte tenu d'une inflation à 4 % et des 3 % d'augmentation salariale comprise dans les dernières conventions collectives, signifient une baisse des revenus réels de 4 à 5 %. Une petite baisse des salaires réels a déjà eu lieu en 1992.

La crise actuelle en Allemagne recèle beaucoup d'ingrédients qui pourraient la transformer en dépression. Les cercles dirigeants bourgeois ne font rien pour empêcher la crise d'atteindre le niveau de 1930-32 ; et ils font tout pour approfondir la récession. Cette crise va être l'occasion d'essayer de changer le rapport de forces économique et c'est plus évident qu'en 1980-82. A cette époque, le nombre de chômeurs au début de la crise n'atteignait pas le million, aujourd'hui il est déjà deux fois plus élevé dans la seule Allemagne de l'Ouest. A l'époque, il n'y avait pas non plus l'élément additionnel que représente la résurgence du néo-nazisme et du racisme, tandis que l'Allemagne en détient aujourd'hui le record européen (11).

### Se battre les yeux ouverts

Il s'y ajoute l'effet démoralisateur de l'unification allemande et la division Est/Ouest de la société qui est aussi profonde que celle qui existe entre l'Italie du nord et du Sud. Au début des années 80, la possibilité de résistance syndicale était beaucoup plus forte qu'aujourd'hui ; les syndicats allemands avaient pris l'offensive politique — sur la réduction du temps



de travail notamment —, ce qu'ils sont loin de pouvoir faire aujourd'hui. Pour la première fois, les syndicats ont commencé à perdre des membres à une échelle significative.

Mais surtout, à l'époque, la bourgeoisie allemande n'était pas capable de développer des menées agressives à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. Comme le commente le président de Volkswagen, Daniel Goeudevert, un des représentants les plus lucides du patronat allemand, à la lumière de l'effondrement de l'ex-RDA et de la nouvelle crise : « les succès du capitalisme viennent de ce qu'il est le système économique le plus efficace, et non le plus juste ».

Tout ceci n'implique pas qu'il faille se résigner et qu'il n'y ait pas de possibilité de résistance en Allemagne. La grève du secteur public du printemps 1992 a eu lieu il y a moins d'un an et montre les possibilités. Une évaluation réaliste de la modification du rapport de forces économique est, néanmoins, une précondition à notre combat, qui bien entendu, continue. ★

Cologne, 4 mars 1993

11) En 1992, 30 personnes ont été tuées lors d'attaques racistes ou fascistes en Allemagne. L'Alliance antiraciste britannique signale 8 meurtres de ce type en Grande Bretagne. Et alors que les médias n'accordent plus autant d'attention aux attaques racistes que dans le passé, celles-ci n'ont pas diminué — malgré les mobilisations antiracistes impressionnantes.

# L'Inde sous la coupe du FMI

Le gouvernement formé le 23 juin 1991 par Narasimha Rao ne s'appuie que sur une majorité relative issue du parti du Congrès (1). Celui-ci n'a gagné que 223 des 511 sièges à pourvoir lors des élections générales du mois de mai 1991 qui furent marquées par l'assassinat du leader de ce parti : Rajiv Gandhi. Cette situation inédite — il n'y avait jamais eu de gouvernement minoritaire depuis l'indépendance — intervient à un moment critique de l'histoire du pays. Pourtant, l'équipe de Narasimha Rao a survécu à deux motions de censure depuis le printemps. Ce succès ne s'explique pas seulement par le soutien que lui apportent les petites formations régionalistes, mais aussi par le fait que la politique néolibérale qu'il applique n'est sérieusement contestée par aucun des partis présents à l'assemblée. Le principal d'entre eux, le Bharatiya Janata Party (BJP), parti d'extrême-droite se félicite de voir son programme économique mis en application.

Thierry MASSON

**P**aradoxalement, il appartient à un gouvernement issu du Congrès de démanteler l'œuvre patiemment mise en place sur le plan économique par les fondateurs de l'Inde moderne : Nehru et sa fille Indira. Les promoteurs de ce projet voulaient créer les conditions politiques et économiques qui permettraient au capital indien de résister aux pressions du capital international sur le marché indien. Le grand capital indien n'était pas parvenu à se doter de bases industrielles solides durant la fin de la période coloniale en dépit du boom économique dont il bénéficia pendant la guerre.

Très tôt, les industriels indiens ressen-



tirent la nécessité d'utiliser l'Etat pour pallier à leurs faiblesses en termes d'accumulation du capital et pour compenser leur peu de goût à risquer leurs fonds propres dans des aventures d'un taux de profit aléatoire. Selon le principe bien connu, mieux vaut socialiser les pertes et privatiser les profits !

## Socialiser les pertes

Dès 1944, Tata et Birla (les deux magnats de l'industrie en Inde), furent à l'origine d'une ébauche de plan pour le développement économique connu sous le nom de "Bombay Plan". L'idée centrale en était de développer l'infrastructure d'un important secteur public qui permettrait à la bourgeoisie indienne de s'ancrer fermement dans la réalité nationale. L'Inde, contrairement à de nombreux pays dominés, possédait une véritable bourgeoisie nationale qui ne souhaitait pas plus subir la domination des Etats-Unis que celle du Royaume-Uni.

Cette bourgeoisie nationale avait dès 1927 fait sien le combat pour l'indépendance nationale. G.D. Birla estime qu'il n'y avait aucune chance de voir le gouvernement britannique imposer des restrictions contre ses propres entrepreneurs pour venir en aide à leurs collègues indiens. Dès lors, affirmait-il, la seule solution résidait « dans le fait que chaque businessman

indien renforce les mains de ceux qui combattent pour la liberté du pays » (2).

La planification qui fut mise en œuvre ne s'inspirait pas du modèle soviétique malgré toutes les figures de rhétorique sur le socialisme et la justice sociale utilisées pour lui conférer une dimension progressiste. Un rapport d'une commission gouvernementale révélait en 1961 que 1,6 % des sociétés du pays possédaient 53 % de la totalité du capital privé, quand 86 % des sociétés par actions n'en possédaient que 14,6 %.

Les quatre grands, Birla, Tata, Dalmia Salm et Martin Burn, contrôlaient 25 % de toutes les actions et une grande partie de l'industrie, du commerce, de la banque et de la presse (3). De même, ils influèrent directement sur la politique de l'appareil d'Etat, disposant de leurs relais dans la bureaucratie et réussissant la plupart du temps à faire prévaloir leurs vues. Enfin, ils finançaient indifféremment le Parti du congrès ou ses opposants bourgeois d'alors. En matière de planification, la référence aux yeux de la bourgeoisie indienne, c'était le plan à la française.

1) Les origines du Parti du Congrès remontent au mouvement nationaliste indien. Après l'état d'urgence de 1975-77, il a perdu la majorité au congrès, sauf entre 1980 et 1989 où il est revenu au pouvoir sous Indira (80-84) et Rajiv Gandhi (84-89) et à partir de mars 91.

2) Tariq Ali, *The Nehrus and the Gandhis*, Picador, 1991.

3) Max Jean Zins, *Histoire politique de l'Inde indépendante*, PUP, 1992.

Sur le plan social, le pays sortait ravagé de deux siècles et demi d'oppression coloniale : 70 à 80 % de la population survivait en dessous du seuil de pauvreté. 84 % des 353 millions d'habitants que comptait alors le pays étaient analphabètes. L'agriculture qui faisait vivre 72 % de la population était dans un état d'arriération extrême et sous la coupe d'une classe parasitaire de type féodal : les zamindars.

Quant au peuple des villes, il vivait dans sa grande majorité aussi misérablement que celui des campagnes. Le développement d'une industrie d'Etat permit aux gouvernements successifs du parti du Congrès de faire croire qu'il s'engageait sur la voie du socialisme. Ce label socialiste, que s'était apposé le pouvoir, permit pendant deux décennies de mobiliser les masses rurales et une partie importante du prolétariat urbain. Si les masses ne goûtèrent jamais les fruits de leurs efforts, le patronat réuni dans la Fédération des chambres de commerce et d'industrie, ne s'effraya jamais de tous ces discours anticapitalistes. L'un d'eux déclarait : « *Si vous regardez l'époque de Nehru, il est clair que tandis que Nehru parlait abondamment de socialisme, rien de ce qu'il fit n'affecta réellement les intérêts des milieux d'affaires* ».

### **Agressivité extérieure**

Sur le plan régional, la politique de la bourgeoisie indienne a toujours été agressive. L'Inde entend affirmer sa prééminence sur ses voisins. Tous les moyens ont été utilisés : guerres périodiques avec le turbulent Pakistan et avec la Chine en 1962, blocus économique imposé au voisin népalais (de mars 1989 à juin 1990), intervention dans le nord du Sri-Lanka contre les indépendantistes tamouls d'août 1987 à début 1990, annexion du Sikim... Pour soutenir ses prétentions régionales et contrecarrer les ingérences nord-américaines et chinoises, l'Inde a signé un traité d'alliance avec l'URSS en août 1971.

Depuis la désintégration de son allié soviétique, sa bourgeoisie se tourne de plus en plus vers les USA. Ce n'est sûrement pas un hasard si les avions américains en provenance de Diego-Garcia ont été autorisés à se ravitailler à Bombay pendant la guerre du Golfe. D'ailleurs les relations entre les deux nations ont toujours été ambiguës : si la diplomatie indienne a toujours refusé de s'aligner inconditionnellement sur la politique yankee, il n'en reste pas moins que les américains sont les premiers investisseurs étrangers pour l'Union indienne.

Après avoir doté le pays d'une infrastructure industrielle conséquente, cette

politique a permis au pays de connaître des taux de croissance exceptionnels : 5 % par an de 1980 à 1985 et 5,5 % de 1986 à 1990. Mais avec le succès, le système s'est avéré incapable d'apporter une solution à l'épineux problème que constitue la réintégration dans le marché mondial. Car tous les indicateurs ont viré au rouge simultanément. Le déficit commercial, causé notamment par l'abandon progressif de la politique de substitution des importations, est passé de 67 milliards de roupies en 1984-85 à 140 milliards en 1988-89. La dette de l'Etat s'est aggravée dans des proportions encore plus considérables. La dette intérieure est passée de 356 milliards de roupies en 1982 à 1334 milliards en 1990.

### **Explosion de la dette**

La dette extérieure a connu une ascension foudroyante (pour un pays qui avait la réputation d'être l'enfant sage du tiers monde quant à la rigueur financière). De 20,6 milliards de dollars US en 1987, elle est arrivée à 65 milliards en 1990. Elle représente en ce moment un tiers des exportations et des revenus de l'étranger. L'inflation commençait à croître dangereusement : plus de 20 % en 1991.

En juillet 1991, la crise financière arrivait à son paroxysme : faute de soutien extérieur, notamment du FMI et de la Banque mondiale, le pays ne pouvait plus honorer ses dettes. Les causes d'une telle situation sont nombreuses. La faible productivité du secteur public industriel a obligé l'Etat à consacrer des capitaux de plus en plus importants pour produire des marchandises beaucoup plus chères et de moins bonne qualité que celles que l'on peut se procurer sur le marché mondial.

L'exemple de la sidérurgie est typique : pour produire à peu près autant d'acier que la Corée du sud, l'Inde emploie 8 ou 9 fois plus de travailleurs. L'omnipotence et la corruption de la bureaucratie exercent des ravages considérables dans la vie économique et il ne suffira pas d'une réforme "sur le papier" pour venir à bout des féodalités qui se sont enkystées dans l'appareil d'Etat. Le boom consumériste des classes moyennes a stimulé l'importation massive de produits à forte teneur d'électronique grand public et la contrebande est devenue un sport aussi populaire que le cricket. Le système fiscal inadapté et inopérant (le déficit budgétaire est passé de 6,1 % du PNB en 1981 à 8,2 % en 1989) a favorisé le développement considérable d'une économie souterraine dont on retrouve la trace partout (industrie du cinéma, bâtiment, politique). L'importation massive d'armements (en 1990, l'Inde était le deuxième acheteur

d'armes du tiers-monde après l'Irak) et une politique de plus en plus agressive face à ses voisins ont fortement gonflé le budget réel consacré aux forces armées. Le budget de la défense représente officiellement 3,5 % du PNB, beaucoup plus en réalité si on intègre toutes les forces paramilitaires.

Enfin, les tensions à l'intérieur même de la bourgeoisie sur la question du rythme à adopter pour alléger la tutelle de l'Etat sur l'économie, les fréquents changements de personnel politique à la suite de la chute de gouvernements éphémères ont contribué à aggraver une situation déjà passablement délétère. Nous n'aborderons qu'en passant le coût apparemment colossal qu'a pu coûter au pays l'instabilité politique de ces dernières années sous forme de dessous de table et autres "commissions", car les statistiques sur la question n'existent malheureusement pas à ce jour.

De même qu'il est impossible de construire le socialisme dans un seul pays, il est impossible de construire le capitalisme dans une forteresse assiégée. Les succès relatifs des années 80 ont mis en lumière le manque critique de capitaux indigènes pour soutenir la croissance. Le commerce extérieur indien ne représente pas 1 % du commerce mondial total et il est donc impossible de se procurer les capitaux indispensables autrement que par l'endettement sur le marché mondial.

### **L' "aide" occidentale**

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale avaient des conseils à prodiguer aux autorités indiennes pour "sortir" de la crise. Il s'agissait essentiellement de lever toutes les entraves dissuadant les capitaux des multinationales à investir en Inde. Rappelons qu'IBM et Coca Cola avaient renoncé à exercer en Inde plutôt que de devoir se soumettre à la législation en vigueur dans les années 70. La résistance du gouvernement indien a été faible et les moyens de pression habituels des grands organismes financiers internationaux ont fonctionné parfaitement. En janvier 1991, le gouvernement Shandra Shekar (alors en pleine campagne électorale) demanda 2,5 milliards d'assistance au FMI et 500 millions à la Banque mondiale ; le FMI lui accordera 150 millions tandis que les pays du consortium d'aide à l'Inde débloquent un milliard de dollars.

Ce n'est que fin septembre que le même consortium s'est engagé à accorder une aide de 6,7 milliards de dollars en 1991-92 et le FMI 1,8 milliard "afin de lui permettre de faire face à ses difficultés transitoires". Soit deux bons mois après

que le gouvernement de Narasimha Rao ait annoncé devant le parlement son programme économique, largement inspiré par les sbires du FMI à New Delhi. En effet, le 24 juillet 1991, le gouvernement de Narasimha Rao et sa nouvelle équipe (Manmohan Singh, ministre des finances, et M. Chidambaran, ministre du commerce qui dût démissionner le 9 juillet 1992, emporté par le scandale de la bourse de Bombay qui "défraie" la chronique en Inde et qui donne une idée de l'affairisme qui prévaut à la tête de l'Etat) ont présenté un programme ultra-libéral dont les grandes lignes visent à faciliter le redéploiement du capital indien tout en tentant de séduire le capital étranger :

- La limite imposée à la participation étrangère dans le capital des sociétés par actions passe de 40 % à 51 % des parts dans les joints-venture, avec des autorisations allant jusqu'à 100 %.

- Dévaluation de la roupie de 25 % et suppression des subventions. Par exemple, les engrais chimiques dont les prix n'avaient pas bougé depuis dix ans vont augmenter de 30 % à la suite de la suppression des subventions.

- Réduction du déficit budgétaire qui doit passer de 8,5 % à 6,5 % du PNB, comme l'exige le FMI. Projet de privatisation d'entreprises publiques ainsi que des banques nationalisées ; volonté de restreindre la sphère du secteur public à l'armement, les munitions, l'énergie atomique, les chemins de fer et diverses activités minières.

- Abandon des lois antimonopoles de 1969. Abandon du Licensing Raj (règne des permis d'investir).

### Le profit sans tabou

La présentation du budget le 29 février 1992 a plus que confirmé ces orientations. Il fallait 14,48 roupies pour acheter un dollar en 1989, il en fallait 26 en février 1992 et 33 en mars 93. Il est prévu de rendre à terme la roupie totalement convertible, de libéraliser le commerce de l'or, de diminuer le taux d'imposition sur le revenu pour les personnes physiques qui passera à 40 % et enfin de réduire les droits de douane à l'importation. « *Ce n'est plus un crime de faire de l'argent* », déclarait triomphant le PDG de Batliboi & Co à *India Today* en mars 1992.

Ce sera plus difficile d'être pauvre en Inde sous un gouvernement ressenti comme "pro riches" et inféodé au FMI. Sur 850 millions d'indiens, 420 millions vivent avec moins de 370 dollars par an.

Le 25 juillet 1991, le secrétaire d'Etat à la planification estimait que 40 % de la population vivait en dessous du seuil pauvreté, c'est-à-dire avec un revenu individuel ne permettant pas d'atteindre 2 400 calories par jour à la campagne et 2 100 en ville. Le pourcentage de personnes employées dans l'agriculture n'a pas changé depuis le début du siècle : 64 % des habitants du pays dépendent toujours de la terre pour vivre, en dépit de l'industrialisation de ces dernières années. 12,8 % seulement des Indiens vivent de l'industrie quand 22,7 % travaillent dans les services.

### Chômage endémique

Le chômage, difficile à évaluer, varie selon les sources, de 20 millions de chômeurs à 50 millions pour une population active de 300 millions d'indiens en 1989. La politique initiée par le FMI va atteindre durablement la population rurale des régions

grand nombre qu'aujourd'hui. Car le développement économique indien, s'il a globalement servi les intérêts de la bourgeoisie nationale, n'a pas comblé le déficit d'emplois industriels qui auraient pu alléger la misère pesant sur les campagnes.

Pourtant, une classe de paysans capitalistes s'est développée dans la vague de la "révolution verte" dans les années 60, cette "révolution" ayant permis au pays de devenir autosuffisant sur le plan de la production de céréales. Cette classe de fermiers capitalistes réalise de substantiels bénéfices qui ne sont pas soumis à l'imposition. Elle a fortement profité de l'endettement du pays et n'entend pas, bien sûr, supporter le fardeau du remboursement.

Mieux, ces "koulaks", (comme on les appelle en Inde), sont assez influents pour avoir obtenu en juin 1990 l'annulation totale des dettes contractées par les fermiers auprès des banques jusqu'à concurrence de 10 000 roupies. Cette mesure a coûté 140 milliards de roupies au gouvernement de V.P. Singh sans lui permettre pour autant de se créer un soutien de masse. Les petits paysans, les journaliers et les métayers n'ont pas accès aux banques et n'en ont donc pas profité. Quant aux travailleurs, ils s'inquiètent de plus en plus de la politique néolibérale du gouvernement. Dix à quinze millions de salariés du secteur public ont observé le 16 juin 1992 une grève nationale contre la mise en œuvre de cette politique. Les secteurs les plus combatifs ont été les banques (qui doivent être privatisées), les assurances, les postes, les transports aériens et ferroviaires, la sidérurgie (qui se voit soumise à un plan "acier" comparable aux plans français de 78-79), les charbonnages, ainsi que le textile et les plantations.

### Répression féroce

La répression a été sévère comme à l'accoutumée. La police a procédé à des milliers d'arrestations préventives. Des affrontements ont opposé grévistes et militants du BJP, le principal parti d'opposition qui, malgré ses gesticulations, soutient la politique mise en œuvre. Le syndicat lié au Congrès, l'Indian national trade union congress (INTUC), le plus puissant du pays, s'est opposé au mouvement.

Une première grève avait eu lieu en novembre. La politique de Manmohan



pauvres et arriérées du pays. « *40 % des villages indiens sont à plus de cinq miles de la route la plus proche. Pendant la saison des moussons, ils sont isolés pendant des mois. Les gens qui vivent là sont presque entièrement coupés du monde* » (4). Ces paysans vivent sous la coupe des usuriers, ne font que très difficilement la soudure, chôment plus qu'ils ne travaillent et supportent une pression fiscale énorme par le biais des impôts indirects. La récession qui s'amorce peut les affecter tragiquement, l'inflation et le sous-emploi risquant de les jeter sur les routes en plus

4) W.A. Lewis, *Développement économique et planification*, Petite bibliothèque Payot, 1979.

Singh devrait aboutir à la suppression d'un quart des emplois dans les deux ans, notamment dans les chemins de fer, les banques et la sidérurgie. La classe ouvrière indienne est extrêmement divisée. Chaque parti politique a créé son propre syndicat. On trouve le syndicat du Parti communiste indien (PCI), du Parti communiste marxiste (PCM), du Janata Dal, du BJP, des partis régionalistes comme le Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), le Telugu Desam, etc (5), plus une constellation d'autres organisations indépendantes. La bataille des révolutionnaires pour réaliser l'unité d'action et l'indépendance du prolétariat va prendre une importance capitale. La classe ouvrière indienne est absente de la scène politique centrale depuis la grande grève des chemins de fer en mai 1974 qui fut réprimée avec une violence inouïe. La bourgeoisie indienne n'a jamais toléré que le prolétariat tente de s'affranchir de sa pesante tutelle.

### Navigation à vue

La bourgeoisie indienne navigue à vue. Elle veut ignorer vers quelle impasse sa politique peut mener l'Etat indien. Pour l'heure, elle savoure l'euphorie que lui procure le sentiment d'en avoir fini une fois pour toutes avec le "socialisme" tant détesté.

Un article intitulé « *Marcher sur la corde raide* » qui fait le point sur les discussions du Club de Paris, nous apprend que le consortium d'aide à l'Inde a promis 7,2 milliards de dollars (6). Le FMI s'est engagé pour 1,6 milliard de dollars, le solde de ce qui fut accordé l'an passé. Du total de ces sommes, seulement 1,8 milliard de dollars seront payés cette année alors que le reste sera soumis aux résultats de négociations ultérieures. Le remboursement de la dette, le paiement des intérêts et le déficit de la balance des paiements obligent l'Inde à emprunter au moins 9,8 milliards de dollars cette année, et à peu près 12 milliards chaque année pour les quatre années à venir. Autant dire que le FMI maintient le pays sous perfusion !

La pression qu'exercent le FMI et le Club de Paris sur le gouvernement de New Delhi est énorme. En juin 1992, lorsque le gouvernement indien a contacté le FMI pour emprunter 4 milliards de dollars indispensables pour éviter l'arrêt des remboursements, l'agence s'est empressée de proposer de nouvelles conditions : limiter la croissance de la masse monétaire cette année à 10,5 % (elle avait augmenté de 19,5 % en 91-92), ramener l'inflation à 8 % cette année (au lieu des 13 % de 91-92), ramener le déficit fiscal à 5 % du PIB, toutes conditions qui furent acceptées

inconditionnellement. Enfin les investisseurs étrangers ne se bousculent pas au portillon. L'agence américaine Standard & Poor's a classé l'Inde dans la catégorie des pays « *qui portent un fardeau d'endettement étranger trop lourd, dans une position très vulnérable, dont le remboursement est obéré par un déficit fiscal énorme, une inflation galopante et un bas niveau de développement* ».

Les incertitudes sur le plan politique, qu'il s'agisse des conflits régionaux (Pénjab, Cachemire, Assam et les Etats de l'est de l'Union) ou qu'il s'agisse de la vulnérabilité du pouvoir central, considérablement fragilisé depuis les élections de novembre 1989, n'incitent pas les milieux financiers internationaux à prendre trop de risques. D'autant que la politique de libéralisation du gouvernement Rao leur paraît bien tardive et bien trop timorée quand tant d'autres pays dans la région offrent des conditions financières et politiques beaucoup plus attractives. Ils exigent que le gouvernement Rao, en élève appliqué des politiques d'ajustement structurel, passe à la vitesse supérieure. Pour l'heure, les capitaux des multinationales continuent à s'investir massivement dans les pays qui ont adopté les codes d'investissement les plus permissifs : Thaïlande, Chine dite populaire et démocratique, Malaisie, Singapour...

### Un "avatar" des dragons ?

La crise d'insertion de la bourgeoisie indienne dans le marché mondial ne fait que commencer. Incontestablement, elle dispose de solides atouts pour réussir sa transformation et tenter une reconversion comparable à celle qu'ont connue les Dragons de l'Asie du Sud. Toutefois, l'arriération des structures sociales est telle qu'il semble impossible que le pays puisse impulser des réformes structurelles permettant au capital étranger de prendre pied sans mettre en péril les grands équilibres qui fondent la domination de la bourgeoisie indienne. Il semble que le gouvernement soit conscient de ces dangers et qu'il tente tant que faire se peut d'adoucir l'impact des réformes mises en place depuis plus d'un an. Mais sa marge de manœuvre se réduit sous la pression conjuguée de la crise économique et des bailleurs de fonds internationaux. A ce jour, tout indique que la crise de l'économie indienne s'accélère et que le malade est loin de recouvrer. Le pouvoir tente de faire croire que les réformes produisent déjà un effet salutaire mais il faut voir dans ses rododromades une tentative de séduire les milieux financiers internationaux.

Les propositions budgétaires pour

l'année 1993-1994 annoncées le 27 février par le ministre des finances confirment que le gouvernement indien maintiendra le cap en dépit du climat délétère que connaît le pays sur le front politique.

Le ministre des finances a annoncé que la roupie indienne deviendrait convertible à compter du 1er mars 1993 de même que les barrières douanières seront abaissées dans le but de stimuler les exportations. Malheureusement, toutes les mesures structurelles qui ont été mises en place ces dernières années n'ont pas produit les miracles escomptés et le niveau des exportations de produits finis reste dramatiquement bas pour un pays qui recherche désespérément des devises étrangères pour équilibrer ses comptes. La volonté de poursuivre la politique de libéralisation dans un contexte marqué par la récession qui frappe les puissances impérialistes se traduira inévitablement par un renforcement de la récession qui sévit déjà en Inde.

Le gouvernement a beau jeu d'annoncer des mesures fiscales destinées à rassurer les classes moyennes. Outre le fait qu'elles sont profondément injustes dans un pays où la moitié de la population vit dans des conditions de misère extrême, elles ne feront qu'aggraver le déficit budgétaire. L'inflation est loin d'être contrôlée et l'émission de monnaie est toujours très au-dessus des engagements pris auprès du FMI (16 % au lieu des 10,4 % convenus). De même, la production de céréales décline car les agriculteurs sont à la recherche de cultures plus rémunératrices depuis que l'Etat ne soutient plus la production.

La baisse des investissements dans le secteur agricole conjuguée à la liberté d'importer risque de remettre en cause à terme l'auto-suffisance alimentaire si chèrement acquise dans les années 70. Quant à l'industrie, sa restructuration ne fait que commencer mais de nombreux emplois sont menacés, de nombreux secteurs n'étant plus compétitifs sur le marché mondial et le patronat exerçant de très fortes pressions pour que les règles de licenciement soient assouplies. Deux ans après la mise en place de la politique néolibérale, jamais les perspectives n'ont été aussi sombres pour la grande masse du peuple indien, sur le plan économique, social et politique. ★

17 mars 1993

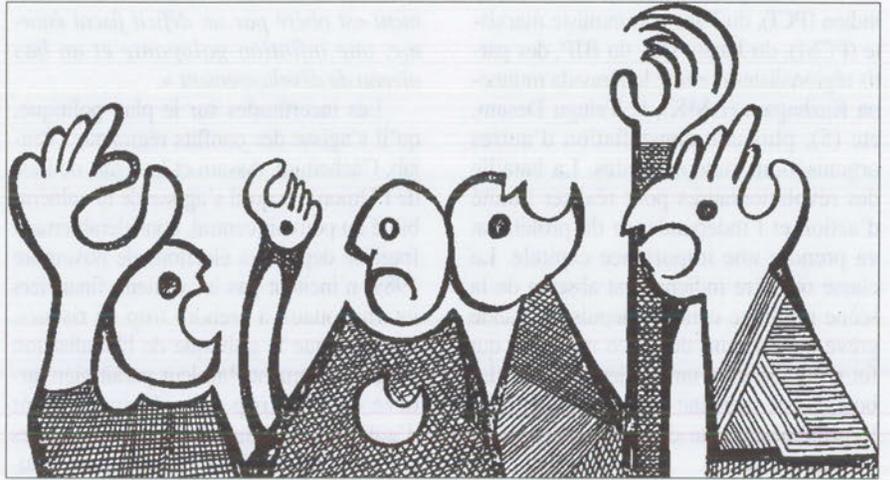
5) Le PCM (stalinien) gouverne le Bengale occidental, le PCI avait soutenu les réformes de Gorbatchev. Le DMK est une scission de All India Anna Dravida Munnetra (AIADM), parti régionaliste tamoul. Telugu Desam est le parti d'opposition régionaliste de l'Etat d'Andhra-Pradesh. Le Janata Dal est le principal parti d'opposition bourgeoise au parti du Congrès.

6) *India Today*, 31 juillet 1992.

# Pour une alternative économique

Ce document, dont nous présentons une version abrégée pour des raisons de place, a été élaboré par un groupe de camarades sandinistes et présenté à l'Assemblée sandiniste qui s'est tenue fin mars ; il constitue une contribution à la discussion que le Front Sandiniste de libération nationale (FSLN) mène sur ce sujet.

## DOCUMENT



**L**a transition entre le projet politique et socio-économique impulsé par la révolution et un autre projet de nature sociale opposée, a incontestablement commencé depuis la défaite électorale de février 1990.

Le gouvernement issu de ces élections met en œuvre une restructuration globale de la société dans un sens régressif. Cette transition a été conflictuelle, en dépit des efforts consentis pour stabiliser rapidement le nouveau régime.

Cette restructuration sociale, qui se traduit par l'adoption d'un modèle économique restrictif et exclusif, s'est donc heurtée à la résistance des forces motrices de la révolution, et à la saturation sociale provoquée par les résultats du modèle. La révolution a représenté un changement historique important. Elle a conféré un poids décisif aux travailleurs et aux petits et moyens producteurs dans la vie sociale, économique et politique. Ce nouveau modèle a heurté de plein fouet le cadre social qui s'était forgé dans la décennie révolutionnaire. En réduisant rapidement les espaces d'insertion de la grande majorité, il a dû affronter une résistance sociale de masse.

Il est fort douteux que ce modèle s'avère viable politiquement et socialement, ce qui s'explique si nous tenons compte du changement fondamental dans le rapport de force sociales du pays induit par la révolution. La réforme agraire de la période sandiniste, ainsi que celle qui a été impulsée d'en-bas par les milliers de démobilisés de la contra et de l'armée, équivalente à la précédente de par son

ampleur, ont mis sur pied des formes de propriété de la terre et une structure sociale démocratique, qui ont conféré un poids décisif absolu à la petite et moyenne production à la campagne. Tous les autres secteurs ont appris à s'organiser au niveau social et politique et à lutter pour leurs intérêts propres. La lutte des travailleurs a empêché les somozistes de récupérer les entreprises et a permis l'accession à la propriété d'un important secteur d'entreprises qui avaient été privatisées.

## Contre l'exclusion

Dans ce contexte, l'exclusion des secteurs majoritaires ne pourra qu'engendrer instabilité sociale et ingouvernabilité, et ne permettra pas d'asseoir les bases d'un effort productif de longue haleine.

Ce modèle peu viable est à l'origine d'une grave crise nationale, qui entraîne des processus de décomposition et de désintégration sociale.

Cette crise correspond à l'ampleur de la récession et de la déstructuration à laquelle ce modèle a soumis des secteurs étendus de l'appareil productif, particulièrement ceux où sont insérés les secteurs majoritaires de la société. Ce processus entraîne d'importants changements structurels, mais sa stratégie en matière de production s'avère négative. Au bout de trois ans, la production n'a toujours pas été redressée, les masses coupées du marché n'ont aucune possibilité d'insertion, et, plus largement, les financements étrangers tendent à se tarir.

Cette transition instable et conflictuelle n'obéit pas à un schéma préétabli. La

bourgeoisie a marqué des points dans cette restructuration, mais elle n'est pas parvenue à occuper tous les espaces. Les forces populaires, quoiqu'affaiblies, pèsent encore de façon décisive. Pourtant, jusqu'à maintenant elles n'ont pas pu coordonner leur luttes et leurs propositions, et encore moins s'ériger en pôle alternatif face à ce modèle. Il subsiste une interrogation sur l'issue de la transition car aucune force n'est capable de proposer un débouché. Différentes issues sont possibles :

Des alliances subordonnant totalement les secteurs populaires au projet de restructuration de la bourgeoisie, combinées à la cooptation et une répression sélective, éventualité qui perpétuerait l'instabilité sociale.

Mais on peut envisager aussi une recomposition d'intérêts et d'alliances qui offrent un débouché, dans une perspective d'insertion économique et politique des secteurs majoritaires.

Autant dire que le combat sandiniste n'est pas achevé. Il faut relever le défi de conduire la lutte de notre peuple dans de nouvelles conditions. La tâche fondamentale consiste à remettre sur pied la force sociale et les alliances offrant un débouché aux secteurs majoritaires. Il ne suffit pas de dénoncer le modèle gouvernemental. En partant de la nécessité stratégique de regrouper des forces sociales et politiques, il faut proposer une stratégie de production orientée différemment au plan économique ; celle-ci devra relancer la production, consolider et développer la production agricole, la petite et moyenne production à la campagne et à la ville, et les différentes formes de propriété en vigueur dans

les secteurs populaires. Il faut réhabiliter leur production et procéder à des réformes qui les rendent compétitifs sur les marchés locaux et étrangers.

Si la période actuelle est celle de la démocratie conventionnelle et du marché, on peut au moins étendre la démocratie et réguler le marché, de façon à empêcher l'exclusion massive et structurelle des secteurs populaires. On ne peut capituler face à ce cadre restrictif, marginalisateur et exclusif, ni le sacraliser. Le marché n'est qu'une forme d'organisation des relations sociales de production, de circulation et de distribution sociale entre les hommes et les classes. Il est régulé et fonctionne d'une façon spécifique, dépendante de sa configuration concrète et du cadre social, politique et institutionnel de chaque pays. Nous devons faire des propositions assez larges pour inclure le maximum de secteurs. Cela suppose de redéfinir la concertation, pour déterminer démocratiquement la stratégie de développement national, d'institutionnaliser la participation des secteurs économiques et sociaux à l'élaboration de la voie à suivre.

### Les objectifs de base

La récession qui frappe l'économie nicaraguayenne, et le flou qui entoure la propriété des moyens de production de base conduisent, en dépit de la relative stabilité sur le front des prix, à une érosion continue et croissante de la base matérielle de la société, à une décomposition permanente et une désagrégation de son tissu social. Face à la désintégration chaotique de l'économie et de la société, nous devons proposer une stratégie nationale, permettant de dépasser cette situation.

Nos propositions cherchent à changer le cours de la politique actuelle, à contenir la crise et offrir une base socio-économique plus large (démocratisation) au modèle de développement :

1) en freinant, par un processus sélectif de relance et de redressement, la décomposition de l'économie et en fournissant une base de soutien matériel minimale à la société.

2) en créant de façon graduelle et sélective les conditions qui éventuellement, une fois accompli le redressement, permettront d'emprunter une voie de développement équitable socialement et sain.

3) en insistant sur la création d'emplois en tant qu'élément clé permettant une insertion productive de la population dans la société, et lui ouvrant la possibilité, par l'accès aux services sociaux, de satisfaire ses besoins minimaux.

4) Tout cela suppose de consolider et de développer le potentiel productif de ces

secteurs, tel que celui des petits et moyens producteurs, pour le marché interne ou l'exportation, qui sont, de par leur poids objectif dans l'économie, le plus à même de permettre une reprise.

Redresser l'économie, créer des emplois et relancer graduellement la croissance, impliquent de cibler les potentiels de production essentiels pour la société, tant dans le cadre de la production destinée à l'exportation que de celle destinée au marché local. Cette démarche vaut aussi pour le potentiel agricole.

Le tissu productif sera exploré dans deux sens de façon à déterminer les produits spécifiques dont la production peut être augmentée en accord avec les critères mentionnés plus haut, et les acteurs économiques (petits et moyens producteurs, la surface possédée par les travailleurs, le capital local, le capital étranger, etc) qui ont les capacités et la volonté de développer leurs atouts. Cette façon d'aborder la stratégie productive permettra que les stimulants agissent sur les produits et les acteurs socio-économiques qui ont des possibilités de redressement évidentes.

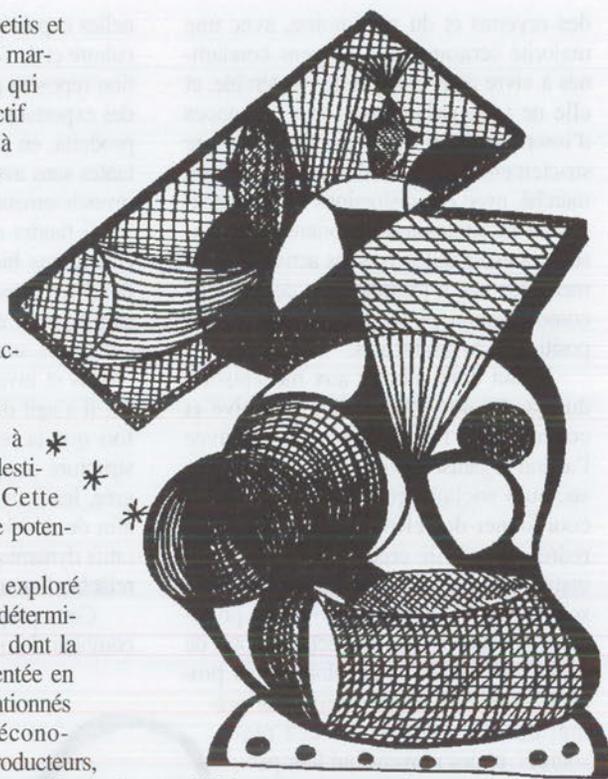
Dans la situation du Nicaragua, les petits et moyens producteurs — et leurs formes d'association — seront sûrement les principaux acteurs économiques. Une fois stabilisée la propriété de leurs moyens de production, ils seront les détenteurs des plus grandes capacités de production. C'est leur densité et leur poids objectif au sein de la matrice de production, et non une simple définition a priori, qui en fait les acteurs principaux de notre stratégie. Il ne s'agit pas pour autant d'exclure les autres acteurs économiques pouvant contribuer au redressement, et éventuellement à la croissance.

### La stratégie de production

La relance sélective de la production, visera à réaliser les accords de la première phase de la Concertation qui mentionnent qu'« un des objectifs centraux du Programme économique sera la relance de la production dans les secteurs prioritaires. Le gouvernement doit trouver les fonds nécessaires à la reprise » (1).

— Résolution définitive du problème de la propriété

Il faut avant tout régler définitivement la question de la propriété afin de stabiliser et développer le potentiel productif des



différents secteurs de propriété qui coexistent dans l'économie. Le redressement de la production suppose la stabilisation de la propriété, comme précondition à la sécurité nécessaire à l'appropriation des moyens de production indispensables pour mener plus avant le processus économique. L'absence de consolidation des formes de propriété empêche les relations commerciales et financières et crée une incertitude génératrice d'obstacles.

— Respect de toutes les formes de propriété

En termes de stratégie, nous souscrivons entièrement au principe sensé de la première phase de la Concertation : « On concèdera aux formes de propriété en vigueur au Nicaragua, en conformité avec la Constitution politique, les garanties nécessaires pour atteindre leur participation totale et entière à l'effort commun de croissance de la production, de reconstruction du pays, et de développement national et le progrès social ». Toutes les formes de propriété (privée, associative, mixte, publique) seront respectées.

— Rôle actif, sélectif et concerté de l'intervention publique

L'intervention de l'Etat aura pour cadre une économie où les mécanismes de marché sont fondamentaux. Mais cette économie est largement détériorée, avec ses tendances renforcées à la concentration

1) Les accords de concertation ont été signés en octobre 1991, le gouvernement avait pu imposer des privatisations qui remettaient en cause des acquis importants de la révolution, notamment la nationalisation du système financier et du crédit et le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

des revenus et du patrimoine, avec une majorité écrasante des citoyens condamnés à vivre dans une misère intolérable, et elle ne propose que très peu d'espaces d'insertion sociale et productive, et encore strictement dans le cadre traditionnel du marché, avec des distorsions et des mécanismes institutionnels qui orientent les ressources essentielles vers les activités commerciales liées à l'importation de biens de consommation, plutôt que vers une recomposition de la production.

Il faut donc ajouter aux mécanismes du marché une intervention sélective et concertée de l'Etat, concomitante avec l'action organisée et l'initiative propre des secteurs sociaux et productifs, afin de coordonner des efforts de relance et de redressement, de créer des mécanismes institutionnels orientant les maigres ressources en fonction des priorités, protégeant provisoirement les secteurs dotés de fortes possibilités de développement productif effectifs à moyen terme, leur permettant de disposer de ces ressources, et des moyens qui leur permettront de consolider et de développer leurs potentialités d'accumulation.

### **Programme concerté pour le redressement de la production**

L'appréciation des possibilités de relance part de l'estimation concrète des produits et des acteurs économiques.

Il faudra concentrer les efforts de relance sur des activités qui remplissent partiellement ou totalement les critères suivants : avoir la possibilité immédiate de redresser le niveau de production, peser de façon décisive dans la satisfaction de la demande locale ou étrangère, être à même de créer de l'épargne et des devises, de la valeur supplémentaire (emplois et recettes), ou directement, ou par leur effet d'entraînement sur d'autres secteurs (pressions de demande intersectorielles).

— Il faudra viser en premier lieu, la croissance de la production destinée à l'exportation, élément clé pour colmater une des brèches principales portant atteinte aux possibilités de répondre aux conditions minimales de reproduction sociale : l'important décalage entre les niveaux d'exportation actuels et les besoins de l'importation. Cela exigera d'établir de façon concertée avec les producteurs et les travailleurs de tous les secteurs de propriété, des programmes de production dans les secteurs qui travaillent pour l'exportation avec des capacités d'expansion immédiate et significative, particulièrement ceux qui remplissent les critères énoncés.

Malgré la crise des cultures tradition-

nelles exportées, le redressement de l'agriculture et de l'élevage destinés à l'exportation reposera essentiellement au début sur des exportations traditionnelles, et d'autres produits, en profitant des occasions existantes sans avoir besoin de faire de grands investissements.

Il faudra accorder une attention particulière aux biens et services qui leur sont périphériques et complémentaires. Cela implique d'élaborer des programmes concertés sur les surfaces, rendements, crédits et investissements dans ce domaine. Il s'agit d'avancer graduellement, une fois que la relance est acquise, vers une structure productive polyvalente et intégrée, les deux se soutenant mutuellement, afin de développer des avantages comparatifs dynamiques et nos exportations, sans relâcher l'attention portée au marché local.

Cette proposition de relance sélective combine de manière équilibrée les poten-



tialités de croissance relevées sur le front des biens exportables, et celles qui sont liées au marché local. Le redressement sélectif de la production pour le marché local, permettra, en termes d'équilibre offre-demande, de répondre à la demande qui surgira de l'expansion initiale des emplois et des revenus, résultant à leur tour du redressement de la production exportable, comme celle dérivée d'autres éléments de la demande finale, de même que le programme d'investissements, et la relance des chaînes productives intersectorielles. Cela suppose d'établir de façon concertée avec les producteurs et les travailleurs de tous les secteurs de propriété, des programmes de production, également à moyen terme, dans les secteurs destinés au marché local dotés d'une capacité d'expansion immédiate et correspondant

aux critères définis.

Cette stratégie (et pas seulement la politique agricole) vise l'auto-suffisance et la sécurité alimentaires. Elle aura une traduction au niveau des critères du redressement de la production liée au marché local. Le modèle pour lequel nous luttons ouvrira des espaces réels au développement de la production alimentaire dans le secteur extensif agricole. Il faut tabler sur la viabilité économique de la production agricole d'aliments et donc, impulser des programmes de production concertés qui visent :

— l'auto-suffisance alimentaire pour le pays, laquelle ne signifierait pas seulement la possibilité de substituer efficacement des importations d'aliments et éventuellement de créer des excédents exportables, mais aussi, comme partie prenante d'une conception qui priorise la consommation de base, créerait les conditions d'offre pour soutenir et éventuellement élever les niveaux d'alimentation populaire.

— l'augmentation des revenus de la paysannerie par le biais de son insertion dans la production, comme condition indispensable pour avancer vers une forme de distribution plus équitable du revenu et la démocratisation intégrale de l'économie.

— la création d'emplois productifs à la campagne, pour freiner l'exode rural.

En partant du redressement sélectif de la production pour le marché local, on mettra en œuvre une politique réduisant l'importation de biens de consommation et visant à la substitution de certains d'entre eux par la production locale. Compte tenu de la réduction sensible des importations de biens superflus, il faudra introduire deux éléments importants : les devises ainsi libérées pourraient permettre une augmentation des subsides destinées à promouvoir la relance de la production priorisée, l'infrastructure qui lui est liée et les services sociaux de base. Non seulement on libère des devises, mais on réoriente la demande vers l'intérieur, en démultipliant les possibilités d'atteindre un niveau plus élevé de redressement économique.

### **Le rôle des investissements publics**

Il est acquis que la demande induite par le redressement de la production destinée à l'exportation, sera insuffisante pour réactiver la production destinée au marché interne. Il est donc indispensable de compléter cet effort par un programme d'investissements publics. Ceux-ci peuvent entraîner une expansion significative de l'emploi et du marché local. Ce pro-

gramme devra s'orienter, en priorité, vers le renforcement de l'infrastructure liée aux potentialités de croissance identifiées. Ce programme compte sur un financement extérieur adéquat. Sa principale difficulté provient des carences du système d'assurance des fonds locaux pour financer les coûts locaux des programmes.

Ceci exige d'abandonner au moins en partie la règle qui veut que, en plus de la composante importée, la composante des coûts locaux du programme d'investissements soit financée à 100 % par des ressources extérieures, ou sur la base d'une réduction du budget. Si on veut obtenir que le programme d'investissements devienne l'axe d'une modeste croissance du marché interne, passant par la relance de la demande et l'activité économique, cela serait contre-productif.

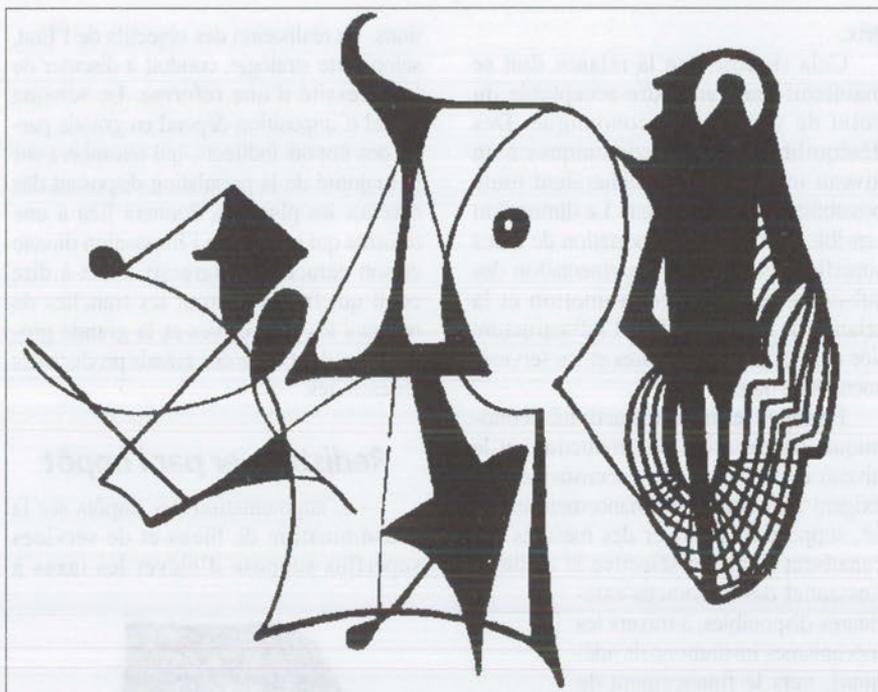
La possibilité d'une relance (sélective) de la production pour le marché local, implique de protéger ce dernier. Etant donnée la fragilité et la détérioration de la structure productive nicaraguayenne, due à dix ans de guerre et de blocus, et son caractère obsolète, l'ouverture aux importations se fera en douceur. Il faut donner des délais, les producteurs nationaux doivent pouvoir compter sur les ressources et un soutien pour rivaliser. Il ne s'agit pas de revenir pour autant à un protectionnisme frileux. Le niveau de production doit évoluer pour stimuler graduellement l'efficacité. Cette protection doit se doubler d'un processus d'apprentissage et d'assimilation technologique qui encourage le producteur national à augmenter sa compétitivité.

En particulier, on devra développer un programme de réhabilitation de la petite industrie, qui peut, moyennant des investissements comparativement moindres, créer plus d'emplois et de produits.

Pendant la période de redressement, cette protection garantira que l'augmentation de la demande globale se traduise par une relance réelle de la production domestique, en évitant que l'effet démultiplicateur de cette croissance ne filtre à l'étranger, par une augmentation des importations.

### **Le secteur industriel**

A court terme, la dynamique industrielle proviendra de la relance de la production destinée à l'exportation, le programme d'investissements publics et les possibilités de substitution d'importations de produits industriels simples. Il faut s'attendre à une augmentation des créations d'emplois et des revenus et à la relance des chaînes inter-sectorielles et inter-industrielles.



A court et moyen terme, les perspectives de développement industriel tablent sur une stratégie visant surtout à industrialiser le secteur de l'agriculture et des ressources naturelles, et à constituer des chaînes de production intégrées, à caractère polyvalent. D'autres éléments indispensables concourent à consolider et développer le potentiel de la petite et moyenne production :

Le maintien de la banque d'Etat en tant que banque de développement, principalement orientée vers la petite et moyenne production, puisque le secteur bancaire privé, de par ses critères de fonctionnement, ne peut prétendre jouer ce rôle.

Le maintien d'Enabas comme instrument effectif d'approvisionnement et de stockage, de stabilisation des prix des céréales de base. Il n'y aura pas d'alternative pour des milliers de paysans si Enabas ne reçoit pas les crédits nécessaires pour stocker une partie de la moisson au moment de la récolte, en pratiquant des prix accessibles aux paysans. En d'autres termes, il s'agit d'élaborer et de faire fonctionner les mécanismes institutionnels à même d'orienter les devises et le crédit, les ressources rares et essentielles, vers les secteurs priorités.

Il sera essentiel de soutenir les actions menées par les producteurs, qu'ils travaillent pour l'exportation ou le marché local, pour obtenir des financements et des facilités de commercialisation.

Il faudra déployer des efforts rendant l'investissement dans les ressources humaines (éducation et santé) compatible avec les besoins stratégiques. La recherche et la coopération scientifique et technique devront résoudre les problèmes concrets

liés à l'augmentation de la productivité des chaînes agro-industrielles. La politique sociale aura pour objectif d'assurer l'accès aux services sociaux de base, notamment la santé, l'éducation, et de combattre la pauvreté par l'insertion dans la production.

Il faut élaborer des stratégies suffisamment institutionnalisées pour permettre la participation populaire la plus large à la détermination, l'orientation et la gestion de la politique sociale, accorder de l'importance à la prévention sanitaire, sans que cela entraîne un abandon de la couverture des services de soins et continuer l'alphabétisation et l'éducation des adultes, en liant cette dernière aux besoins de la formation requise dans la stratégie de production.

Un autre axe résidera dans la promotion des investissements étrangers, complémentaires de cette stratégie. L'investissement étranger doit permettre l'association entre producteurs de différents niveaux, pour compléter les besoins en capitaux, de même que dans la sphère technologique et les liens avec l'extérieur.

### **Axes macro-économiques internes et coopération**

Le succès de la relance sera assuré si l'on crée un cadre macro-économique interne consistant. Pour cela, la politique tiendra compte des critères suivants :

— maintenir les déséquilibres macro-économiques dans des proportions compatibles avec le début de la relance, en restreignant les apports étrangers et les devises (qui garantiront pourtant au minimum les importations indispensables), et en maintenant une certaine stabilité des

prix.

Cela signifie que la relance doit se maintenir dans un cadre acceptable du point de vue macro-économique. Des déséquilibres macro-économiques à un niveau intolérable empêcheraient toute possibilité de redressement. La diminution sensible du coût de l'importation de biens superflus permettra une augmentation des subsides destinés à la promotion et la relance de la production, l'infrastructure liée aux secteurs prioritaires et les services sociaux de base.

Protéger le niveau d'activité économique, les capacités de production, et le niveau de vie, dans des circonstances qui exigent d'optimiser le financement externe, suppose d'appliquer des mesures qui canalisent de façon sélective le crédit et l'essentiel des ressources extérieures disponibles, à travers les mécanismes institutionnels adéquats, vers le financement du redressement et la réhabilitation sélective de l'appareil productif et des secteurs sociaux.

Etant donné la pénurie de devises, il faut instituer un contrôle du change qui évite des fuites brutales et injustifiées de devises, et garantisse le paiement des exportations et l'attribution sélective des ressources extérieures au redressement de la production et aux services sociaux.

### **Austérité fiscale stricte**

L'Etat doit participer à cette politique en pratiquant une stricte austérité fiscale, en supprimant les frais en biens importés ou en biens exportables, qui ne sont pas essentiels à l'amélioration des services sociaux de base, principalement la santé et l'éducation. Dans ce sens, il s'agira de réduire les coûts de façon sélective, surtout ceux qui passent par une distribution de devises, sans pour autant affecter les emplois et d'activité interne. Il s'agit d'une "austérité alternative" aux concepts néo-libéraux visant à réduire tous les coûts sans exception.

On établira une plus grande progressivité dans l'imposition, en taxant surtout les dépenses non productives et en soutenant le réinvestissement. La stratégie alternative propose pour atteindre ces objectifs :

— de réduire l'évasion fiscale, en appliquant complètement les sanctions légales pertinentes et en obligeant les contribuables à s'acquitter de leurs obliga-

tions. La réalisation des objectifs de l'Etat, selon cette stratégie, conduit à discuter de la nécessité d'une réforme. Le schéma actuel d'imposition dépend en grande partie des impôts indirects, qui retombent sur la majorité de la population disposant des revenus les plus bas, donnera lieu à une réforme qui renforcera l'imposition directe et son caractère progressif, c'est-à-dire celui qui frappe surtout les tranches de revenus les plus élevés et la grande propriété, surtout celle des grands producteurs absents.

### **Redistribuer par l'impôt**

— L'augmentation des impôts sur la consommation de biens et de services superflus suppose d'élever les taxes à

de la dette et de financer la relance de la production. Pour que les possibilités d'élargir l'investissement public avec des fonds étrangers soient réelles, il faudra s'assurer d'une contrepartie en fonds internes.

— Etant donnée la nature de la stratégie, il est indispensable de rendre compatible la politique de coopération avec ses objectifs et moyens. Cela signifie qu'il faut réorienter la coopération extérieure :

En premier lieu, il faut convaincre la communauté des bailleurs de la nécessité de pratiquer au Nicaragua une politique économique active et sélective, visant la relance. On n'évitera pas une restructuration économique, mais il faut comprendre que c'est seulement à travers une reconversion et une transformation productive graduelle et sélective, que l'on pourra atteindre à longue échéance, une fois obtenue un certain niveau de redressement économique, une stabilisation sociale effective.

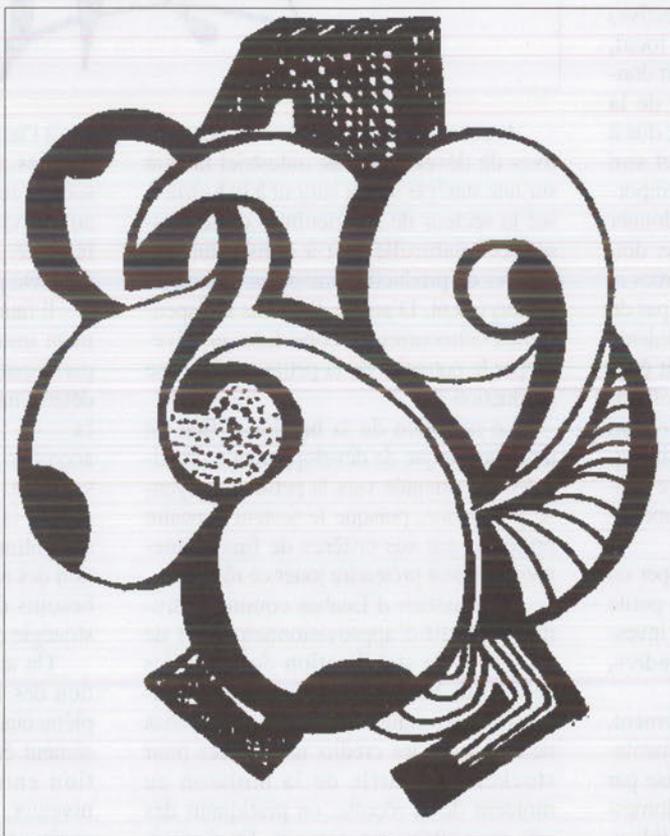
### **Payer la dette ?**

En second lieu, il est important de compter sur des ressources et de s'acquitter du remboursement de la dette extérieure, de façon à ce que le pays puisse compter sur les ressources extérieures pour avancer dans la stratégie proposée. Il est évident que c'est seulement de façon graduelle, même soutenue, qu'on pourra élever le niveau d'exportation pour colmater la brèche.

Pendant ce temps, l'apport de ressources extérieures, la réduction sensible de la dette et son service réduit au minimum, évitent l'effondrement non seulement de la stratégie proposée, mais aussi de l'économie dans son ensemble.

En troisième lieu, on doit réorienter la coopération étrangère vers les priorités qui signifient de déployer les potentiels de production. Finalement, tout en respectant les sources de financement de l'effort de longue haleine en vue d'une croissance équitable, on doit insister sur le fait que les crédits extérieurs doivent être un complément et non un substitut à l'épargne interne. ★

**Managua, mars 1993.**



l'importation et de fixer des surtaxes à la consommation.

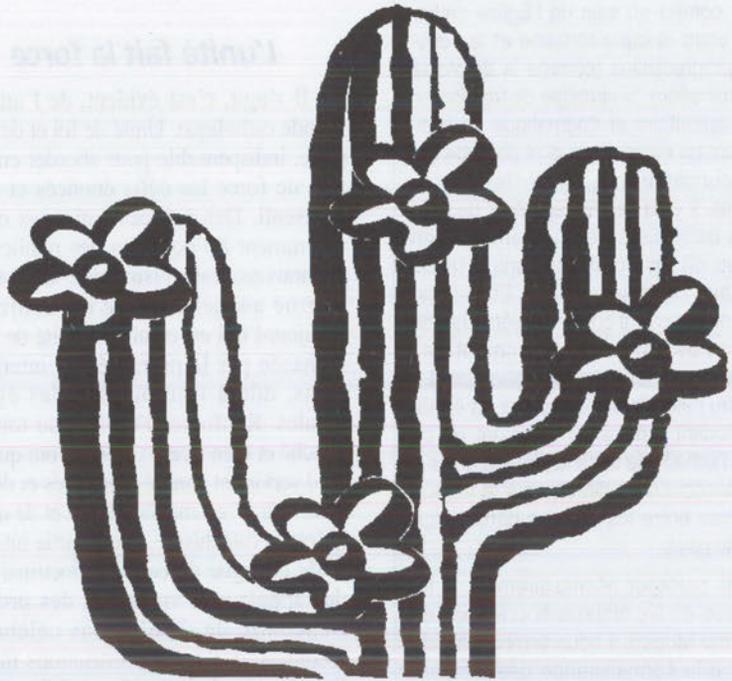
— Les services publics devront distinguer les besoins de base des niveaux de consommation qui dépassent ce niveau, de manière à augmenter progressivement les demandes non essentielles. Les politiques sélectives, en ce qui concerne les services sociaux, devront néanmoins assurer l'accès gratuit pour les secteurs de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, tel qu'il est défini par les critères des organismes internationaux compétents.

— Mettre en place une politique qui garantisse à la fois la récupération des ressources internes, de s'acquitter du service

# Au nom de la doctrine

Je ne m'attarderai pas ici sur la présentation et l'analyse détaillées du contenu du nouveau catéchisme de l'Eglise catholique, je tenterai de montrer à quel type de "cohérence" ou de logique ecclésiastique obéit ce dernier, pour émettre ensuite mon propre jugement. Je me limiterai donc à quelques grossiers coups de crayon, trop sommaires peut-être. Je le fais de l'intérieur, en tant que chrétien et catholique, mais je suis conscient que beaucoup de mes lecteurs y sont "extérieurs", et suis soucieux d'une présentation intelligible.

Guillermo MUGICA



Il faut replacer le nouveau catéchisme dans ce que, d'un point de vue ecclésiastique depuis Jean-Paul II, nous pouvons appeler un "projet global du vatican". Celui-ci implique une réaction, un diagnostic de situation, un projet et une stratégie. Face à la lente érosion du christianisme, il s'agit pour l'Eglise de récupérer l'espace perdu, d'occuper à nouveau une place centrale dans et au-dessus de la société et de façonner cette dernière.

La crise actuelle est culturelle et civilisationnelle. C'est un problème, mais aussi un défi et une chance pour l'Eglise. Cette dernière a été autrefois la clé de voûte de l'édification de l'occident chrétien ; aujourd'hui, elle doit jouer un rôle historique similaire, mais, à la différence du passé, elle est en mesure d'intégrer le meilleur du legs oriental, symbolisé par la composante culturelle slave du Pape.

L'Eglise doit s'engager à construire une culture et une civilisation chrétienne, d'amour et de paix. Non seulement elle doit conformer la société, mais le monde doit devenir Eglise, car il a besoin de l'Eglise, s'il veut véritablement chasser la crise actuelle. Nous avons affaire à une volonté de construire une "nouvelle" chrétienté ou une "chrétienté" profane. Il y a une reconnaissance formelle de l'autonomie du temporel, et une prétention à faire

du chrétien et de l'Eglise les sources principales, explicites et reconnues, de la société. A cette fin, on défend, à l'extérieur, la "nouvelle évangélisation", dont l'un des trois axes est le "nouveau dialogue avec la culture". La "présence" collective, institutionnelle et confessionnelle des chrétiens y joue un rôle très important, surtout dans la texture intermédiaire de la société civile. A l'intérieur, on renforce les institutions ecclésiastiques, les mécanismes d'autorité, de pouvoir et de contrôle, et les appels à l'unité.

## A la reconquête de la société

Cette démarche respectant le champ idéologique où se meut l'Eglise, le contrôle doctrinal, c'est-à-dire le retour à une doctrine sûre, renforce la cohésion de l'Eglise face à la société. Malgré les références réitérées au Concile Vatican II, nous assistons en réalité à un tournant, qui débouche sur un "restaurationnisme" pré-vatican.

A bien des égards, les institutions et orientations issues de cet événement qu'a constitué Vatican II, sont battues en brèche. L'Eglise se recroqueville, aborde la société en fonction de ses intérêts, donc, d'en haut. En prétendant être au service de la société, elle se sert elle-même. Elle prend plus d'importance que Jésus, l'insti-

tution plus que l'évangile, l'obéissance à la hiérarchie plus que la fidélité à l'artisan de Nazareth.

« Sans moi tu ne peux rien faire ». Il semble que l'Eglise fasse sienne cette expression de Jésus. Le problème dont souffrirait aujourd'hui l'humanité — et qui délimite et profile, en conséquence, le défi majeur que doit affronter aujourd'hui l'Eglise tiendrait dans la question de la "vérité". Il y aurait une désorientation, une perte du sens. Nous serions immergés dans une grave crise morale. Les droits humains fondamentaux, inspirés du christianisme, et qui sont à la base de la culture démocratique, une fois détachés de leur source chrétienne originelle, sont menacés et pervertis. C'est à ce spectacle que nous serions confrontés.

Cette vérité dont la crise entraîne la souffrance de l'humanité est en fin de compte la vérité ultime, la vérité divine. Or la société Lui tourne le dos. Et c'est là que réside la source de ses problèmes. L'Eglise se pose donc en détentrice de la "vérité" qu'elle se doit de mettre en valeur et offrir. Même si les problèmes sont nombreux, cette vision ne laisse pas d'être obscure. De surcroît, nous sommes beaucoup à penser que probablement, nous ne savons que faire de Dieu, parce que préalablement, nous avons tourné le dos aux êtres humains et que la question du sens ultime

**G**uillermo Mugica est un militant chrétien de l'organisation révolutionnaire basque Zutik, qui entretient des rapports fraternels avec la Quatrième Internationale. Pourquoi publier ce papier dans une revue résolument marxiste et laïque comme la notre ?

Les conflits au sein de l'Eglise catholique, entre la curie romaine et les courants progressistes (comme la théologie de la libération), la stratégie de "reprise en main" autoritaire et dogmatique du Vatican sont un enjeu éthique et politique qui nous concerne tous, croyants ou non-croyants. Il y va de l'engagement de centaines de milliers de chrétiens qui, en Europe ou en Amérique Latine (mais aussi aux Philippines et aux Etats-Unis) ont choisi, souvent contre la hiérarchie de l'Eglise, de participer au combat des pauvres pour leur propre libération. Le nouveau catéchisme romain est un épisode important dans cet affrontement, qui se joue à l'échelle de toute la planète et qui a des conséquences directes sur le rapport de forces entre les classes dans beaucoup de pays.

Sans partager nécessairement la foi religieuse ou les arguments politiques de Guillermo Mugica, il nous semble utile de porter à la connaissance des lecteurs d'*Inprecor* le point de vue d'un chrétien progressiste de l'Etat espagnol qui s'oppose à la stratégie de reconquête néo-conservatrice du Vatican. Nous le faisons aussi parce que nous avons la conviction que la place légitime des chrétiens qui ont pris au sérieux "l'option prioritaire pour les pauvres" est dans les rangs de la gauche socialiste et révolutionnaire. ■

Michael Lowy

— mystique des pénultièmes — n'a pas été résolue à cause de l'égoïsme devenu vecteur de l'affirmation et du développement humains, qu'une société qui continue de fabriquer des millions de victimes ne peut croire en un Dieu, qui s'est fait pauvre et a été crucifié par solidarité, et enfin, que le problème et le défi du monde actuel sont ceux de la justice et de la solidarité. Forts de cette approche, nous sommes en phase avec une infinité de gens, croyants ou non, qui se sont engagés gratuitement et généreusement à appliquer une éthique nouvelle et entendent bien vivre solidairement de tous les exclus.

De plus, cette "crise de la vérité" va contre la réalité, et on ne peut affirmer de façon chrétienne, que, en dehors de la reconnaissance explicite de Dieu, les réalités humaines sont perverties et dénaturées. Quand bien même Dieu serait l'horizon ultime et l'Eglise dépositaire de ce don de

sens, la question est de savoir si Dieu est celui qui effectivement s'offre, si l'Eglise peut faire de la vérité une sorte de chasse gardée ou une résidence de luxe - même ouverte et gratuite — et si les approximations et miettes qu'elle distribue sont réellement libératrices.

### **L'unité fait la force**

Il s'agit, c'est évident, de l'unité du monde catholique. Unité de foi et de discipline, indispensable pour aborder en position de force les défis énoncés et le but pressenti. Des sources vaticanes ont dit récemment à l'occasion des publications du nouveau catéchisme que le problème interne auquel l'Eglise est confrontée d'aujourd'hui est celui de l'unité de la foi, menacée par la pluralité des interprétations, dûe à l'autonomie des églises locales. Renforcer l'unité, que tout soit attaché et bien ficelé : c'est ce but que prétend servir cet abrégé d'énoncés et de doctrine "sûre" en matière de foi et de morale qu'est le catéchisme. Il est partie intégrante de la vague de contrôle doctrinal, avec des appels à la vigilance, des procès à l'encontre de théologiens célèbres et reconnus, des graves restrictions mises à l'expression de l'"opinion publique" dans l'Eglise et l'essor des édits hiérarchiques sous prétexte de combattre un magistère supposément parallèle des instances "inférieures".

Comme je l'ai déjà signalé, le champ idéologique est le terrain privilégié où l'Eglise situe et développe sa mission. L'idéologie est donc fondamentale dans son système et sa structuration interne en termes de "pouvoirs". On assiste progressivement à une absorption et une monopolisation croissantes, entre les mains de la hiérarchie, des fonctions, services (les "ministères") auxquels peut prétendre tout chrétien. A l'instar de ce qui se passe dans la société, l'orientation et la prise de décision sont, comme dans la société, de plus en plus concentrées.

Or, si la foi doit se faire vie et englober la vie concrète, si elle ne peut être conçue en marge de cette dernière, et si l'on a affaire à des contextes si différenciés, comment éviter cette constellation de compréhensions et d'interprétations, sans nier la vie même, sans changer la foi en abstraction déconnectée et inopérante, ou sans imposer "impérialement" des modèles particuliers issus de mondes différents ?

Même s'il est affirmé que les églises locales doivent adapter le catéchisme à leurs situations respectives, l'emprise de la culture occidentale nord-atlantique reste indéniable. Elle modèle le catéchisme,

sans qu'y soient repris, d'ailleurs, la plupart des apports théologiques les plus significatifs élaborés dans la sphère du Nord. Et bien sûr, l'esprit et la lettre des intuitions les plus géniales en provenance d'autres horizons, comme la théologie de la libération, n'y figurent pas.

Tandis que les Eglises du Sud, dans un effort nécessaire et louable d'adaptation au contexte, s'intègrent avec leurs accents propres à la symphonie catholique — en se libérant, elles libèrent l'évangile, et enrichissent la foi de sensibilités oubliées — le nouveau catéchisme répond plus à l'optique propre aux Eglises du Nord. Je dois reconnaître néanmoins qu'en matière sociale et politique, le nouveau catéchisme est relativement innovateur. Il reprend en charge les éléments les plus importants de la nouvelle doctrine sociale. Dans le contexte actuel, son discours, sans être révolutionnaire, est un point de référence critique dans le panorama dominant ravagé. Mais le catéchisme ne donne pas de solution, et d'une certaine manière il ne fait qu'exacerber un problème nouveau et grave : celui du passage, de fait, d'un monocentrisme culturel chrétien à un polycentrisme. En d'autres termes : les églises occidentales du nord étaient encore, il y a peu de temps, les seuls centres de production de symbolologie religieuse, qu'il s'agisse de spiritualité, de théologie, de morale, de formes de culture, ou de Droit, tandis que les autres n'avaient qu'à recevoir et s'adapter passivement.

Cet état de fait n'est plus. Aujourd'hui beaucoup d'églises participent activement à l'élaboration du patrimoine commun et deviennent à leur tour, telles les églises d'Amérique latine, des pôles influents et attractifs. Cette nouvelle donne requiert une évolution des églises centrales. Elle exige que soit repensé et reformulé l'exercice des "pouvoirs" déterminés, ou des ministères, des fonctions, autrefois au service de l'unité de la foi. Cette foi "une", ne pourrait plus s'exprimer que sur un mode pluriel. Foi une et plurielle dans son expression qui, pour s'assumer en tant que telle, exige une autonomie forcément antagonique avec l'indispensable communion.

En parlant d'universalisation d'une culture, nous faisons aussi allusion à une méthode. Vatican II a approuvé et ratifié le dialogue avec la société. Il en résulte inévitablement une façon différente de penser la foi, liée à l'analyse et à la perception de la réalité. C'est dans cette optique que la théologie de la libération a élaboré sa contribution la plus valable et universelle, incarnée non seulement par des théologiens, mais aussi à travers des documents fondamentaux. La théologie de la libération a beaucoup réfléchi à la façon de pen-

ser et de formuler la foi, d'être attentif à la réalité, aux médiations analytiques, aux efforts pratiques pour rencontrer et transformer le réel, aux options fondamentales, aux lieux d'insertion à la base.

Pourtant le type de réflexion qui inspire le catéchisme est abstrait, déductif, idéaliste, éloigné de la vie réelle et concrète. La réalité vient "après", comme champ d'application de quelques principes qui descendent du ciel. L'évangile de Jésus, par contre, est un monument immortel érigé au lien entre la réalité et la ferveur de la foi. Jésus dit ce qu'Il vit concrètement et sa vie correspond au message qu'il proclame. On me répondra qu'un catéchisme de l'Eglise catholique — universelle — ne pouvait procéder d'une autre manière. La question à mon avis, est ailleurs : ce catéchisme est-il l'instrument qui répond le mieux aujourd'hui à la nécessité permanente d'unité et de communion dans la foi ?

### Conservatisme ecclésiastique

On ne peut affirmer que dans le nouveau catéchisme la conception anthropologique de la personne, ou le traitement du social, considéré globalement, soient réactionnaires. Il n'en est pas moins conservateur. J'en ai déjà mentionné les raisons tout au long de cette réflexion. L'aspect conservateur sous-tendait les raisons qui ont poussé à la publication du catéchisme, il est présent dans les secteurs qui le soutiennent, dans la théologie dont ils s'inspirent et se nourrissent, dans leur manière d'établir les relations entre l'Eglise et la société.

Pour aller à l'essentiel, nous pouvons prendre pour exemple ce qui arrive avec le personnage de Jésus-Christ. S'il y a quelque chose de fondamental pour un chrétien, c'est bien Lui. Or, la présentation qu'en fait le catéchisme est diamétralement opposée à la meilleure "christologie" de la période récente. Celle-ci avait récupéré l'humanité de Jésus, celle du "Jésus historique" et sa pratique, pour accéder à partir de là aux dimensions les plus profondes de sa personne et permettre une rencontre "révolutionnaire" et surprenante avec le Dieu de Jésus. Dans cet itinéraire, le don de Jésus au dénommé "règne de Dieu" — terme qui évoque toutes les aspirations à la plénitude — et sa praxis correspondante libératrice ont occupé une place et un rôle centraux.

Le catéchisme obéit à une logique contraire. Il part des titres divins du Christ, pour conclure sur son humanité. Ce n'est pas Jésus celui qui montre un nouveau visage de Dieu, c'est Dieu qui nous dit qui est Jésus. Sa condition humaine, sa pra-

tique historique, bien que mentionnées formellement, s'estompent jusqu'à en perdre quasiment existence et consistance.

Il en découle que le règne de Dieu, — sa volonté de vie, de libération et de fraternité, l'option préférentielle pour les pauvres — passion, but et objectif ultimes du Jésus historique, perdent leur centralité et la lecture en devient spirituelle et désincarnée. Les signes ou gestes "miraculeux" de Jésus, par exemple, ne sont pas abordés comme des gestes de solidarité et d'amour récréatif, mais, — avec un caractère apologétique — comme des invitations ou des appels à croire en Lui. Il en ressort aussi que le règne de Dieu tend à être réduit à

normatif de la doctrine chrétienne en fonction de concrétions catéchistes et pastorales ultérieures. Ce n'est pas que tout ce qu'il contient — nous l'avons dit — ait la même valeur. Beaucoup d'aspects sont, et continueront d'être fort discutables pour un catholique. Il est bon que les gens le sachent, car ils ont souvent une perception faussée de la façon dont un catholique doit appréhender le dogme ou le magistère. C'est par fidélité aux dogmes et au magistère que je n'en suis pas une simple courroie de transmission.

### En guise d'épilogue

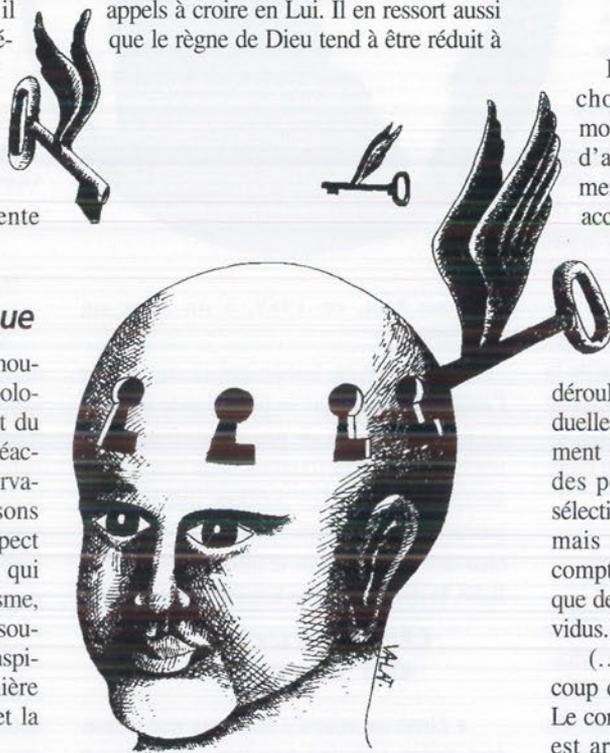
D'un point de vue existentiel et psychologique, il est impossible, à un moment donné de prendre en charge et d'assumer, consciemment et pleinement, la totalité de l'héritage chrétien accumulé jusqu'à nos jours, à plus forte raison si l'on tient compte de toutes les précisions qui y ont été apportées. C'est pourtant ce que le catéchisme préconise. En fait, pour des raisons diverses, dans le déroulement d'une vie chrétienne, individuelle et collective, la foi vécue est forcément "sélective", fonction des moments, des personnes et des situations. Cette sélection n'est pas négative et ségrégatrice, mais affirmative et positive. Elle tient compte autant de la pédagogie de la foi que de la nature et de l'évolution des individus.

(...) Le catéchisme n'aura pas beaucoup d'incidence à moyen et long terme. Le corps théologique qui en est le support est articulé par une logique dépassée. L'idée même de "résumé, compilation ou abrégé" renferme déjà l'idée de la fin. Elle incite au repos plus qu'à la recherche, à la quête de la sécurité plus qu'au voyage, à un retour en arrière plus qu'à un bond en avant, à la mise au pas des bataillons chrétiens plus qu'à leur aguerissement.

Enfin, toute lecture sera de fait, une "relecture". Les différentes familles chrétiennes la feront en fonction de leur foi propre ou de leur façon de réorganiser l'essentiel de la vie chrétienne, en fonction des défis auxquels elles doivent répondre.

J'en ai terminé. J'ai voulu réfléchir en allant au fond, indépendamment des clivages en vigueur, de droite ou de gauche. Le résultat n'est guère attractif et encore moins médiatique, mais il aura, je l'espère, plus de substance. Par ailleurs, si quelqu'un voulait connaître en détail le contenu du nouveau catéchisme, il n'a qu'à l'acheter et le lire. Je lui souhaite bien du courage. ★

Página abierta, février 1993



l'Eglise, à sa fonction d'annonciation de la Parole et au sacrement du pardon des péchés. Quand le Règne transcende et déborde l'Eglise, c'est elle qui se met à son service. A ce stade, il ne faut pas s'étonner du poids doctrinaire de ce catéchisme, de son manque de ferveur prophétique, de suggestion et d'incitation.

Son conservatisme converge, en fin de compte, avec celui du monde actuel et le renforce. Un exemple qui a fait couler beaucoup d'encre en est significatif : l'acceptation — bien que très nuancée dans le texte et le contexte — de la peine de mort. L'explication en est simple : il s'agit d'une concession au poids, plus qualitatif que quantitatif, de l'église nord-américaine, une manière d'éviter un conflit aux catholiques, minoritaires dans ces Etats où la peine de mort est toujours en vigueur. Si la question s'était posée dans un petit pays pauvre, les choses auraient été bien différentes.

Le catéchisme est un abrégé directif et

Cette année, le 8 mars aura dérogé à son aspect rituel, en étant le théâtre de manifestations d'ampleur autour de deux thèmes principaux. La solidarité avec les femmes de l'ex-Yougoslavie, la dénonciation des violences sexuelles et du viol comme armes de guerre ont été les axes des mobilisations en France, aux Pays-Bas, en Angleterre et aux Etats-Unis. Parfois, l'appel lancé par les femmes a été repris par de nombreuses organisations politiques et syndicales, donnant lieu à des manifestations mixtes de plusieurs milliers de personnes. Ailleurs, les groupes de femmes ont organisé des veillées et des manifestations non-mixtes.

Dans les pays frappés par la crise économique, les attaques contre les acquis sociaux des femmes ont provoqué des réactions d'ampleur. En Italie, des dizaines de milliers de femmes ont répondu à l'appel conjoint des syndicats, et ont manifesté à Rome en défense de leurs conditions de travail le samedi 6 mars. Les manifestantes ont également repris des slogans en défense de la loi sur l'avortement qui n'avait pas été prise en compte dans la plate-forme syndicale, ce qui avait suscité des critiques au sein du mouvement des femmes.

### **"Casseroles vides" à Moscou**

La presse à grand tirage s'est faite l'écho de "la marche des casseroles vides" de Moscou, présentée comme une marche de femmes contre la cherté de la vie et les pénuries. En réalité, les néostaliniens en étaient les instigateurs, dans le cadre de leur campagne anti-Elt-sine ; cela n'enlève rien au fait que les tâches ménagères dévolues aux femmes sont incontestablement rendues plus pénibles en raison des hausses de prix et des pénuries.

Le 8 mars est encore férié en Russie, mais il a depuis longtemps perdu sa signification politique. Si la *Pravda* titrait « *Félicitations, chères et bien-aimées* », la présidente de l'Union des femmes russes (officielle), a dénoncé dans une interview à *Nevavismaya Gazeta* la situation des femmes qui touchent les retraites et les salaires les plus bas, sont plus exposées aux licenciements que les hommes, représentent 75 % des chômeurs et la majorité des russes vivant en-dessous du seuil de pauvreté. Ces difficultés ont incité beaucoup de femmes à limiter leurs maternités. Le taux de natalité a baissé de 11 % depuis 1991 et les avortements sont deux fois supérieurs au nombre des naissances.

Le taux de maladies congénitales chez les enfants nouveaux-nés a également grimé de

## **8 mars autour du Monde**



un pour huit, en 1989, à un pour six aujourd'hui.

Mais c'est en Suède que la rigueur de l'austérité a provoqué la plus grande réaction de femmes. Dans ce pays, les réseaux de femmes existaient toujours mais n'apparaissent pas sur la scène politique nationale. La journée internationale des femmes pourrait bien clore cette période et marquer, comme en Italie, la résurgence des luttes de femmes.

### **Une révolution de femmes ?**

« *Droit au travail ! Stop aux restrictions budgétaires ! Egalité des salaires !* ». Quand Anne Wibble, ministre des Finances, est apparue sur les marches du parlement à Stockholm, elle a été entourée de milliers de femmes en colère, dont certaines appartenaient, comme elle, au parti libéral.

Une heure auparavant, sur la principale place de Stockholm, 5000 femmes écoutaient Lillemor Arvidsson, dirigeante de l'Organisation des fonctionnaires, principal syndicat, forte de 600 000 membres, et le seul à avoir une femme à sa tête. « *Est-ce la faute des femmes, qui soignent les malades et les personnes âgées, si l'économie suédoise est en crise ?* » a-t-elle demandé, avant d'exiger une réelle réforme de la politique gouvernementale, de celle des politiciens en général, y compris des dirigeants syndicaux — sans quoi les femmes feraient une révolution.

Arvidsson a fait, elle, sa propre révolution. Social-démocrate de longue date, elle a été la seule dirigeante syndicale à s'opposer au blocage des salaires et à l'interdiction des grèves proposés par le parti social-démocrate

il y a trois ans. Elle a récemment démissionné de la direction du parti pour se consacrer aux questions syndicales avant le round de négociations de cette année, où les femmes sous-payées des syndicats de l'industrie ont été les principales cibles patronales.

Il y aura des attaques contre les salaires des femmes et des programmes d'austérité dans le secteur public, très féminisé. Mais le gouvernement "thatchérien", de mèche avec les "experts économiques", s'en prend ouvertement au droit au travail des femmes et remet en cause leur place dans la société. Même la loi sur l'avortement est menacée.

L'économie de marché, la suprématie du secteur privé et la production pour l'exportation sont en vogue : la santé, les services sociaux, l'éducation et la formation des nouvelles générations sont négligés.

### **Contre le "nouveau monde"**

Ce "nouveau monde" révolte beaucoup de femmes. C'est ce qui explique cette unité sans précédent depuis vingt ans lors des manifestations du 8 mars. Les femmes des principales centrales syndicales, des partis politiques (sauf la Démocratie chrétienne, au gouvernement, et la Nouvelle démocratie, populiste), les associations nationales de foyers pour femmes, les groupes pour la paix, les chercheuses et toutes les associations ont constitué une coalition qui a organisé des actions dans différentes villes. C'est à Stockholm que le succès a été le plus évident. En plus du meeting et la manifestation, un forum en plein air, un séminaire avec la féministe américaine Suzanne Faludi et un "Tribunal de femmes" se sont tenus pendant le week-end du 6-7 mars. Le tribunal a réuni 800 femmes qui ont écouté des rapports sur l'économie, la santé, l'éducation, les violences sexuelles, et a diffusé un dépliant en 10 000 exemplaires le matin du 8 mars.

La centaine d'organisatrices qui avaient préparé ces initiatives depuis des mois vont maintenant discuter des tâches de leur nouvelle coalition : la lutte pour le maintien du droit à l'avortement, la solidarité avec les employées des magasins, que leurs syndicats appellent à la grève pour Pâques. Le tribunal va poursuivre ses activités dans d'autres villes du pays jusqu'aux prochaines élections, en septembre 1994. Le 8 mars à Stockholm fera-t-il bouler de neige, entraînera-t-il d'autres groupes de femmes dans l'action pour arriver bientôt à la "révolution des femmes" si nécessaire ?

**Penny Dugan et Eva Nikell**